

CASSE-RÔLES

N° 22 ■ NOVEMBRE 2022-JANVIER 2023



Dossier

Maudite soit la guerre !

Journal féministe et libertaire à prix libre

La guerre est partout, les victimes se comptent par millions – qui sont à 90 % civiles.

L'organisation du monde est fondée sur une logique de guerre. Les marchands de canons continuent de se frotter les mains, et ils ne sont pas les seuls: industrie nucléaire, industries extractives, industries de l'armement, du renseignement et de la propagande assurent la prospérité d'une élite mondiale sur l'équarrissage de la planète et du vivant. Cette fine fleur entretient à son profit une idéologie guerrière qui formate les esprits et maintient les populations sous domination.

Avec les féministes russes et ukrainiennes, **Casse-rôles** appelle à une résistance contre toutes les guerres.

Féministes, « nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme ».

Maudite soit la guerre ! C'est le dossier de ce numéro.

CASSE-RÔLES

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 30 septembre 2022

Ont participé à ce numéro : Alain, Albertine, André, Annie, Christian, Colette, Dominique, Glup, Guillaume, Hélène, Jacques, Julien, Justhom, Ksénia, Laurence, Michèle, OLT, Ramón, René, Roselyne, Sagna, Solange, Sophie, Véronique

Couverture : Jacques Tardi

Maquette, mise en page, correction : Jean-Marc B., Solange

Abonnements et contacts : p. 47

Imprimerie : Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

ISSN (en ligne) ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices



Supp. au journal *Union pacifiste*, n° 120, avril 1977

CONTRIBUTIONS... Ami·es lecteurs et lectrices, vous souhaitez nous adresser un article pour le prochain dossier de *Casse-rôles* (n° 23, sortie 1^{er} février 2023) : votre proposition devra nous parvenir pour le 20 décembre, dernier délai ! (Joli cadeau de Noël...)

#MahsaAmini



ELLE AVAIT 22 ANS, et parce qu'une mèche de ses cheveux dépassait de son voile, elle a été arrêtée par la « police des mœurs ». C'était le 13 septembre 2022. Elle a été ensuite hospitalisée par la police, et elle est décédée après trois jours de coma. Sans explications.

La colère est immense et s'étale sur les réseaux sociaux : des cortèges d'hommes et de femmes crient « À mort Khamenei » et les femmes jettent en l'air leur hidjab. Des vidéos sont postées sur Instagram sur lesquelles on voit des femmes brûler leur voile, ou se couper les cheveux courts, en signe de protestation. La première manifestation a eu lieu à Saqqez, la ville natale de Mahsa. Mais la contestation a rapidement dépassé le Kurdistan, pour gagner Téhéran et être connue dans le monde entier. Ce qui est nouveau, c'est que des femmes, des jeunes femmes, sont présentes dans les manifestations, et qu'elles sont soutenues par des hommes, souvent jeunes aussi, qui montrent que le pouvoir en place est désormais, faute de réelle légitimité, réduit à la répression pour promouvoir sa survie. Une nouvelle génération militante est en train de naître. Mahsa Amini en restera le symbole.

Véronique Decker

Nous reviendrons plus longuement sur ce dramatique épisode dans notre prochain numéro.

Casse-Rôles

Écouter le cœur du fœtus avant d'avorter !

UN NOUVEAU DÉCRET est entré en vigueur en Hongrie, le 15 septembre. La loi impose dorénavant que le médecin présente aux femmes, en demande d'avortement, les « fonctions vitales » du fœtus. Ainsi, les femmes souhaitant avorter seront contraintes de se confronter aux battements du cœur du fœtus pendant quelques secondes, avant l'opération. Ce qui représente pour elles un réel traumatisme.

L'avortement est légalement autorisé en Hongrie depuis 1953. Selon les lois actuelles, il peut être pratiqué jusqu'à douze semaines et, dans certaines circonstances, ce délai peut être prolongé. L'accès à l'avortement exige que la femme obtienne un certificat d'un gynécologue confirmant la grossesse, puis qu'elle consulte une sage-femme du service de protection de la famille au moins deux fois et qu'elle attende 72 heures avant que l'intervention ait lieu. Maintenant, il lui faudra en plus écouter les battements de cœur du fœtus. Que de démarches pouvant être dissuasives !

Cependant, le nombre d'avortements déclarés par année a diminué depuis 2010 du fait de l'introduction de mesures pro-famille par le gouvernement hongrois. Et l'adoption est encouragée lorsque les femmes ne veulent pas garder leur nouveau-né. De plus, des aides aux familles existent aussi.

Mais le nombre de professionnels pratiquant l'avortement est en baisse.

Ce décret a été porté par le parti d'extrême droite Mi Hazank et signé par Sandor Pinter, ministre de l'Intérieur. Encore un pays qui durcit les conditions d'accès à l'avortement ! Comme si ce qui se passait aux États-Unis ne suffisait pas. Il ne fait pas bon être femme dans de nombreux pays, entre ceux qui interdisent l'avortement ou ceux qui en empêchent l'accès par des mesures morales et financières. Là où l'avortement est interdit ou très restreint, les femmes avortent quand même, mais avec des risques majeurs d'infection et de mort.

La Hongrie, membre de l'Union européenne, est dirigée par Viktor Orban, Premier ministre depuis 2010. Le pays a multiplié les mesures natalistes dès l'entrée en vigueur, début 2012, d'une nouvelle Constitution défendant « la vie du fœtus dès sa conception ». Le gouvernement hongrois avait même financé une campagne contre l'avortement avec des fonds européens ! Pendant ce temps-là, le parti national conservateur, le Fidesz, prospère.

Le droit à l'avortement est un droit fondamental. Pourtant, partout, il peut être remis en question, et il l'est de plus en plus. Un droit à défendre !

Hélène Hernandez

Nous n'oublions pas les Afghanes

APRÈS LES SCANDALEUX ACCORDS DE DOHA, les États-Unis ont abandonné l'Afghanistan, de manière lamentable et cynique, en août 2021. Depuis la foudroyante conquête du pouvoir par les talibans, les Afghan-es paient le prix fort. La sécheresse et l'hiver très froid ont fait diminuer toutes les récoltes. Les talibans n'ont apporté aucune réponse aux pénuries alimentaires. L'économie, qui s'était développée dans les années 2002-2021 grâce au retour des femmes dans de multiples emplois, ainsi que l'égalité des Afghan-es en droits et devoirs, ont été piétinées. L'effondrement économique a précipité les Afghans, mais surtout les Afghanes, dans la famine. 58 % de la population, soit 22,8 millions de personnes meurent de faim, et la mortalité infantile, déjà la plus élevée du monde au cours des années précédentes, explose.

La résistance des Afghan-es depuis le 15 août 2021 s'exerce au risque de dangers extrêmes, comme l'emprisonnement, la torture et l'assassinat.

La situation des filles et des femmes ressemble à une prison : interdiction d'aller à l'école, à l'université, de travailler, de sortir sans un chaperon. Des corps de filles violées sont retrouvés dans les rivières. Des adolescentes sont mariées de force aux miliciens talibans, qui contractent quatre mariages en même temps. Des petits garçons sont enfermés dans les madrasas, enrôlés de force et façonnés pour être des « suicideurs » afin de gagner leur paradis sur terre !

Heureusement, des associations féministes, des syndicats et des militant-es politiques continuent de mettre en place des écoles clandestines pour poursuivre les actions menées depuis 1996, première prise de pouvoir des talibans, et ainsi venir en aide aux femmes et aux filles, tant dans la scolarisation que dans l'ac-

cès à des métiers, et particulièrement des métiers enseignants. Mais cela ne suffit pas !

La demande des associations féministes afghanes consiste à ne reconnaître, en aucun cas, les talibans. Des aides doivent être distribuées par les ONG qui travaillent au plus près de la population sur le terrain. Cela concerne notamment les dix milliards de dollars appartenant à l'État afghan que Washington a gelés dans ses banques, sous prétexte qu'ils pourraient servir à dédommager les victimes et leurs proches de l'attentat du 11 septembre 2001 à New York. Cet argent doit être débloqué et distribué de manière urgente pour endiguer la famine et l'extermination qui s'annonce. La résistance doit être soutenue et les Afghan-es doivent être reconnus comme des interlocuteurs et interlocutrices légitimes, expert-es de leur pays et de sa destinée.

H. H.



Taliban de la police religieuse battant une femme à Kaboul en août 2001
(Wikipedia)

Avorter : un droit fondamental au Kenya

EN MARS DERNIER, la Haute Cour de Malindi, une ville du sud-ouest du Kenya, qui devait se prononcer sur le cas d'une adolescente de 16 ans accusée d'avoir avorté illégalement, a déclaré « illégales » les arrestations et les poursuites liées aux avortements clandestins.

D'après la Constitution, l'avortement est illégal au Kenya, à moins qu'un professionnel de santé formé estime qu'il existe un besoin de traitement urgent, ou que la vie ou la santé de la mère est en danger.

Pour le juge Reuben Nyakundi, « il existe, de mon point de vue, un lien direct entre le droit à l'interruption de grossesse pour une femme et le droit au respect de la vie privée tel qu'il est inscrit dans la Constitution : en effet, la décision d'avorter doit revenir

avant tout à la femme qui, dans les cas décrits à l'article 26 de la Constitution, assume l'essentiel des responsabilités, qu'elle choisisse de mener une grossesse à son terme ou d'y mettre fin ».

La décision de la Haute Cour consacre le droit à l'avortement au nom du droit fondamental à la vie privée et demande au Parlement d'adopter une nouvelle loi en accord avec ce principe. D'après le Center for Reproductive Rights, une organisation internationale de défense du droit à la procréation, 2 600 femmes et jeunes femmes meurent de complications liées à des avortements clandestins, chaque année au Kenya.

Source : *Courrier International*, 30 mars 2022.

BARBAQUE, BIDOCHÉ et BARBECUE

« *Le combat contre l'entrecôte est au carrefour précis de l'écologie et du féminisme*¹. »

NOUS AVONS ASSISTÉ CET ÉTÉ À UN ÉCHANGE « SAIGNANT » de points de vue, entre, d'une part Sandrine Rousseau, tendance écoféminisme et, d'autre part, Fabien Roussel, tendance macho.

L'une a dit : « *Il faut changer de mentalité pour que manger une entrecôte cuite sur une barbecue ne soit plus un symbole de virilité* », quand l'autre faisait l'éloge du bon vin, de la bonne viande et du bon fromage.

Un homme et une femme

On remarquera, sans craindre d'enfoncer des portes ouvertes, que Sandrine est une femme et Fabien un homme. Mais ce n'est pas anodin.

En effet, le rapport genré à la nourriture a fait l'objet de nombreuses études qui démontrent, par exemple, qu'en France, les hommes mangent deux fois plus de viande rouge que les femmes et que, dans le monde, celles-ci sont majoritairement parmi les végétariens, végétaliens et végans².

La consommation de produits carnés est pourtant catastrophique sur le plan climatique, et c'est sans doute ce qu'a voulu exprimer Sandrine Rousseau en appelant à un changement de mentalité masculine. Tout le contraire de son homologue en politique, qui en est encore au néolithique franchouillard déjà analysé par Roland Barthes³ : « *National, le bisteck suit la cote des valeurs patriotiques, il les renfloue en temps de guerre, il est la chair même du combattant français*. » Il lui ajoute des frites, malencontreusement oubliées par Roussel.

Et le barbecue ?

C'est vrai, ça : allez savoir pourquoi, dans la vie et les films américains, c'est toujours « l'Homme » qui est devant le « piano », « remuant une saucisse comme s'il s'agissait du Saint Graal⁴ ». C'est souvent lui aussi qui est derrière le fusil, à la guerre ou à la chasse, car la bête, il faut bien la tuer avant de la manger, même si aujourd'hui ce boulot est confié à d'autres.

Enfin, bref, cette prise de pouvoir masculin sur l'animal, ici grâce au charbon de bois et à la plaque chauffante installée dans le jardin par beau temps, a des conséquences sur les rapports de genre : de la « poulette » au « morceau de viande », les femmes sont souvent « bêtifiées », les liens existants entre oppression patriarcale et oppression animale n'étant plus à démontrer⁵.

Michèle Gay

1. Daniel Schneidermann, *Libération*, 5 septembre 2022.

2. Nora Bouazzoumi, *Steackisme*, Nouriturfu, 2021.

3. Roland Barthes, *Mythologies*, Le Seuil, 1957.

4. *Libération*, 30 août 2022.

5. Carol J. Adams, *Politique sexuelle de la viande*, L'Âge d'homme, 2016.



<<http://blonville.unblog.fr/2008/05/10/cest-le-barbecue-qui-fait-lhomme/>>.

Victoire de #BalanceTonPorc

LE 11 MAI 2022, la Cour de cassation a rejeté les pourvois déposés par l'ancien ministre Pierre Joxe et le journaliste Éric Brion, qui poursuivaient en diffamation l'écrivaine Ariane Fornia et la journaliste Sandra Muller, à l'origine du hashtag #BalanceTonPorc.

En première instance, le tribunal avait donné raison aux deux plaignants qui s'estimaient diffamés par leurs accusatrices, leur accordant des dommages et intérêts

(15 000 euros pour Brion, 1 euro symbolique pour Joxe). Mais la Cour d'appel avait infirmé ces jugements, le 31 mars et le 14 avril 2021, estimant que les dénonciations relevaient de la liberté d'expression. L'arrêt de la Cour de cassation est un signal fort envoyé aux tribunaux qui auront à l'avenir à traiter ce type d'affaires.

Source : *La Déferlante*, n° 7, septembre 2022.

Féministe, ma non troppo

EN ESPAGNE, si la cause féministe avance à grands pas et est même en avance sur la plupart des pays européens, ce n'est pas du goût de tout le monde.

Ainsi, le conseil municipal de la ville d'Adra (Andalousie) vient de déposer un recours contre la CNT locale qui a réalisé une fresque murale célébrant le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Recours à l'initiative du Parti populaire (PP, de droite) à la tête de la mairie, au motif que l'édifice sur lequel a été réalisée cette fresque n'est pas communal, mais propriété du ministère du Travail. Pas faux, mais là, ça devient comique, car cet immeuble a une fonction de Bourse du travail et est à la disposition de diverses organisations syndicales, dont la CNT, qui en occupe une partie, ce qui, tout à fait légalement, lui permet de disposer d'une partie de la façade extérieure.

Bien entendu, derrière les arguties du Parti populaire, la véritable raison de ce recours pour supprimer la fresque, c'est la crise d'urticaire que la cause des femmes provoque chez les tenants du conservatisme du patriarcat. Et ce n'est pas la récente modification de la loi sanctionnant les violences sexuelles qui va les calmer.

Désormais, en effet, en cas de viol, la justice ne tiendra plus compte du fait qu'une femme ait « résisté » ou n'ait pas dit non, ou n'ait pas signifié son refus, mais qu'elle ait clairement exprimé son consentement à une relation sexuelle. Les apprentis violeurs devront se calmer.

Quant à la fresque, la CNT a logiquement entamé une procédure pour s'opposer au recours du Parti populaire, et réaffirmer son combat pour une société égalitaire femmes-hommes et faire aboutir toutes les revendications spécifiques des femmes dans le monde du travail.

Affaire à suivre donc.

Ramón Pino

Assemblée nationale... 1889-2022

« Mes électeurs ne veulent pas que je me déguise »



CHRISTOPHE THIVRIER, candidat du Parti ouvrier, est élu député de l'Allier, le 6 octobre 1889.

Son programme – cela ne s'invente pas – tient en quelques lignes :

- un salaire minimum reconnu et valorisé,
- la diminution des heures de travail,
- l'inspection du travail confiée aux conseillers prud'hommes et aux délégués des syndicats,
- l'amnistie des prisonniers politiques,
- l'abrogation de l'interdiction de l'Association internationale des travailleurs (fondée par Marx).

Son groupe, dit d'extrême gauche, compte 13 députés. Christou (son surnom) a fait une promesse à ses électeurs ouvriers mineurs du bassin de Commentry, celle de se présenter à l'Assemblée nationale portant la blouse bleue des ouvriers bourbonnais.

C'est l'esclandre à l'Assemblée nationale, la droite et l'extrême droite (les Ciotti et Le Pen de l'époque) érucitent, hurlent au scandale et à la provocation. On parle « d'une vulgarité de mauvais goût », ou encore « de lutte des classes réactivée »... Nous ne sommes que dix-huit ans après le massacre de la Commune.

Le nouveau député refuse de poser la blouse sous les injonctions des huissiers. L'événement est largement commenté par la presse internationale. La presse réactionnaire nationale demande que l'entrée à l'Assemblée lui soit interdite. Mais on peut lire aussi la chose suivante de la part d'un polémiste pourtant opposé au Parti ouvrier :

« Modérez votre ironie Messieurs du Bois-Doré de la politique... cette blouse sera son bouclier, peut-être. Elle lui rappellera sans cesse ses obligations, ses engagements, son origine... Le vrai moyen de se souvenir de sa blouse, c'est peut-être de l'avoir sous les yeux. »

De fait, Christophe Thivrier siégea sans coup férir avec sa blouse d'ouvrier

« Le vêtement est un signe politique », souligne Annie Burger-Roussennac, doctorante à l'EHESS et coautrice d'« Un usage politique du vêtement XVIII^e-XX^e siècle »¹.

On a oublié que, sous la Convention, toutes les tenues dans l'hémicycle étaient autorisées, Marat par exemple siégeait coiffé d'un foulard.

Les représentants de la bourgeoisie, élus de droite et d'extrême droite, sous couvert de respectabilité, aimeraient bien imposer leur style, nonobstant que « le style n'est que le vêtement de la pensée », comme l'écrivait Sénèque.

Sophie

1. Les Cahiers d'Histoire, n° 129, décembre 2015.

Féminicides en hausse

« Ne pas empêcher le crime quand on a la force en main, c'est en être l'auteur ou le complice. »
Sénèque, *Le Troade* (environ 60 après J.-C.)

Un rapport, publié le 26 août 2022, par le ministère de l'Intérieur, montre que les féminicides en France sont en hausse. L'étude indique que 122 femmes ont été tuées par leurs conjoints en 2021 ; ce chiffre est en augmentation de 20 % depuis 2020. L'étude souligne également que ces crimes surviennent généralement après plusieurs actes de violences envers ces femmes.

LES PROMESSES DES DIRIGEANTS POLITIQUES ne seraient-elles que des vœux pieux ? L'étude souligne qu'une femme sur trois, soit 32 %, avait déjà été victime de violences conjugales avant le drame fatal ; que 64 % avaient signalé ces actes à la police et que 84 % avaient porté plainte. Tous ces signalements étaient quasiment restés « lettres mortes » !

Les politiciens complices de tous ces crimes

L'étude montre le profil de ces prédateurs : « Il est majoritairement masculin, le plus souvent, en couple, de nationalité française, âgé de 30 à 49 ans ou de 70 ans et plus, et n'exerçant pas ou plus d'activité. »

La grande majorité de ces crimes se déroulent au domicile du couple, de la victime ou de l'auteur (78 %).

Les causes :

- disputes (31 cas),
- séparations (27 cas),
- jalousie (25 cas),
- maladie de la victime (21 cas)
- l'instinct de possession.

Ces meurtres sont souvent accomplis sous l'effet de l'alcool, de stupéfiants ou médicaments psychotropes.

Quelques mois après son investiture, le président de la République (25 novembre 2017) avait déclaré faire de son premier quinquennat, la « grande cause nationale l'égalité entre les femmes et les hommes et lutter contre les violences sexuelles et sexistes ».

Cinq ans plus tard, le bilan est terrible, avec 600 femmes tuées par leurs conjoints

Le 7 mars 2022, Emmanuel Macron déclare à nouveau : « La grande cause de mon nouveau quinquennat, si je suis réélu, sera l'égalité femmes-hommes. » On est prié de le croire...

En 2022, 83 féminicides conjugaux ont eu lieu depuis le 1^{er} janvier (nombre début septembre 2022), selon le Collectif Féminicides par compagnons ou ex, et 7 féminicides non conjugaux.

Il faut donner les moyens financiers et humains aux associations qui ont les compétences et l'efficacité nécessaire pour lutter contre cette hécatombe

Un fléau mondial

En 2017, ce sont plus de 50 000 femmes qui ont été tuées sous les coups de leurs conjoints... C'est pourquoi, il est important que la lutte contre les violences envers les femmes (crimes, coups, mutilations, soumission...) dans chaque pays s'organise à l'échelle mondiale. Il s'agit de coordonner ces luttes pour donner plus de force et d'unité au mouvement.

Justhom



Prostitution et société marchande

Ce court récit, qui dénonce la prostitution, nous a donné l'envie de rencontrer son autrice limougeaude, Ksenia Potrapeliouk.

UN MÉTIER COMME UN AUTRE se veut un manifeste contre la prostitution et raconte l'histoire de Florence, à Montréal, qui tient un salon de «massages thérapeutiques».

«Elle n'était pas une pute: elle était travailleuse du sexe. Elle avait des horaires, un tarif, un catalogue de prestations. Un job comme un autre. Tous ces éléments de langage avaient pour but d'aseptiser la réalité crue, trop brutale pour être appréhendée sans filtre: que la prostitution est une chose sordide, dégradante...»

L'autrice raconte comment, dans une société où tu n'existes qu'à travers ce que tu possèdes, où, depuis l'enfance, on t'a appris à considérer ton corps comme un objet décoratif, qui s'offre, qui se laisse faire, on se coule dans un moule, où l'on n'existe que par ou pour le regard des hommes, et on devient accro à l'argent, pas toujours facile, mais rapide, des rapports tarifés.

Elle nous montre que garder un esprit critique n'est pas facile quand les «éléments de langage», si utilisés aujourd'hui pour nous endormir, brouillent les pistes: les obsédés maniaques sont des clients, ils ne violent pas: ils achètent un service, les filles ne se laissent pas violer: elles offrent un service complet. Elles ne sont pas des putes: elles sont travailleuses du sexe.

À la fin de l'histoire, Florence se retrouve face à face avec son compagnon, qui ignore tout de son activité et vient dans son appartement pour consommer du sexe. Elle prend alors conscience de la barbarie et de l'inhumanité du système et, se souvenant d'une rencontre avec une militante du Nid¹, elle décide de se battre avec des associations abolitionnistes, qui luttent pour un monde où personne ne serait acculé à vendre son corps pour avoir une vie décente.

Ksenia Potrapeliouk, *Un métier comme un autre. Manifeste contre la prostitution*, BoD, 2021.

Rencontre

Casse-rôles – Ton point de vue sur la prostitution, clairement formulé dans le récit, correspond tout à fait au nôtre, il est abolitionniste et combat les éléments de langage de certaines organisations, comme le Strass, qui assimilent la prostitution à un travail, et réclament pour ceux et celles qui la pratiquent protection sociale et retraite. Peux-tu nous dire ce qui t'a amené à écrire ce livre «militant»?

Ksénia – Ce livre est né à partir d'un texte que j'avais publié dans *Histoires de meufs*. Il était intitulé *La Travailleuse*. Un an plus tard, en relisant ce recueil, j'ai réalisé que, dans ce texte, j'avais adopté une posture trop complaisante vis-à-vis de la prostitution et de la novlangue qui la banalise (ce qui se voyait dès le choix du titre!). J'ai donc réédité ce texte à part, avec des changements très importants et en prolongeant l'histoire, cette fois sous le titre ironique d'*Un métier comme un autre*.

Permettez-moi de clarifier un point: je ne m'oppose pas du tout au fait que les personnes prostituées aient droit à des protections sociales, une retraite, etc. Je considère même que c'est essentiel pour une existence décente. En fait, le problème des «syndicats» de la prostitution est qu'ils représentent surtout les proxénètes (réalisateurs de films pornos, tenanciers de bordels, etc.) et pas les «prolétaires» du sexe... Ces soi-disant «syndicats» sont surtout contre la pénalisation des clients et non pour la protection des prostitué-es! Or, la loi de 2016, qui est abolitionniste, a justement abrogé le délit de racolage! En somme, je n'ai pas la prétention de dire aux gens s'ils ont le droit ou non de se prostituer; les personnes qui y sont acculées doivent être





protégées. Je suis surtout pour la pénalisation des clients et l'avènement d'une société où « l'achat » de sexe et la consommation de pornographie ne feraient plus partie des mentalités.

C-R – Nous avons regardé ton parcours, tu as fait une école d'ingénieurs à Limoges, ta spécialité est le génie de l'eau ; puis tu as décidé de tout arrêter pour te consacrer à l'écriture. Peux-tu nous raconter ?

K. – En entrant dans le monde du travail, je me suis rapidement rendu compte que mon caractère s'accordait mal avec la discipline et les compromis nécessaires pour évoluer dans une entreprise qui avait pour but principal – sinon unique – la rentabilité. Des bouleversements dans ma vie personnelle ont créé le déclic : j'ai décidé de bifurquer vers une vie où j'aurais plus de temps, dans une ville plus tranquille (j'étais à Paris...), plus en accord avec mes goûts et non pas le prestige social. C'est un luxe que nous avons encore le droit de nous offrir, alors autant en profiter...

C-R – Tu as écrit trois livres, qui tournent tous autour de sujets féministes : *Histoires de meufs* selon le titre de la collection : Histoires de moches, de grosses, de celles qui sont nées avec un pénis ou ont grandi dans une cité, histoires de mal aimées et de celles qui aiment trop, de celles qui refusent d'être mères et de celles qui rêvent à tout prix de le devenir. Plutôt des marginales donc, pourquoi ce choix ?

K. – Je ne pense pas que mes héroïnes soient des marginales, au contraire, presque toutes les femmes pourront se reconnaître dans l'une d'entre elles ! Qui n'a jamais été complexée par son corps, n'a jamais eu de troubles alimentaires, n'a jamais été victime d'un pervers narcissique ni subi d'agression sexuelle ? Mes personnages sont un concentré de ce que cela fait d'être une femme aujourd'hui.

C-R – Sur ton site, tu te présentes comme une autrice féministe, cela veut dire quoi pour toi ?

K. – J'essaie d'introduire en littérature une représentation des femmes qui ne soit pas sexiste, stéréotypée ou dégradante ; qui soit autre chose qu'un barème de « baisabilité » – comme c'est le cas lorsque nous sommes représentées par les hommes...

C-R – Quelles sont les autrices qui t'inspirent ? As-tu des conseils de lecture pour nous ?

K. – Depuis l'âge de 10 ans, mes autrices préférées sont J. K. Rowling (il faut lire non seulement sa célèbre saga mais aussi ses romans et ses polars !) et Simone de Beauvoir. Je suis également une inconditionnelle d'Elsa Morante, d'Elena Ferrante et de l'autrice nigériane Chimamanda Ngozi Adichie (tous ses romans sont extraordinaires !). J'aime aussi beaucoup Toni Morrison, Chahdortt Djavann et Annie Ernaux. Coup de cœur spécial pour Ottessa Moshfegh. Et, bien sûr, Andrea Dworkin ! Lire Dworkin, c'est être en illumination permanente. C'est mon plus grand éblouissement intellectuel concernant le féminisme. C'est simple : elle a tout dit, et bien en avance sur son temps.

Nous avons rencontré l'autrice à Limoges, rencontre sympathique autour d'un plat chinois... Elle attendait, en tant qu'enseignante de mathématiques vacataire, une affectation, mais ceci est une autre histoire ! Nous avons voulu lui poser une dernière question

CR – Comment interpréter le retournement de la femme dans ton livre, qui, parce que c'est son propre mari qui vient la voir pour un acte sexuel, comprend l'horreur de la chose et trouve que c'est inadmissible ? Qu'est-ce qui t'a amenée à imaginer cette fin ?

K. – Il n'y a pas forcément de lien cartésien entre les événements. J'aimerais laisser le lecteur choisir sa propre interprétation. C'est une invitation à entrer dans la tête de l'héroïne, imaginer les conséquences du choc entre ses deux vies parallèles. La plupart des personnes qui sont prostituées cloisonnent leurs vies, parce qu'elles savent – ou sentent instinctivement – que ce qui est demandé dans la prostitution, c'est de renoncer à son soi. Face au comportement des putards¹, si on restait cohérente avec soi-même, on leur hurlerait dessus, on les tabasserait. Pour se laisser faire, pour devenir cette caricature de femme pour laquelle payent les putards, tu cloisonnes. Tu te dis : « OK, je fais ça, mais ce n'est pas moi. » Alors, quand il y a un élément de ta vie perso qui débarque et que tu ne peux plus l'ignorer, il y a des fils qui se touchent et qui sait ce qui en ressortira... ■

1. Le Mouvement du Nid est une association française féministe, laïque et abolitionniste de terrain qui « a pour but d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution en vue de sa disparition ».

2. C'est un mot que j'ai entendu pour la première fois utilisé par des féministes latino-américaines, qui disent *putero*, c'est beaucoup plus cru que « client ». Il faut que l'on arrête de laisser les hommes nommer les choses à notre place : tu n'es pas un « client » comme dans un salon de coiffure : tu es un putard, un sale putard.

MAUDITE SOIT LA GUERRE !

- Russie-Ukraine, guerre ouverte, 11-12
- Appel des féministes à s'opposer à toutes les guerres /
« La grève des femmes » d'Eugène Pottier /
La guerre, une affaire d'homme ?, 13
 - Les guerres..., p. 14-15
 - La France, pas si nulle, 15
 - Non-violences ?, 16-17
- Féminisme, pacifisme et antimilitarisme, 18-20
 - Lilian Wolfe, la BD d'OLT, 21
 - Pacifisme aux États-Unis, 22-23
- L'Organisation terroriste de l'Atlantique Nord, 24
 - Le « Déserteur » de Boris Vian /
Nos amies antimilitaristes d'aujourd'hui, 25
- Connerie militaire d'expression française, 26
 - Repos du guerrier ou repos éternel, 27
 - Cabu Immortel, 28-29
 - Qui veut la paix prépare la paix !, 29
 - Le Service national universel, 30-31
- Patriotisme et projet militaire au collège, 32
- La pédagogie Freinet, une pédagogie de la paix, 33
 - Le jour du 14 Juillet, 34
- Quiz du jour / « Barbara », de Prévert, 35
- Les promoteurs de la folie de la guerre, 36-37
 - « Awazek tê », un air du Rojava, 38
 - Femmes soldates, 39
- Les Femmes en noir de Jérusalem, 40
 - Syrie, la Ghouta orientale, 41
- Espagne, « Les combattantes antifascistes... », 42
 - « Chanson de Craonne » /
Monuments aux mort·es civil·es, 43
- Hiroshima, la véritable histoire, 44-45
- Déchets nucléaires pour militaires, 46-47
 - Et aujourd'hui ?, 47
 - « La Butte rouge » de Montéhus /
« Je prends mes responsabilités », 48
 - Vendetta, 49



Russie-Ukraine, guerre ouverte

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre ouverte entre les deux pays qui a cours depuis février dernier, en situant de nouveau un conflit majeur sur le continent européen, nous obligent à nous poser la question de la guerre d'une façon plus directe.

DES DÉBATS VIEUX comme la chose militaire sortent, couverts de poussière, des armoires de l'Histoire. Les partisans entêtés de la paix se font traiter de pleutres ou de complices des tyrans, tandis que tout un continent trouve enivrant les bruits de bottes. Les dizaines de millions de morts et les centaines de millions de mutilés de la dernière deviennent des données sans importance et l'Europe, dont le projet d'origine était « Plus jamais ça », se réarme et consolide ses alliances sous la protection d'un pays belliciste gangrené par les lobbies des armes et du pétrole, et qui possède l'armée la plus puissante du monde.

L'inévitable kit de pensée sommaire fourni avec le conditionnement à la guerre a cours, et déjà on commence à punir les Russes d'être gouvernés par Poutine, tout comme on condamne les Afghan-es à mourir de faim et vendre leurs enfants, ça leur apprendra à être gouvernés par des talibans. L'Allemagne se réarme et outrepassa même les 2 % de budget destinés à l'effort de guerre collectif de l'Otan, en dépit des manifestations de 500 000 pacifistes, tandis que la Finlande et la Suède jettent leur neutralité par-dessus bord et se joignent à l'Alliance. Les 27 se sont mis d'accord pour « renforcer les capacités industrielles » d'armement de l'Europe, réservant à cette importante priorité 500 millions... dont le climat se passera.

Peut-on encore se dire antimilitariste ?

Peut-on faire remarquer que cette course aux armements enterre la seule urgence réelle de l'humanité, la crise écologique ? Une fois enjambés les éternels coupe-discussion fondés sur l'argumentaire du fait accompli (« Il a attaqué, faut bien se défendre »), peut-on en revenir à ce que fait la guerre à l'hu-

manité ? Ce qu'elle fait aux hommes ? Car, s'il y a des causes justes et des causes inacceptables, la violence des armes favorise le mépris de la vie, le refus du consensus et l'arbitraire, que ce soit chez les tyrans ou les résistants.

Tous les camps, c'est avéré, recourent aux exécutions sommaires, aux viols, à l'intimidation, tous les camps se lâchent sur les civils

Certains le font de façon systématique et industrielle, d'autres à la marge, mais tous le font. La violence et l'analyse sont incompatibles au sein du même esprit. La logique de guerre conduit à considérer les humains sous un angle tactique, comme l'illustrent les assassinats internes des mouvements de résistance. Peut-on en revenir à ce que la guerre fait aux rapports entre les hommes et les femmes, entre les classes sociales, entre ceux qui détiennent l'usage du droit et ceux qui n'y ont pas accès ? Ce qu'elle fait aux rapports entre les humains et les autres vivants ?

La guerre est une entreprise de fascisation globale des sociétés. Elle répand à tous les niveaux l'usage de la force et la barbarie, elle fragilise encore les plus vulnérables et favorise les plus féroces. Elle fait voler en éclats tout ce qu'une société peut mettre en œuvre de débats et de négociations. Elle muselle, écrase, détruit l'humanité en l'humain. Déjà le vigoureux mouvement féministe ukrainien note, dans un manifeste (« Le droit de résister, manifeste féministe »), l'augmentation des violences domestiques et l'aggravation de toutes les injustices : la loi martiale a, par exemple, permis une dérégulation totale du marché du travail, dans un contexte où un tiers des entreprises ont dû cesser leurs

activités. L'Organisation internationale du travail (OIT) encadre la suspension du droit du travail en cas de guerre, et les patrons ukrainiens, caressés dans le sens du poil par un gouvernement ultralibéral, n'ont pas mis un mois pour en suspendre toutes les garanties, et à l'occasion les salaires, tandis que l'inspection du travail suspendait ses missions. La guerre donne des amphétamines à la guerre sociale contre le populisme. L'État employeur en profite pour imposer une diminution des salaires.

Une publication ukrainienne, *Communs*, parle de Blitzkrieg anti-ouvrière. Poroshenko, le roi du chocolat, s'était vanté de gérer son pays comme son entreprise, il semblerait que, par bien des côtés, Zelensky marche dans ses pas.

Et les femmes dans tout ça ?

Comme dans toutes les situations de guerre, elles subissent la violence de l'occupant et une violence domestique aggravée par les tensions, tout en devant assurer les tâches qui leur sont dévolues, ravitaillement, soin, dans un contexte précaire et dangereux. Il n'est pas rare qu'elles prennent part à la résistance armée. L'invasion russe fait peser la menace d'une législation régressive criminalisant les personnes LGBTQI+ et décriminalisant la violence domestique comme en Russie. Les féministes ukrainiennes défendent âprement leur droit à l'autodétermination et celui de résister par les armes contre l'envahisseur, comme l'ont fait les femmes de tous les peuples dans la même situation, et elles citent l'Algérie, le Vietnam, la Syrie, la Palestine et le Kurdistan. Elles réclament le soutien à la résistance.

En ce qui concerne la condition des femmes, l'Histoire récente ne les a pas gâtées. L'éclatement de l'Union soviétique, cinq ans après la catastrophe

TU SERAS UN HOMME...



... MON FILS

l'Allemagne, ni la Suède, ni la Finlande. L'Otan aura encore pris du poids, la militarisation des sociétés un bel élan, et il est peu probable que la course aux armements ainsi relancée ralentisse avec la fin de la menace, pas plus que la fin du Pacte de Varsovie n'a entraîné la fin de l'Otan – «*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage*» –, il en sortira renforcé par toutes les industries de mort, lesquelles ne fonctionnent pas à l'énergie solaire.

Sans se résigner à laisser crever les Ukrainien-nes, qui en effet ont bien le droit de se défendre, la question se pose de ce que signifiera pour l'avenir de nos sociétés, et même de l'humanité, le choix des armes. L'humain serait-il vraiment une impasse évolutive ? Et pourtant, comme il existe un moment où le feu est apparu sur terre, il existe un moment dans l'histoire humaine où la guerre est apparue, et il est récent, il remonte au chalcolithique. La guerre n'a pas plus de 5 000 ans, quand le plus ancien *Homo Sapiens* en a 300 000. L'histoire humaine doit-elle continuer à suivre le chemin absurde et suicidaire de la guerre, avec des armes de plus en plus sophistiquées, jusqu'à l'anéantissement, ou a-t-elle une possibilité de dévier de cette route démente, de désarmer, d'enfin poser les fusils ?

C'est une question que posent toutes les guerres, mais particulièrement celles qui impliquent une armée capable d'anéantir la vie bien au-delà du théâtre de leurs opérations.

Laurence Biberfeld

➔ nucléaire de Tchernobyl, a provoqué un tel effondrement social que, selon l'OIM, un demi-million d'entre elles ont été victimes des réseaux de traite entre 1991 et 1998. Elles ont alors été exportées en Grèce, aux Émirats, en Syrie, en Espagne, en France, etc. L'Ukraine est aussi devenue un spot important de tourisme sexuel, une Manille européenne, ainsi qu'un sanctuaire de GPA commerciale aussi légale que totalement dérégulée. 2 500 à 3 000 bébés y étaient livrés tous les ans jusqu'à l'invasion. Les « heureuses » mères porteuses sont restées sous les bombes, tandis que certains des bébés qu'elles avaient enfantés étaient mis à l'abri chez leurs parents commanditaires.

Le viol comme arme de guerre est systématiquement pratiqué par l'armée russe, comme en témoignent les dépouilles de femmes et de fillettes examinées par les ONG présentes. La guerre pousse sur les routes des femmes qui en ont subi mais ne peuvent pas toujours avorter : la Pologne catholique, premier pays d'accueil, leur refuse le plus souvent ce droit, pourtant garanti en cas de viol. Des organisations, telles que Abortion without Borders ou Women on Web, fournissent des téléconsultations gra-

tuites et l'envoi de kits d'avortement médicamenteux. Mais, passée la douzième semaine, seules la Suède, les Pays-Bas, l'Espagne ou, depuis peu, la France pourront leur offrir cette possibilité... si elles s'y trouvent.

Par ailleurs, tous les queutards d'Europe sont sur les starting-blocks, comme en témoignent les flux d'Internet où la demande de victimes de guerre explose tandis que les réseaux de traite se mettent en place dans le chaos qui suit l'exode. Dès le mois de mai, l'Europe a adopté un plan de lutte contre le trafic d'êtres humains, en vain. Les femmes et les enfants d'abord...

Les orphelinats accueillaient environ 100 000 enfants. Livrés à eux-mêmes, ceux-ci ont parfois pris la route de l'exil. Ces enfants, ainsi que ceux issus de GPA et qui n'ont pas été « livrés », font l'objet de tous les trafics et sont difficiles à repérer dans le chaos de l'exode. La mécanique horrible, sommaire et régressive de la guerre, s'installe en Europe, et elle ne disparaîtra pas avec la fin de l'invasion russe – en espérant que ce conflit n'embrase pas tout un continent. La fin du conflit ne désarmera ni

Appel des féministes russes à s'opposer à toutes les guerres

publié sur Canal Télégramme

Aujourd'hui, les féministes sont l'une des rares forces politiques actives en Russie. Pendant longtemps, les autorités russes ne nous ont pas perçues comme un mouvement politique dangereux et nous avons donc été temporairement moins touchées par la répression d'État que d'autres groupes politiques. Actuellement, plus de quarante-cinq organisations féministes différentes opèrent dans tout le pays, de Kaliningrad à Vladivostok, de Rostov-sur-le-Don à Oulan-Oudé et Mourmansk. Nous appelons les féministes et les groupes féministes de Russie à rejoindre la Résistance féministe anti-guerre et à unir leurs forces pour s'opposer activement à la guerre et au gouvernement qui l'a déclenchée. Nous appelons également les féministes du monde entier à se joindre à notre résistance... Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra.

In Bernard Baissat, « Solidarité avec l'Ukraine »,
Union pacifiste, mai 2022.

La Grève des femmes

Eugène Pottier (1867)

Il surgit une autre Pucelle.
Insurgeant la femme, elle dit:
Jusqu'à la paix universelle
Tenons l'amour en interdit.

Refrain

À bas la guerre! En grève!

En grève!

La femme doit briser le glaive.

Nargue à l'époux, nargue à
l'amant!

Jusqu'au désarmement:

Les femmes sont en grève!

Cœurs dévoués, brunes ou blondes,

Que le sang versé révolta;

Ô citoyennes des deux mondes,

Faisons notre grand coup d'État!

Puisque la guerre inassouvie

Entasse morts et mutilés,

Nous, sur les portes de la vie,

Dès ce soir posons les scellés!

Ce noble but, chastes coquettes,

Nous l'atteindrons les bras croisés!

En rayant le droit de conquêtes,

En rayant le droit aux baisers!

Monsieur, je suis votre servante,
Exercez-vous au chassepot!
Le lit conjugal est en vente
Pour cause de refus d'impôt.

Épouses, mères, que nous sommes,
Laissons ces héros maugréer.
Tous ceux qui massacrent les
hommes

Ne sont pas dignes d'en créer.

Quoi! Mettre au monde et, folle et
fière, Allaiter mes bébés joufflus,
Pour les jeter dans la carrière
Quand leurs aînés n'y seront plus?

S'il faut recruter vos milices,
Fécondez tigresse ou guenon:
Nous ne sommes plus vos com-
plices

Pour fournir la chair à canon.

Dieu de paix, bénis ce chômage,
Et, pour l'honneur des temps nou-
veaux,

Nous ferons l'homme à ton image...
À la reprise des travaux.

Refrain

LA GUERRE, UNE AFFAIRE D'HOMMES?

L'HOMME SABRE AU CLAIR, la femme éplorée, serrant ses enfants contre elle et pleurant le guerrier tombé au champ d'honneur. C'est l'immuable image de la guerre renvoyée par les monuments aux morts de nos villes et de nos campagnes.

Pourtant, faire la guerre n'est pas seulement une affaire d'hommes. Sans les femmes restées à l'arrière, elle ne serait pas possible. En effet, il y a celles qui travaillent directement pour l'armée, il y a les femmes de militaires, et aussi celles qui font tourner les bordels autour des bases, etc. Plus indirectement, le travail féminin est nécessaire pour remplacer les hommes partis au front, elles sont aussi requises pour produire de futurs combattants.

Bien sûr, il peut y avoir, accessoirement, un recrutement féminin, mais l'armée aura toujours le souci de maintenir la distinction des genres, car le soldat, qu'on se le dise, est un homme. C'est lui qui a et doit conserver le monopole des armes. Les femmes deviennent ainsi, au même niveau que les enfants, des êtres à protéger. Il se crée de ce fait une dépendance structurelle, avec deux conséquences: d'une part, le soldat devient le prototype du protecteur de la veuve et de l'orphelin et, d'autre part, les femmes se retrouvent privées de moyens de défense contre les violences sexistes et sexuelles tels que les viols utilisés en tout temps comme arme de guerre.

Ni Athéna, sortie armée de la tête de Jupiter, ni les miliciennes de la guerre d'Espagne ou les valkyries des légendes vikings ne changeront rien à ce constat. Elles ne figurent dans l'Histoire qu'à titre d'exception. Car la guerre, quel que soit le but pour lequel elle est entreprise, sera toujours le meilleur moyen de doter chaque homme qui y participe des attributs de la masculinité, indispensables au maintien du patriarcat dans une société genrée.

M. G.

LES GUERRES...

Le moteur de l'économie qu'il soit à propulsion capitaliste, socialiste ou nationaliste, c'est toujours la guerre. Le carburant pour faire leur guerre, c'est toujours le peuple et les victimes toujours et encore le peuple.

LORSQUE LES ÉTATS, qu'ils soient capitalistes, socialistes, fascistes sont en crise, ils font la guerre. Depuis toujours, les crises qu'ils génèrent sont récurrentes et touchent tous les secteurs d'activité : crise sanitaire, environnementale, sociale ou d'extension territoriale. Ils fomentent des conflits qu'ils appellent guerres ethniques, guerres civiles, maintien de l'ordre, pacification, pour s'approprier des territoires voisins afin de piller les richesses de ces pays.

En fait, ces États – et qu'importent leurs noms – ont pour fondement l'exploitation de l'Homme par l'Homme et le profit qui est le nerf de la guerre ! Ces États sont toujours violents, avec parfois quelques nuances qui font qu'ils peuvent tromper. Cette guerre, leurs dirigeants la font entre États, mais ce ne sont pas eux qui combattent, ce sont les peuples qu'ils envoient à la mort.

Seulement après les *Grandes Boucheries* des deux dernières guerres mondiales (1914-1918) et (1939-1945), ils ont promis : plus jamais la guerre ! Les guerres feront partie du passé. D'ailleurs, la preuve, ils allaient se donner les moyens, en créant des structures idoines pour empêcher les conflits entre les peuples : Otan, ONU. Pourtant, ce ne sont pas les peuples qui sont à l'origine des conflits, ce sont les dirigeants politiques des États.

Destructeurs et reconSTRUCTEURS, ils tiennent les deux bouts de la chaîne. On pourrait appeler cela l'économie circulaire

Ce sont les industriels et financiers, fabricants d'armes toujours plus sophistiquées et meurtrières, aidés par les politicards, qui sont cause des guerres. En vendant ces armes aux pays belligérants, ou en faisant carrément la guerre dans des pays loin de chez eux, ils font de monstrueux profits. Une fois la guerre terminée, et parfois avant, ce sont d'autres industriels et les mêmes financiers qui prennent le relais pour reconstruire les pays totalement dévastés ; là encore, les profits générés sont faramineux.

Bien entendu, s'ils vendent leurs armes, c'est pour venir en aide aux pays qui sont attaqués, c'est pas souci d'humanisme, et s'ils participent à la reconstruction, c'est toujours pour aider les pays à se relever de l'hécatombe et pour ne pas laisser les populations dans le dénuement. Ils sont à la fois les destructeurs et les reconSTRUCTEURS et, de ce fait, ils tiennent les deux bouts de la chaîne. Rien ne leur échappe. On pourrait nommer cela « l'économie circulaire ».

Ils cassent, ils détruisent, ils pillent, ils tuent... Ils sèment la terreur, la mort... sans compter les blessures physiques et morales qui ne se refermeront plus !

Seulement, les États, quels qu'ils soient, sont toujours au service des patrons des multinationales et des milliardaires. Les politicards qui les dirigent en sont les courroies de transmission qui font tourner le moteur de l'économie de marché, dont le but est le profit, les bénéfices et les dividendes et ce à tout prix et par n'importe quel moyen. *Quoi qu'il en coûte*, comme le dit si bien l'un des leurs, le mal nommé, président de la République française, M. Macron,

Le mot État est identique au mot guerre.

Kropotkine, *Parole d'un révolté*

représentant des industriels et de la finance. Et ce *quoi qu'il en coûte* inclut la destruction massive des villes, des infrastructures, le sacage et la pollution de l'environnement, la mort des populations civiles et l'exode des populations.

En ce qui concerne la mort des civils, ils appellent cela « les dommages collatéraux » ou, autrement dit en langage patronal, « pertes et profit ». Ils laissent derrière eux, un paysage de désolation parfois apocalyptique. Qu'à cela ne tienne, ils vont reconstruire et là, ils sont à pied d'œuvre pour exploiter celles et ceux qui n'ont pas péri dans leur œuvre de mort qu'est la guerre.

Comme on peut le constater, la guerre en Ukraine n'est pas finie, que, déjà, le président ukrainien Zelensky s'est adressé au patronat français par vidéoconférence, lors d'une rencontre des entrepreneurs de France, organisée le 29 août 2022 par le Médef, pour leur offrir la possibilité de participer à la reconstruction du pays. Cette reconstruction a déjà été planifiée, les financiers et les industriels européens (Allemagne, Italie, Pologne, Espagne) sont sur les rangs... pour se partager la manne financière.

On assiste à ce même spectacle en Libye, en Irak, en Syrie, au Liban... et partout dans le monde où la guerre est passée et a laissé son cortège de désolation. Les multinationales et les milliardaires sont déjà sur place.

Deux usines à gaz qui coûtent cher et qui ont fait la preuve de leur inefficacité

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils avaient promis-juré, qu'il n'y aurait plus jamais de guerre. Plus jamais ça, ont-ils dit ! D'ailleurs, afin de contrôler les velléités belliqueuses des différents pays dans le monde, deux « usines à gaz » ont été créées dès la fin de la guerre 1939-1945.

À l'initiative des États-Unis, de l'Inde, du Royaume-Uni, du Brésil, de la France et de la Turquie, a été créé le 24 octobre 1945, le premier machin qui a été appelé Organisation des nations unies (ONU). Cette organisation internationale regroupe, depuis juin 2022, 193 États.

Objectif : maintenir la paix et la sécurité dans le monde, prévenir les conflits armés, développer les relations amicales entre les nations, réaliser des coopérations internationales sur tous les sujets où elle peut être utile, encourager le respect des droits humains, être un centre où s'harmonisent les efforts des nations dans des objectifs communs.

Le budget pour 2021 de l'ONU a été de 3,2 milliards de dollars. La France a contribué à hauteur de 4,43 %.

L'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) politico-militaire, qui a vu le jour le 4 avril 1949, est l'émanation de 12 pays : Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. Ce truc est censé sauvegarder la liberté et la sécurité de tous ses membres par les moyens politiques et militaires. Aujourd'hui, 30 États sont adhérents et son budget annuel est de 2,5 milliards d'euros. La France participe à son fonctionnement pour la modique somme de 600 000 millions d'euros, soit 1,9 % de son PIB.

ONU et Otan, deux organismes qui ont fait la preuve de leur inutilité

Tout ce *fric de dingue* serait mieux utilisé s'il ne servait pas à faire fonctionner des « usines à gaz », totalement inefficace. Et constat

affligeant: les guerres perdurent et leurs cortèges de morts et de destructions s'allongent.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres dans le monde n'ont pas cessé et sont devenues encore plus meurtrières. De 1945 à 2022, soit en soixante-dix-sept années, ce sont plus d'une centaine de conflits armés, de guerres, de guerres civiles, de coups d'États, de génocides, d'insurrections... qui ont éclaté, qui se déroulent et qui perdurent. Les populations civiles en sont les principales victimes, plus de 100 millions (tuées, blessées, déplacées et notamment les femmes et les enfants). Le bruit des armes n'était pas encore éteint que, déjà, elles tonnaient à peu près partout dans le monde. Quelques exemples, cette liste n'étant pas exhaustive:

1946: guerre d'Indochine (qui a pris fin en 1954),
1947: insurrection anticoloniale contre la France, à Madagascar,
1948: guerre civile en Colombie,
1948: première guerre israélo-arabe,
1950: guerre de Corée (fin 1953),
1954: guerre anticoloniale d'Algérie, contre la France, dite guerre de pacification (fin 1962),
1954: guerre du Vietnam (toujours contre la France), jusqu'en 1964. La même année, les États-Unis prendront le relais (fin 1973),
1958: guerre Éthiopie-Érythrée (fin 1991)
1967: coup d'État en Grèce,
1967: guerre du Biafra (fin 1970),
1973: coup d'État au Chili,
1975: guerre civile en Angola (fin 2002),
1979: les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan (retrait des troupes en 1989). Les Français et les Américains prennent le relais en 2001. Les Français quittent le pays en 2012, les Américains en 2021,
1994: génocide au Rwanda,
1994-1996: première guerre en Tchétchénie,
1998-1999: génocide en Guinée-Bissau,
2003: guerre «préventive», des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Irak,
2003: début du conflit au Sahel, toujours en cours,
2004: coup d'État en Centrafrique,
2011: début de la guerre en Syrie, cette guerre perdure...
Février 2011-octobre 2011: première guerre en Libye,

2014-2020: seconde guerre en Libye,

Février 2022: début de la guerre en Ukraine, toujours en cours.

On peut ajouter des dizaines et des dizaines de dates à cette liste.

Les marchands de canons

Ce commerce plutôt lucratif représente, à l'échelle mondiale, 118 milliards de dollars (en 2019). Il alimente toutes les guerres, les insurrections, les guerres civiles... dont les principales victimes sont les populations civiles, tuées, blessées, déplacées... par centaines de millions.

Les usines d'armement tournent à plein rendement. Les armes sont de plus en plus perfectionnées et performantes. La France se situe au 3^e rang avec 11% de ce chiffre d'affaires, derrière les États-Unis (39%), la Russie (19%), la Chine (4,6%) et l'Allemagne (4,5 %)¹.

Les guerres ne sont pas des fatalités

Face à tous ces ennemis de classe, qui eux sont organisés à l'échelle mondiale et occupent toutes les structures supposées nous venir en aide, la solidarité internationale des peuples s'impose.

Tout d'abord, la désobéissance à ses autoproclamés maîtres: refuser la guerre. Il nous faut renforcer les échanges et apporter notre soutien aux luttes qui se développent partout dans le monde. Les guerres ne sont pas des fatalités. L'intérêt des peuples est diamétralement opposé à celui des patrons des multinationales. Nous sommes des milliards, eux ne sont que quelques millions. Nous avons les moyens de les anéantir et de prendre nos destinées en main. Il faut que nous nous servions des différentes structures de classe, associatives, développons nos contacts, nos relations et nos échanges. Il nous faut tisser des liens et renforcer ceux qui existent pour que les luttes des classes à l'échelle internationale renversent le rapport des forces. Afin que plus un peuple dans le monde ne subisse l'oppression et que la guerre soit totalement éradiquée. Alors nous pourrions bâtir un monde nouveau sur des bases solides et fraternelles.

J.

1. Chiffres de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

..... La France, pas si nulle...

LA GRANDE MUETTE LA FERME et fait parler les armes, l'industrie française de l'armement, 3^e exportatrice du monde derrière les USA et la Russie, les fait parler en chiffres.

Il est connu que l'argent, au contraire du sang, n'a pas d'odeur: ainsi, sur les champs de bataille ukrainiens, les 18 canons Caesar (qu'on soupçonne fortement de balancer des obus à l'uranium appauvri, voire au thorium) peuvent être repérés par le satellite militaire livré à la Russie en 2021.

– *Qué embargo?* On a signé avant l'invasion. Ah, c'est rétroactif? OK, OK...

La France continue de livrer des armes à des «démocraties» telles que l'Inde de Modi et l'Arabie Saoudite, qui s'en sert, c'est bien compréhensible, contre les populations civiles yéménites.

Son premier client, en 2021, année glorieuse où l'armement a fait péter la banque, était l'humaniste égyptien Sissi, qui s'est servi des équipements de «renseignement aérien» fournis pour bombarder des civils soupçonnés de contrebande à la frontière libyenne.

Cela vaut à la France une plainte de deux ONG états-uniennes pour crime contre l'humanité, complicité de crime contre l'humanité et torture auprès du pôle concerné du Parquet national antiterroriste de Paris.

On devrait compter les morts dont nos armes sont responsables, ça ferait là aussi de jolis monuments. La Chine est un gros client, mais bisou les Taïwanais, les Ouïgours et les Hongkongais. Et ne parlons pas de l'Irak, la Libye, la RDC, le Pakistan, etc. Nos fleurons veulent à présent se déployer davantage sur le continent européen, puisqu'il est établi qu'on peut y engranger de juteux profits.

La guerre, un jeu gagnant-gagnant pour les marchands de mort.

L. B.

Non-violence ?

La non-violence se limite souvent à n'être qu'un champ sémantique imprécis, alliant philosophie et morale, mais elle peut se décliner, si nous voulons ouvrir les yeux, en une multitude d'actions rarement reconnues comme participant de ce champ non-violent. De plus, le mot de « non-violence » (de même que celui de « résistance passive ») porte en lui, par ailleurs, une bonne part d'inertie et d'immobilisme.

NE RIEN FAIRE D'UN PEU DANGEREUX est une attitude des plus humaines; on se contente seulement de mots, de paroles en l'air qui ne mangent pas de pain; « dire non » à la guerre, uniquement, est vain; agir demande de l'imagination et du courage.

Quelle est donc la place que peut prendre la non-violence contre la guerre ? Et comment peut-elle se décliner ?

D'abord en l'incarnant individuellement et surtout collectivement.

Historiquement, les mouvements non-violents (ou de désobéissance) ont développé un certain nombre d'actions comme la grève de la faim et le jeûne, la non-coopération, le boycott, le sabotage doux (comment rendre inutilisables outils ou matériel), la grève, l'occupation de locaux divers, l'occupation d'usines ou de prisons, le sit-in, l'enchaînement individuel ou collectif sur des lieux publics, la désobéissance civile de masse (comme le Hirak algérien), le refus de la conscription et de la politique de l'armement, le renvoi du livret militaire, le refus de l'impôt, etc.

Une caractéristique de ces modes d'action s'inscrit dans une articulation participative en fonction des limites de chacun, cela tout en valorisant l'action collective.

La guerre d'Algérie (1954-1962)

La réponse à cette guerre, organisée par l'Action civique non-violente, consista à se porter solidaire, physiquement, des jeunes gens obligés d'aller combattre, et qui le refusaient. Ils ne furent qu'une trentaine (c'est peu !), mais il est intéressant de décrire leur démarche.

Autour de l'insoumis, du déserteur ou de celui qui avait fait un refus d'obéissance, se joignait un certain nombre de personnes, les « solidaires », soit un deuxième cercle de gens complètement démunis de papiers d'identité et qui déclaraient être « le réfractaire », puis qui attendaient leur arrestation lors d'un enchaînement public ou de tout autre manière. Naturellement, cela se terminait par des inculpations et des emprisonnements de plus ou moins longue durée. Ajoutons que la presse provinciale relatait régulièrement actions et procès.

Un troisième cercle de solidaires, moins engagés physiquement, gravitait autour des deux premiers et apportait une aide morale et financière; ces personnes écrivaient également des lettres de réconfort aux familles, permettant ainsi à l'entourage du réfractaire de modifier un point de vue quelquefois hostile.

Pour gérer l'ensemble de ces actions, un secrétariat, sorte d'état-major, fut mis en place près de Paris dans l'appartement d'un ami où s'élaboraient projets d'actions et de manifestations, préparation des procès, comptes rendus à la presse; là, se faisaient des rencontres de toutes sortes...

Cet ensemble d'actions que l'on peut qualifier de dérisoire face à cette guerre, constitua, en France, le tout début de la désobéissance civile; associées à d'autres actions contre les camps d'assignation à résidence pour les Algériens « suspects » et, précédemment, à des jeûnes contre l'armement atomique.

L'invasion de l'Ukraine

Actuellement, la guerre fait rage en Ukraine, pays envahi par son voisin russe. Tout un chacun pourra penser légitime la défense armée. Parce que la France participe à ce conflit avec des envois d'armes et de munitions, nous, Français, sommes concernés.

Dans un article de François Vaillant, publié par *Alternatives non-violentes* (n° 203 de juin 2022) – que l'on peut retrouver sur le site deladesobeissance.fr, et ici largement pillé –, il est avancé que si la « résistance armée du peuple ukrainien et celle non-violente du peuple tchécoslovaque en 1968 ne sont pas à comparer, il est toutefois possible de les mettre en relation ».

« Dès le premier jour de l'invasion de l'Ukraine, le président Zelensky a voulu que son pays se défende par les armes. Il en fut tout différemment quand les armées du Pacte de Varsovie ont envahi la Tchécoslovaquie », nous rappelle François Vaillant.

Rappelons qu'en janvier 1968, Alexandre Dubcek, nommé secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, avait entrepris des réformes: abolition de la censure, libération des prisonniers politiques, liberté de la pratique religieuse, etc., avec la volonté de réaliser « un socialisme à visage humain »; ce fut le fameux Printemps de Prague.

Tout aussitôt, les dirigeants russes, par la voix de *La Pravda*, parlèrent de contre-révolution et de révisionnisme et craignirent que d'autres pays de l'Est ne suivent cet exemple.

Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, pour en finir avec ce printemps-là, les armées du Pacte de Varsovie (RDA, Hongrie, Roumanie et Pologne) envahissent la Tchécoslovaquie.

« Les Tchécoslovaques se réveillent avec 250 000 soldats étrangers sous leurs fenêtres. Dubcek ne veut pas de bain de sang, il



ordonne à l'armée de son pays de rester dans les casernes. Sont encore dans toutes les mémoires les massacres de milliers de Hongrois perpétrés par les Soviétiques à Budapest en 1956, suite à des émeutes violentes contre le régime communiste hongrois.»

Comme il n'est pas question de fraterniser avec l'occupant et pour lui faire comprendre qu'il est indésirable, une foule assise et déterminée occupe les avenues et les places, un dialogue s'installe avec les soldats qui pensaient ne participer qu'à de simples manœuvres, tandis que d'autres croyaient avoir en face d'eux des contre-révolutionnaires de la CIA.

Ils ne se trouvèrent devant aucune résistance armée pouvant légitimer des représailles, mais une population se disant «socialiste» et attachée aux directives de son Parti communiste. Ce qui provoqua un certain désarroi du côté des soldats.

L'humour a tenu une grande place dans l'action, écrit François Vaillant : par des slogans écrits sur les chars et les camions militaires, sur les murs, sur des tracts, et très souvent en russe :

«Staline applaudit, Lénine désapprouve»; «On ne construit pas le socialisme avec des chars»; «Vous avez des tanks, mais nous avons le droit pour nous»; «Américains, quittez le Vietnam!, Soviétiques, quittez la Tchécoslovaquie!»; «Nous avons survécu à Hitler, nous survivrons à Brejnev»; «Seul peut être libre un peuple qui ne prive pas un autre peuple de sa liberté (Karl Marx)», etc.

Partout, les panneaux indicateurs ont été modifiés, avec des inscriptions comme : «Moscou, 1800 km».

«Tout cela eut pour conséquence de démoraliser les forces d'occupation, qui ne comprenaient plus le sens de leur mission en Tchécoslovaquie. Plusieurs régiments devenus peu fiables durent être rapatriés, des soldats désertèrent, y compris de nombreux équipages de chars...»

La population continua à vivre normalement et à travailler, et manifesta sa résistance par l'intermédiaire des radios libres; ce à quoi Moscou répond aussitôt en envoyant, par le rail, un matériel sophistiqué pour les brouiller.

Aussitôt, une annonce fut partout répétée : «Camraderes cheminots, empêchez le train d'atteindre Prague! Empêchez-le d'avancer! Bloquez les voies!»; train qui se mit à tourner en rond avec une partie du convoi filant vers la RDA... Puis, il fut demandé aux habitants de retirer toutes les plaques de rues, les numéros sur les immeubles et les noms sur les boîtes aux lettres.

«Ce qu'il y a de commun entre la résistance armée ukrainienne et la résistance non-violente tchèque a été que ces deux nations se sont retrouvées soudées et unies dans leur forme de résistance», tient à préciser François Vaillant.

On fit croire à Dubcek, emmené contre son gré à Moscou le 23 août et coupé de toute information, qu'on se battait dans les rues et que le sang coulait; la seule issue pour sauver des vies était la capitulation. Si

bien que, dès son retour, le 27 août, il lut un communiqué rédigé par le Kremlin annonçant la capitulation, qui cassait par là toute résistance.

«Les observateurs étrangers furent unanimes à dire que la résistance non-violente adoptée spontanément par la population aurait pu se prolonger plus longtemps et conduire à une situation bien différente si Dubcek n'y avait pas mis fin.»

Si la résistance non-violente fut stoppée, elle resta dans les mémoires et déboucha, en janvier 1977, sur un appel de quelques dizaines de personnalités – avec parmi les signataires un certain Vaclav Havel –, appel connu maintenant comme la Charte 77 «pour le respect des droits civiques et des droits de l'Homme dans notre pays et dans le monde»; appel qui défiait ouvertement le pouvoir communiste.

Accusés d'activités subversives, les signataires connurent la prison, mais, au fil du temps, et malgré la répression, la Charte 77 continua à engranger des noms et à éroder le pouvoir du régime communiste.

Le Mur de Berlin n'est pas tombé tout seul; on constate une certaine filiation des luttes sans armes quand est apparu en Pologne, en 1980, Solidarność, animée par Lech Walesa, et que des intellectuels comme J. Kuron et A. Michnick s'inscrivirent dans une confrontation directe mais sans violence avec le pouvoir communiste polonais.

Actuellement, en Russie, on a pu voir des manifestants brandir des pancartes «Non à la guerre!», tout en sachant que leur acte pouvait leur coûter l'emprisonnement. Depuis sa prison, Alexis Navalny a pu faire passer une vidéo où il condamnait la guerre en Ukraine.

«Le 8 mars, Journée de la femme, des dames, parfois âgées, ont voyagé dans le métro, habillées d'un ciré jaune et d'un foulard bleu sur la tête, aux couleurs du drapeau ukrainien.»

En plein journal télévisé, Marina Ovsianikova a eu le courage de brandir une pancarte :

**« Non à la guerre !
Ne croyez pas la propagande !
On vous ment ici.
Les Russes sont contre la guerre. »**

Imagination et courage ! Des qualités à cultiver.

André Bernard

Féminisme, pacifisme et antimilitarisme

Parmi les féministes pacifistes et antimilitaristes, faisons le choix de deux militantes, universitaires, que sont Cynthia Cockburn et Andrée Michel, décédées respectivement en 2019 et 2022.

Leur engagement est puissant et leurs travaux guident des féministes de par le monde.

L'une apparaît pacifiste, l'autre est passée du pacifisme à l'antimilitarisme : « Avant je me disais pacifiste. Aujourd'hui, je préfère me déclarer antimilitariste pour signifier mon opposition à toutes les opérations menées pour promouvoir la production et la vente d'armements¹. »

Cynthia Cockburn, contre le militarisme et la guerre

Margaret Maruani et Chantal Rogerat nous avaient fait connaître Cynthia Cockburn par un entretien paru dans *Travail, genre et sociétés*, en 2003 : « Cynthia Cockburn, une universitaire hors du commun ». Et les éditions La Dispute ont publié, en 2015, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*². Son intérêt scientifique pour la théorie féministe, c'est-à-dire le genre comme rapport de pouvoir, alimente ses engagements militants comme membre active du collectif « Femmes en Noir contre la guerre³ ». Ses travaux sur les guerres, le militarisme et les mouvements des femmes pour la paix montrent que la recherche n'est pas dissociable de l'engagement militant pour une cause émancipatrice. La production de connaissances doit être utile aux populations, aux groupes dominés, aux femmes.

Cynthia Cockburn s'attache à mettre en lumière le caractère subversif de la démarche et du discours des militantes dénonçant les guerres. Les femmes militantes pacifistes et antimilitaristes ont dû mener une double lutte au cours de leur histoire : celle contre la guerre – qui est un moyen de tirer des profits et de renforcer les rapports hiérarchiques –, celle face aux hommes des collectifs antimilitaristes qui voulaient que ces militantes soient silencieuses et soumises. Le modèle « homme-citoyen-soldat⁴ » a prévalu jusqu'au XIX^e siècle et « sous l'influence de la réorganisation de l'institution militaire, des transformations de la famille, des changements de la représentation sociale des hommes, des nouvelles perceptions de l'État-nation et de la souveraineté, a institué des hommes "despotes"⁵ ». Ainsi, c'est le rapprochement de la citoyenneté masculine et du service militaire qui a contribué à viriliser la masculinité et à différencier encore plus la féminité.

Le pacifisme des féministes est né au sein du mouvement des suffragettes, celles-ci ont créé des sociétés et associations réservées aux femmes tant elles étaient privées de parole et invisibilisées dans leurs actions, à l'ombre des hommes.

Militer pour la paix en temps de guerre

Les féministes engagées dans les organisations internationales continuent à militer pour la paix, même pendant les guerres : le 18 mars 1915, 500 femmes se rassemblent devant le Parlement, à Berlin, pour manifester contre la guerre et la vie chère, et, le 28 mai, les manifestant-es seront 1500 dont une majorité de femmes ! À La Haye, plus d'un millier de femmes, venues de douze pays différents, se réunissent entre le 28 avril et le 1^{er} mai 1915 afin d'envisager des actions pour mettre fin aux opérations militaires⁶. Et n'oublions pas que la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a été créée lors de ce congrès : elle vise à promouvoir le désarmement et la durabilité, autant que lutter contre l'exploitation, les discriminations et l'inégalité sociale. Le contexte historique de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre favorise un mouvement féministe pacifique : une nouvelle conscience apparaît pour le désarmement nucléaire et l'instauration de la paix. L'exemple du mouvement du campement de protestation pacifiste contre l'installation de missiles nucléaires sur la base Royal Air Force à Greenham Common a duré dix-neuf années, de 1981 à 2000, rassemblant 30 000 femmes, a mis en évidence les liens entre le mouvement pour la paix et les revendications féministes. Quant aux Femmes en noir contre les guerres en Yougoslavie, entre 1991 et 2001, elles offrent leur soutien aux hommes objecteurs de conscience et aux déserteurs. Et elles apportent, avec des associations féministes, des soins aux survivantes des viols, aux traumatisées, aux victimes de violences, et des hébergements aux femmes et filles réfugiées en danger. Les collectifs de femmes proposent de nouvelles approches théoriques en croisant la thématique du genre avec celles du fondamentalisme, du nationalisme, de l'identité nationale et du militarisme, et en se référant aux notions d'enracinement et de déplacement. Dans cette région, des rencontres sous forme d'ateliers et de séminaires organisent la solidarité entre les femmes du Monténégro, de Serbie, de Bosnie, pourtant réputées comme ennemies auparavant.



Divers courants écoféministes – dont la conférence intitulée « L'écoféminisme et la vie sur terre » aux États-Unis, en mars 1980, après l'accident nucléaire de Three Mile Island en 1979 – développent les rapports entre les mouvements écologiques et les mouvements de femmes, entre la destruction de la nature, le militarisme, les discriminations et les dominations subies par les femmes.

Militer pour la paix, c'est transformer le genre

Ainsi « dans les sociétés patriarcales, les rapports de sexe nous prédisposent à la guerre et jouent un rôle moteur dans la perpétuation des conflits⁷ ». Ce que confirme Pinar Selek dans *Service militaire en Turquie et Construction de la classe de sexe dominante. Devenir homme en rampant*, quand elle analyse, à partir du service militaire en Turquie, les liens entre la construction sociale des hommes et la production structurelle du pouvoir masculin et de la hiérarchie sociale⁸. Pour Cynthia Cockburn, le féminisme antiguerre – celui que des femmes déploient au cœur de conflits militaires – porte trois caractéristiques : 1/ il est holistique car transnational, 2/ il relève du constructionnisme social car visant à changer les rapports sociaux de sexe issus du patriarcat, 3/ il est conscient de toutes les exclusions car développant une critique du capitalisme, de l'impérialisme et de la colonisation. Les conflits armés et la militarisation découlent des trois dimensions principales du pouvoir : le pouvoir économique, le pouvoir ethnique ou national et le pouvoir lié au genre⁹. Aussi, « militer pour la paix, c'est transformer le genre¹⁰ ».

Andrée Michel, le complexe militaro-industriel et le patriarcat

C'est dans les années 1980 que l'articulation du complexe militaro-industriel (CMI) avec les violences faites aux femmes apparaît clairement dans le milieu féministe.

Bien sûr, il y avait eu de nombreux textes féministes contre les guerres et ce que les guerres font aux femmes et

à la population civile en général. « J'avais vu ma grand-mère pleurer dix ans après 1918. Elle avait perdu un fils et l'autre, mon père, avait perdu un bras à la guerre¹¹ ». Témoignage partagé par de nombreuses femmes de par le monde. Mais quand Andrée Michel publie *Le Complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes*¹², alors nous bénéficions de sa réflexion théorique, solidement ancrée par des recherches puissantes. L'expression « complexe militaro-industriel » était d'usage courant dans la presse socio-économique états-unienne, car popularisée par le président Eisenhower dans son discours de fin de mandat diffusé à la télévision en 1961. Ce n'était guère le cas en France.

Féminisme et antimilitarisme

En effet, Andrée Michel ouvre, dans les années 1950, le champ de la sociologie des migrations, comme nous le rappelle Jules Falquet : elle étudie et dénonce les conditions de logement et de travail des ouvriers algériens, et elle s'engage dans les luttes anticoloniales, algériennes d'alors. Le gouvernement français n'avait aucune honte face aux nombreux bidonvilles installés dans les proches banlieues, signe de l'exploitation éhontée des travailleurs algériens, ici en France comme aussi là-bas en Algérie. Dans les divers articles d'Andrée Michel, le lien direct avec l'industrialisation et la famille, dont les femmes, est flagrant : en 1959, elle publie *Famille, industrialisation et logement*, et en 1974, *Les Femmes dans la société marchande*. Elle s'intéresse à la famille, au travail, à l'économie, à la politique : le système patriarcal s'incarne dans la guerre, l'industrie d'armement, la vente d'armes. Et, dans les années 1980 et 1990, elle travaille les questions des transnationales et du complexe nucléaro-militaro-industriel. « Le travail d'Andrée Michel, non seulement par ses qualités intrinsèques, sa cohérence et son courage, mais aussi parce qu'il participe d'un élan profondément internationaliste incluant aussi bien l'Algérie que la Colombie, l'Irak que le Brésil, les États-Unis, le Canada et la France, est de ceux qui honorent le féminisme hexagonal¹³. »





Au nom de la sécurité et de la défense, les femmes sont sacrifiées

Elle n'aura alors de cesse d'étudier la production des rapports sociaux inégalitaires et l'augmentation de la division sexuelle du travail. Partout, la prostitution, les viols, les trafics, le pillage des ressources, l'appropriation des terres pour un extractivisme expansionniste, la généralisation des violences contre la population civile... sont les conséquences de la culture de guerre encore à l'œuvre aujourd'hui dans de nombreux pays et dans le virilisme et le masculinisme. Par exemple, si l'extractivisme renvoie à l'extraction à outrance des ressources naturelles non renouvelables – minerais et hydrocarbures –, il concerne aussi les grands projets hydroélectriques, l'agriculture industrielle, les monocultures forestières, la pêche intensive, etc. Cette activité méprise non seulement la biodiversité et la sauvegarde des ressources mais est absolument indifférente à ses effets destructeurs et mortifères pour les peuples, les obligeant à se soumettre ou à mourir, comme au temps de la colonisation depuis le XV^e siècle : armées de mercenaires ou mafias qui œuvrent à bas bruit pour le capitalisme. Culture de guerre soutenue également par tous les pays qui fabriquent et vendent des armes au détriment des populations privées de paix et de développement (accès à l'eau potable, aux soins et à l'éducation, transports, logements, justice...).

« La rhétorique de la "sécurité nationale" et de la "défense" permet aux gouvernements du tiers-monde, qu'ils soient "nouveaux pays industriels" (Inde, Brésil, Corée du Sud) ou pays plus pauvres, de légitimer en toute impunité l'achat d'armes auprès des CMI des grandes puissances et d'y sacrifier la création des infrastructures susceptibles d'assurer la couverture des besoins essentiels de la sécurité des femmes ; sécurité qui résulterait pour elles de la satisfaction des besoins primordiaux : manger à sa faim, surmonter l'ignorance, disposer d'eau potable, maîtriser sa fécondité, échapper à la maladie et à la mort prématurée. Ce faisant, les gouvernants, complices des CMI, maintiennent et élargissent le pouvoir global des hommes sur l'ensemble des femmes du tiers-monde¹⁴. »

Pour Andrée Michel, pacifisme et antimilitarisme doivent être bien différenciés. L'antimilitarisme est bien plus large qu'un amour un peu sentimental de la paix, il est raisonné,

se fondant sur des positions féministes, anticolonialistes, antiracistes et anticapitalistes. Dans tout conflit, les génocidaires et les belligérants sont assurés de l'impunité grâce aux mensonges et aux droits du plus fort.

Jules Falquet nous rappelle : « *L'armée produit de la hiérarchie et défend des modèles sociaux qui vont radicalement à l'encontre des intérêts des femmes et des populations civiles... Autrement dit, l'armée mixte ou masculine, de conscription ou de métier, française ou turque, nous fait quotidiennement du tort, nous appauvrit, nous violente et nous détruit, en temps de paix comme en temps de guerre... Vingt-six pays dans le monde ne possède pas d'armée. C'est peu, mais c'est déjà un bon début vers la sortie de la barbarie¹⁵.* »

H. H.

1. Andrée Michel, *Féminisme et antimilitarisme*, Éditions iXe, 2016. Particulièrement le texte de 1985 : Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes.

Aujourd'hui, nous dirions « violences faites aux femmes ».

2. Cynthia Cockburn, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, La Dispute, 2015.

3. Angeliki Drongiti, Cynthia Cockburn, « Des femmes contre le militarisme et la guerre », *Nouvelles Questions féministes*, n° 1, 2016.

4. Cf. note 2.

5. Cf. note 3, « despotes » est en référence à ce qu'a écrit Mary Wollstonecraft en 1792, dans *Défense des droits des femmes*, Payot, 2005.

6. Hélène Hernandez, *Celles de 14, la situation des femmes au temps de la Grande boucherie*, Les Éditions libertaires, 2015.

7. Cf. note 2.

8. Pinar Selek, *Service militaire en Turquie et Construction de la classe de sexe dominante. Devenir homme en rampant*, L'Harmattan, 2015.

9. Cf. note 2.

10. Cf. note 2, c'est le titre de la conclusion.

11. Marie Vogel, « Entretien avec Andrée Michel », *Travail, genre et société*, La Découverte, n° 22, 2009.

12. Andrée Michel, « Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes », *Nouvelles Questions féministes*, n° 11-12, 1985.

13. Cf. note 1, propos de Jules Falquet dans la préface.

14. Cf. note 1. Ce que l'autrice développera ensuite : *Andrée Michel. Surarmement, pouvoir, démocratie*, L'Harmattan, 1995.

15. Cf. note 8, propos de Jules Falquet dans la préface.

« Göttingen »

Barbara (1966)

Bien sûr, ce n'est pas la Seine
Ce n'est pas le bois de Vincennes
Mais c'est bien joli tout de même
À Göttingen, à Göttingen
[...]

Ils savent mieux que nous, je pense
L'histoire de nos rois de France
Herman, Peter, Helga et Hans
À Göttingen

Et que personne ne s'offense
Mais les contes de notre enfance « Il était
une fois » commencent à Göttingen
[...]

Quand ils ne savent rien nous dire
Ils restent là à nous sourire
Mais nous les comprenons quand même
Les enfants blonds de Göttingen
Et tant pis pour ceux qui s'étonnent
Et que les autres me pardonnent
Mais les enfants ce sont les mêmes
À Paris ou à Göttingen
Ô faites que jamais ne revienne

Le temps du sang et de la haine
Car il y a des gens que j'aime
À Göttingen, à Göttingen

Et lorsque sonnerait l'alarme
S'il fallait reprendre les armes
Mon cœur verserait une larme
Pour Göttingen, pour Göttingen
Mais c'est bien joli tout de même
À Göttingen, à Göttingen

<<https://www.youtube.com/watch?v=PF-SwKi0BT4>>.



LILIAN WOLFE (1875-1974)

« Une des figures les moins publiques mais les plus importantes de la Freedom Press »
(Nicolas Walter, historien anarchiste)

Texte : MLT & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)

Lilian Wolfe naît le 22 décembre 1875 à Londres. Embauchée au General Post Office, elle devient membre de la Civil Service Socialist Society.



Ayant adhéré à la Women's Freedom League mais, considérant l'octroi du droit de vote aux femmes comme un simple « palliatif », elle rejoint en 1913 le mouvement anarchiste. Elle participe à la renaissance de *The Voice of Labor* le 1^{er} mai 1914.



Thomas Keell, le compositeur et rédacteur en chef du journal anarchiste *Freedom*, devient son compagnon.



The Voice of Labor publie un article en faveur de la désobéissance civile suite à l'instauration de la conscription militaire obligatoire de 1916. Lilian Wolfe et Thomas Keell sont arrêtés, condamnés pour avoir violé la loi de 1914 sur la défense du royaume. Keell préférera la prison au paiement d'une amende. Lilian, enceinte, paiera l'amende pour sa libération.



Spain and the World est lancé en 1936 par Vernon Richard, Thomas Keell, Marie-Louise Berneri, tandis que Lilian l'administrera.

Jusqu'à la mort de Thomas Keell le 26 juin 1938, elle vivra à Whiteaway Colony dans la « lumière directrice de Léon Tolstoï ».



Toujours active elle est directrice administrative de la librairie Freedom Press. Un poste qu'elle occupera jusqu'à l'âge de 95 ans. Membre du Conseil national des libertés civiles et de War Resisters International, elle décèdera d'un accident vasculaire cérébral le 22 avril 1974.



Pacifisme aux États-Unis

Medea Benjamin, une des grandes figures du pacifisme aux États-Unis, déploie avec son mouvement Code Pink une énergie créative pour combattre les projets guerriers de la première puissance militaire au monde. Entretien.

CELA FAIT PLUS DE QUARANTE ANS que Medea Benjamin est engagée pour la justice et la paix. On a pu la voir journaliste à Cuba, au début des années 1980, engagée contre les politiques économiques de l'OMC, et pour faire émerger des formes de commerce plus équitable dans les années 1990, ou encore candidate pour le parti écologiste aux élections sénatoriales en Californie en 2000.

Puis, à partir du 11 septembre 2001 et de l'entrée en guerre des USA en Irak, Medea se consacre particulièrement à l'action contre la guerre et pour la paix. Elle cofonde, en 2002, le mouvement pacifiste et féministe Code Pink (Code Rose).

On peut alors la voir, en vrac, se rendre au Pakistan et au Yémen pour rencontrer des victimes des drones états-uniens, interrompre un discours du président Obama pour l'interpeller sur les meurtres de civils par les drones, réinterrompre le président pour lui demander de fermer la prison militaire de Guantanamo, perturber une rencontre de la NRA, le tout-puissant lobby des armes aux États-Unis, participer à la marche des femmes contre Trump, etc. À l'approche de la COP 26 de Glasgow, en 2021, Medea Benjamin publie des articles pour dénoncer le budget militaire des États-Unis, qui empêche une politique climatique ambitieuse. Enfin, Medea est une juive antisioniste et elle s'est rendue en Palestine, à Gaza notamment, pour des actions de solidarité contre la colonisation. Autrice de plusieurs livres sur la guerre, l'armement, etc., la richesse de ses engagements lui a valu plusieurs prix internationaux pour la paix.

Silence : Au début des années 2000, vous avez cofondé le mouvement Code Pink. Comment est né ce mouvement ?

Medea Benjamin : Je dois expliquer tout d'abord la signification de notre nom, « Code Pink ». Après les attaques des tours jumelles à New York, le 11 septembre 2001, le président George Bush a créé un système d'alerte basé sur un code couleurs. Si c'est jaune, pas d'inquiétude à avoir. Si c'est orange, attention. Si c'est rouge, alerte maximale. Il nous a

semblé que ce code servait à préparer les gens à la guerre. Nous avons alors décidé, avec un groupe de femmes, de créer Code Pink, un autre code couleur d'alerte... pour la paix. Nous avons créé ce mouvement suite à l'intervention en Afghanistan, que nous combattons, et pour tenter d'empêcher une nouvelle guerre en Irak. L'une des justifications de la guerre en Afghanistan était de libérer les femmes, et nous avions besoin de faire entendre des voix de femmes qui disaient

que les femmes peuvent se libérer par elles-mêmes et que les bombes états-uniennes n'allaient pas les libérer. Nous avons participé à l'organisation des grandes mobilisations mondiales antiguerre du 15 février 2002. Nous n'avons pas pu empêcher la guerre, mais avons continué à nous battre contre elle, même si nous étions moins nombreuses ensuite.

S. : Vous reliez votre engagement antiguerre à un engagement féministe et écologiste, au niveau national et international. Pouvez-vous nous expliquer comment ?

M. B. : Pour nous, à Code Pink, tous ces sujets sont reliés, bien sûr, et ils sont reliés au capitalisme global qui utilise la puissance militaire pour ouvrir les portes aux firmes, et qui, en faisant cela, détruit l'environnement et le climat. Nous dénonçons également cette forme de machisme qui considère que le militarisme est une manière de traiter les problèmes. Nous savons aussi que beaucoup de personnes de nos jours ne voient pas les effets de la guerre dans leur quotidien. C'est pourquoi, pour construire un mouvement antiguerre, il est important de prendre part aux autres mouvements et de les aider à faire la connection avec la question du militarisme. Dans les mouvements écologistes, nous faisons passer le message que la guerre n'est pas verte, par exemple. Nous essayons d'amener des mouvements féministes à faire la liaison entre patriarcat et société militarisée.

S. : Vous faites aussi le lien entre le budget militaire et l'impératif d'avoir un budget pour la justice sociale...

M. B. : L'un de nos combats principaux est d'essayer de réduire le budget militaire des États-Unis. Ce budget est à lui seul plus important que celui des 10 États suivants additionnés¹. Et il augmente d'année en année. En Afghanistan, nous avons dépensé 2 000 milliards de dollars² ! Il est peut-être temps de se demander pourquoi l'armée états-unienne accapare une telle part du budget du pays... en perdant toutes ses guerres ! Nous pourrions investir cet argent plus utilement. Il y a eu une prise de conscience de cette gabegie dans l'opinion suite aux déclarations du président Biden sur les dépenses folles en Afghanistan. Actuellement, la grande majorité des états-uniens pense qu'on dépense trop d'argent pour l'armée. Mais, malheureusement, pour le moment tout cela ne se traduit pas par des réductions du budget militaire. En 2021, le président Biden a proposé un budget militaire augmenté de 1,6% par rapport à celui qu'avait proposé Trump. Mais le plus fou est que le Congrès, dont beaucoup de membres sont dans la poche de l'industrie de l'armement, a encore augmenté ce budget de 25 milliards de dollars ! Dans le même temps, on coupe de plus en plus les robinets pour le social.



S. : *Faites-vous un lien entre cette militarisation extérieure liée à un impérialisme des États-Unis sur d'autres pays et les violences armées qui ont lieu à l'intérieur du pays ?*

M. B. : Il y a de nombreux liens entre la militarisation intérieure et extérieure. Actuellement, aux États-Unis, il y a un programme du Pentagone par lequel l'armée donne des armes telles que des tanks, des grenades, des équipements militaires aux postes de police, qui doivent les utiliser dans l'année, sous peine de devoir les rendre. Les lobbies des armes intérieures ou extérieures sont parmi les plus puissants du pays. Il est assez incroyable d'appeler les États-Unis une « démocratie » alors que ces lobbies donnent de l'argent directement aux membres du Congrès, qui vont voter le budget. Je ne sais pas vous, mais moi j'appellerais ça de la corruption.

Vous avez beaucoup entendu parler des abus de la police des États-Unis, en particulier envers la population noire. Nous avons rencontré de nombreuses mères dont des enfants étaient morts aux mains de la police. Je me souviens d'une fois où nous avions un groupe de mères, chez nous à Washington, et on leur a demandé si certains des policiers qui avaient tué leurs enfants avaient servi dans l'armée. Presque toutes ont levé la main. Car il y a un programme pour donner la priorité aux soldats de retour de guerre dans la police. Imaginez : des gens qui ont été entraînés à tuer, à qui on a donné des médailles pour cela, et on leur donne des armes et on les envoie dans la rue.

S. : *Code Pink a fait campagne en 2021 pour dégeler l'argent des banques des États-Unis et de la Banque mondiale destiné à l'Afghanistan. Pourquoi ?*

M. B. : Il est très important de comprendre que la majorité des États-Unien-nes voulait que l'armée de leur pays parte d'Afghanistan. Nous n'avons pas aimé la manière dont l'équipe de Biden l'a fait, avec toutes ces personnes désespérées qui s'empressaient autour de l'aéroport, etc. C'était une vision d'horreur. Mais qu'allait-il advenir des 99,9 % des gens qui allaient rester sur place ? Les États-Unis et la communauté internationale ont dit « OK, on retire nos troupes, et on va aussi geler tous les comptes afghans dans les banques étrangères, en Europe, aux États-Unis, à la banque mondiale, au Fonds monétaire international, partout ». Imaginez un pays qui est totalement dépendant de cet argent et à qui on retire le tapis sous les pieds. L'économie s'effondre, il n'y a plus d'argent physique dans les banques, ni pour payer les enseignant-es, médecins, les fonctionnaires. Ce que nous disons, c'est « d'accord, vous n'aimez pas les talibans, mais là, il y a 38 millions de personnes qui vont souffrir de la faim, qui vont avoir froid. L'argent leur appartient ». Nous avons donc fait campagne pour dégeler ces fonds.

S. : *Et cette campagne fait écho à votre engagement beaucoup plus ancien contre les embargos, contre les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, etc.*

M. B. : Absolument. C'est la même problématique des sanctions économiques. La guerre que nous menons est largement économique. Ce n'est pas nouveau. Rappelez-vous les sanctions contre Saddam Hussein, lorsque plus de 500 000 enfants irakiens sont morts, et que la secrétaire d'État, Madeleine Albright, a déclaré que « ça en valait la

peine ». Et aujourd'hui, nous utilisons plus que jamais ces sanctions économiques avec la Corée du Nord, Cuba, le Yémen, etc. À Cuba, cela dure depuis soixante ans, et c'est pire que jamais. Trump a alourdi toutes ces sanctions. Celles-ci ne se contentent pas d'empêcher seulement le commerce avec les États-Unis, mais avec tous les autres pays, sous peine de sanctions envers ces derniers. Il y a de nombreuses personnes dans le monde qui n'ont pas accès aux traitements contre le cancer, à l'alimentation, aux études, à cause de ces sanctions. C'est une forme de guerre, mais cachée. Nos concitoyens ne se rendent pas compte que nous utilisons ces armes brutales contre des personnes civiles innocentes ailleurs dans le monde.

S. : *Le moins qu'on puisse dire, c'est que vous n'êtes pas totalement satisfaite de la politique de Joe Biden...*

M. B. : Obama a fait quelques bonnes choses. L'une d'elles a été de signer un accord nucléaire avec l'Iran, pour essayer de dénouer certaines tensions au Moyen-Orient. Durant sa campagne électorale, Biden a critiqué Trump pour être sorti de cet accord, et a annoncé qu'il le relancerait. Il aurait pu le faire dès la première semaine. Mais, dans les faits, il a poursuivi la politique de Trump au sujet de l'Iran, et n'a toujours pas signé de nouvel accord avec ce pays. Si la situation politique en Iran a empiré, c'est largement la faute de Biden. Obama a réengagé des relations avec Cuba. Tout le monde était content, d'un côté comme de l'autre, y compris pour le commerce, et la vie à Cuba s'était améliorée. Trump a rompu ces accords et imposé plus de 200 nouvelles sanctions à Cuba, durant la pandémie. Qu'a fait Biden ? Il les a laissées en place³.

S. : *Y a-t-il un mouvement pour la paix parmi les vétérans ? Est-ce que d'anciens militaires peuvent être des alliés dans votre combat ?*

M. B. : De nombreux groupes de vétérans aux États-Unis sont contre la guerre. Il existe un groupe appelé Vétérans pour la paix, avec lequel nous travaillons étroitement. Nous vivons dans une société à ce point militarisée que les vétérans apparaissent plus légitimes à s'exprimer publiquement contre la guerre que les personnes qui ont dédié leur vie à la paix.

**Propos recueillis et traduits de l'anglais par
Guillaume Gamblin, parus dans la revue *Silence* de
septembre 2022. <www.revuesilence.net>.
Code Pink, 578 Washington Blvd, #395, Marina Del Rey,
CA 90292, USA, <www.codepink.org>.**

1. En 2021, le budget militaire des États-Unis était de 801 milliards de dollars. Il était suivi par la Chine (293 milliards), l'Inde (76 milliards), la Russie (65 milliards), selon le SIPRI, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

2. Joe Biden a admis dans une allocution télévisée, le 16 août 2021, que le pays avait dépensé en Afghanistan « plus de 1 000 milliards de dollars en vingt ans » (autant que pour la guerre du Vietnam). Un chiffre largement minimisé, selon... *Le Figaro* du 17 août 2021. Et ces chiffres ne prennent pas en compte les autres guerres post-11 Septembre...

3. À l'heure où cet article est écrit, en juin 2022, la situation avec l'Iran n'a toujours pas été débloquée par Joe Biden, qui n'a pas cherché à signer une nouvelle entente. Pour Cuba, Biden, a annoncé en mai 2022 un assouplissement de certaines sanctions économiques... mais a empêché la présence de l'île au Sommet des Amériques en juin.

L'Organisation terroriste de l'Atlantique Nord... encore appelée Otan

Le couteau d'un kamikaze est-il plus terroriste qu'un tapis de bombes ? Le conflit en Ukraine n'est-il qu'une aubaine pour déployer plus de GI en Europe, sous le drapeau de l'Otan, voire pour embarquer les pays de l'Ouest dans une guerre planétaire ? Inonder l'Ukraine d'armes, est-ce une aide ou une façon de renouveler ses propres stocks ? Comme en 14-18, les milliers de morts civils des champs de bataille sont noyés dans le bain médiatique.

L'ORGANISATION TERRORISTE DE L'ATLANTIQUE NORD déclare n'avoir que deux ennemis : la Russie et la Chine. Jens Stoltenberg (Norvégien né en 1959), secrétaire général depuis 2014, reçoit ses renseignements de la seule CIA. Le budget annuel (1 trillion de dollars) arrose politiques et militaires. La structure a plusieurs pôles : acquisition de matériels, mise à jour des recherches en armement, suivi des normes, communication¹. Le PDG a obtenu l'accord des 30 États affiliés, pour soutenir l'Ukraine, agressée par la Russie le 24 février 2022. D'où l'octroi de plusieurs milliards de dollars d'armes et munitions, sans parler des émoluments des formateurs militaires ou des commandos.

Les VRP de l'Otan soldent des armes aux membres. Exemple : la Turquie, en guerre au Kurdistan depuis 1984, est approvisionnée. Elle double la mise avec des engins russes. Ses bombardements ont provoqué l'exode de plus d'un million de paysans kurdes. L'Otan et la Russie s'en lavent les mains.

Depuis les attentats suicides du 11 septembre 2001 à New York (attribués à l'Iran, qui héberge l'organisation de l'État Islamique), les Américains se sont lancés dans des conflits sanglants, avec l'Otan comme bouclier.

Chrono

- 4 avril 1949 : fondation à Washington de l'alliance politico-sécuritaire pour l'Atlantique Nord (12 associés : États-Unis, Canada, Islande, Royaume-Uni, France, Norvège, Danemark, Portugal, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Italie).

- 1950-1953 : rodage avec la guerre de Corée : le Nord, soutenu par Moscou et Pékin, envahit le Sud sous contrôle américain. Après 2 millions de morts, retour sur la ligne de démarcation du 38° parallèle.

- 1955 : Pacte de Varsovie, après la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest (admise à l'Otan). L'URSS enrôle tous les pays de l'Est (à l'exception de la Yougoslavie non-alignée).

- 1956 : répression de la révolution hongroise par l'armée russe.

- 21 avril 1967 : coup d'État en Grèce. Le colonel Papadopoulos, poussé par la CIA, prétend « sauver le pays du danger communiste et non pas empêcher une victoire électorale des partis libéraux ». Fin des horreurs en 1974. Les positions américaines en Méditerranée orientale sont suffisamment renforcées.

- 1968 : répression par le Pacte de Varsovie du mouvement autonomiste en Tchécoslovaquie.

- 1991 : auto-dissolution du pacte de Varsovie, après l'acceptation par l'URSS de la réunification de l'Allemagne. La menace soviétique ayant disparu, l'Otan accepte 14 pays.

- 1995 : bombardements en Bosnie-Herzégovine pour « lever le siège de Sarajevo et arrêter le nettoyage ethnique ». Accords de Dayton, le 21 septembre 1995 (Fédération croato-musulmane et République serbe Srpska).

- 2000 : plusieurs juristes envoient un dossier détaillé au Tribunal pénal international démontrant que les chefs de l'Otan perpétueraient de graves violations du droit. Les attaques au Kosovo ont causé des dommages « excessifs » aux civils désarmés. Pourtant, la vie de chaque pilote américain a été scrupuleusement protégée. Les bombes à fragmentation ont été larguées sur des zones peuplées, mais pas sur aéroports et cibles militaires. Invoquant des « erreurs », l'Otan déclare : « *Je pense ne pas faire de mal !* »

- 4 avril 2008 : au sommet de Bucarest, l'Otan annonce que la Géorgie et l'Ukraine deviendront à terme membres.

- 5 août 2022 : la République de Finlande et le Royaume de Suède sont admis.

Trop, c'est trop

Avec l'invasion de l'Afghanistan, l'Otan lance une guerre de trente ans contre Al-Qaïda. La CIA assassine en 2011 Oussama Ben Laden (réfugié au Pakistan). Vainqueurs par jet d'éponge en 2021, les Talibans poursuivent une répression aussi aveugle et corrompue que leurs prédécesseurs.

George F. Kennan, père de la doctrine de l'endiguement soviétique, qualifie, dès 1997, l'élargissement de l'Otan comme « la plus fatale erreur de la politique américaine depuis 1944 ». C'est une action d'agression militaire contre la Russie.

Pour l'Otan, la stratégie de la première frappe nucléaire, préventive, empêcherait les ennemis d'utiliser leurs armes de destruction massives. Un bouclier défensif antimissiles a été déployé dès 2007. La défense de l'Europe reposerait sur l'Otan...

Géopolitique du chaos, le droit d'ingérence que s'octroie l'Otan soumet des peuples entiers.

La faillite ou mort cérébrale de la première usine mondiale à terrorisme, semble souhaitable.

Albertine Louvrier

1. Cf. organigramme in *Manière de voir*, n° 183, juin-juillet 2022.

Le Déserteur

Monsieur le Président
Je vous fais une lettre
Que vous lirez peut-être
Si vous avez le temps
Je viens de recevoir
Mes papiers militaires
Pour partir à la guerre
Avant mercredi soir

Depuis que je suis né
J'ai vu mourir mon père
J'ai vu partir mes frères
Et pleurer mes enfants
Ma mère a tant souffert
Qu'elle est dedans sa tombe
Et se moque des bombes
Et se moque des vers

Je mendierai ma vie
Sur les routes de France
De Bretagne en Provence
Et je dirai aux gens
Refusez d'obéir
Refusez de la faire
N'allez pas à la guerre
Refusez de partir

Monsieur le Président
Je ne veux pas la faire
Je ne suis pas sur terre
Pour tuer des pauvres gens
C'est pas pour vous fâcher
Il faut que je vous dise
Ma décision est prise
Je m'en vais déserteur

Quand j'étais prisonnier
On m'a volé ma femme
On m'a volé mon âme
Et tout mon cher passé
Demain de bon matin
Je fermerai ma porte
Au nez des années mortes
J'irai sur les chemins

S'il faut donner son sang
Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président
Si vous me poursuivez
Prévenez vos gendarmes
Que je n'aurai pas d'armes
Et qu'ils pourront tirer

Boris Vian

<<https://www.youtube.com/watch?v=AV2BtFKmHXw>>.

marches pacifistes et interprétée par Joan Baez et Peter, Paul and Mary. En 1991, elle a également été utilisée durant des manifestations contre l'intervention occidentale dans la guerre du Golfe. Le chanteur Renaud adapte (une seconde fois), la chanson qu'il publie dans *L'Idiot international*, le 9 janvier 1991. En conséquence, la chanson pacifiste est inscrite sur la liste de proscription des radios.

Mais le sujet reste brûlant : une directrice des écoles à Montluçon, M^{me} Pinon, fut suspendue à vie de toute direction d'établissement pour l'avoir fait chanter à deux élèves, le 8 mai 1999, pour commémorer la capitulation allemande du 8 mai 1945 ; cependant, la décision fut jugée disproportionnée par la ministre déléguée à l'Enseignement scolaire et la directrice fut finalement réintégrée par sa hiérarchie... (Source : Wikipédia)

Peu après sa sortie, la chanson est interdite de diffusion à la radio pour « antipatriotisme », notamment à cause de son dernier couplet. Paul Faber, conseiller municipal de la Seine, avait été choqué par le passage à la radio de cette chanson, et avait demandé qu'elle soit censurée en janvier 1955. En guise de réponse, Boris Vian écrit une mémorable « Lettre ouverte à Monsieur Paul Faber » qu'il adresse pour diffusion à *France Dimanche* ; toutefois cette lettre ne sera publiée qu'après sa mort. En 1958, la radiodiffusion et la vente de ce chant antimilitariste furent interdites, Boris Vian se voyant, de plus, refuser par son éditeur la partition de la première version de la chanson. L'interdiction fut levée en 1962, après la guerre d'Algérie.

Dans les années 1965-1970, pendant la guerre du Vietnam, la chanson a été utilisée pendant des

Les ami·es antimilitaristes d'aujourd'hui !

LE CD, QUI CONSTITUE LE CŒUR DE CE LIVRE, rassemble dix chansons évoquant avec puissance et émotion la douloureuse mémoire de la Grande Guerre, interprétées et, pour certaines, écrites par Dominique Grange.

En contrepoint de ces témoignages souvent poignants, comme la célèbre *Chanson de Craonne*, Tardi a ponctué l'album de nombreuses illustrations en noir et blanc et en couleur, tandis que Jean-Pierre Verney signe un ensemble de textes rappelant le contexte historique de chacune des chansons.

Des photos inédites de la Grande Guerre, signées du grand-père de Dominique Pierre-Élysée Grange, mobilisé comme médecin, complètent l'iconographie de cet album en forme de cri de révolte.

Ces *Chansons contre la guerre* ont par ailleurs inspiré le spectacle musical original dont Grange et Tardi donnent plusieurs représentations en 2014, et au cours duquel Tardi joint sa voix à celle de Dominique Grange sur scène, en lisant des extraits de ses propres textes.



Connerie militaire d'expression française

bêtises – bobards – bourrage de crâne – désinformation – pousse-au-crime – va-t-en-guerre... et monstruosités diverses



Vol. 1

Ch. 1 : à bonne école
Ch. 2 : tambour battant
Ch. 3 : armons-nous et partez !
Préface de Jean-Jacques de Félice



Vol. 2

Ch. 4 : le rouge est mis
Ch. 5 : la raison du plus blanc
Préface de l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre



Vol. 3

Ch. 6 : au nom du père, du fils, etc.
Ch. 7 : la croix et la manière
Ch. 8 : guerrothérapie
Ch. 9 : les salopards
Préface illustrée par Siné

LA FRANCE CULTIVE ET EXPORTE, depuis des lustres, sa culture guerrière, ses canons et son savoir-faire en matière de guerre contre-révolutionnaire, d'action psychologique et de manipulation de masse.

Lucien Seroux en témoigne avec ses cinq tomes de l'Anthologie de la connerie militariste d'expression française.

Depuis 1870 jusqu'à nos jours, l'auteur, en collectant un florilège de citations et d'illustrations militaristes, apporte la preuve que la bêtise des va-t-en-guerre et autres traîne-sabres n'a plus de borne. Souvent rendus muets par une défaite cuisante, nos gradés retournent dans leur caserne, laissant au civil le soin de gérer la paix, mais aussi de procéder à leur réhabilitation par des honneurs, des décorations, de prestigieuses promotions ou de confortables mises à la retraite. [...] L'art de la guerre est devenu une marchandise qui s'échange comme n'importe quelle production...

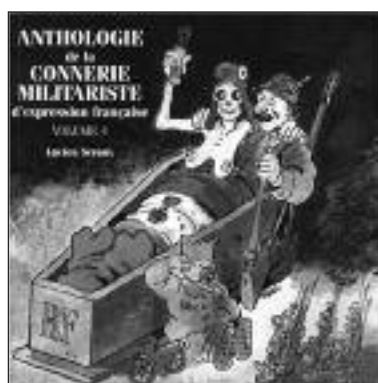
Bernard Réglat, préface du vol. 5.

Grâce à la guerre, les affaires prospèrent, la science mortifère triomphe, l'ordre social règne, le sommeil glorieux et définitif nourrit la terre. Debout les morts ! Du délire miteux et calamiteux.

Lucien Seroux, *Anthologie de la connerie militariste d'expression française*, 5 volumes, éditions de l'association AAEL, 8, rue de Bagnolet, 31100 Toulouse, 2008-2010.

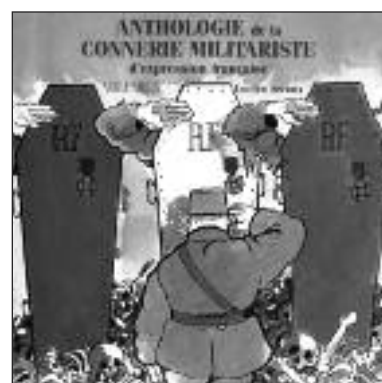
Vol. 4

Ch. 10 : le repos du guerrier
Ch. 11 : formatage
Ch. 12 : la guerre, mode d'emploi
Préface de Dominique Grange (voir page suivante).



Vol. 5

Ch. 13 : la vie continue
Ch. 14 : les lendemains qui chantent
Ch. 15 : le grand sommeil
Ch. 16 : apothéose



Repos du guerrier ou repos éternel

Adieu la vie, adieu l'amour, Adieu toutes les femmes...¹

A DIEU TOUTES LES MAMANS, les frangines, les épouses et les promises...

Adieu toutes les madelons, les cantinières, les ambulancières, les vivandières, les infirmières et les marraines de guerre.

Adieu toutes celles de l'arrière, les ouvrières occupées aux machines dans les usines désertées par les hommes, occupées à fabriquer les « marmites » qui nourriront le feu et s'en iront gaver les gueules béantes des canons de 75 et autres « beaux engins d'acier » toujours plus monstrueux.

Utiles avant tout à leur patrie, les femmes, en temps de guerre plus que jamais... Les plus modestes plus encore que les autres, plus exposées, plus exploitables. Comme toujours.

Actives sur tous les fronts, investies de fonctions nouvelles pour servir la nation guerrière, corvéables à merci, les voici au foyer, bien sûr, où l'ordre social les tient reléguées depuis la nuit des temps, mais aussi, en grand nombre, à la production industrielle de l'armement, contredisant ainsi l'illustre philosophe socialiste Proudhon qui déclarait, sans état d'âme, que « la femme ne peut être que ménagère ou courtisane »...

On les trouve aussi très nombreuses au chevet des malades, des amputés, secourant les blessés et réconfortant les mourants. Aux postes d'ambulances, leur courage suscite le respect de chacun, et celles-là, plus que d'autres, se trouvent volontiers gratifiées de qualificatifs élogieux de la part des officiers ou des médecins-majors : dévouées, dignes, courageuses, exemplaires, obstinées, patriotes et même – quoique très exceptionnellement ! – héroïques, en fonction des tâches que la logique guerrière leur impose. Et, dans cette logique-là, toutes les femmes deviennent indispensables, ce dont personne ne se plaint au sein des états-majors...

De leur côté, les chefs des armées, animés du souci d'entretenir le moral du soldat derrière les lignes, veillent à ce que celui-ci puisse encore et encore monter vaillamment, et le cœur léger, se faire ensanglanter sur le champ de bataille par un ennemi certes anonyme, mais fatalement « héréditaire ». Cela fait à coup sûr partie de ce qu'on appelle « l'art militaire » ! Dans ce contexte, les autorités ont toujours favorisé les déplacements des « marchandes de plaisir », les pierreuseuses, marcheuses, et autres « Mimi Pinson », vite accourues pour requinquer les combattants après la bataille, le temps d'une courte trêve... Et, tandis qu'à l'autre bout du pays, la femme d'un poilu met au monde leur enfant, tendre chair à canon des étripages à venir, le malheureux, épuisé par les nuits sans sommeil dans la tranchée inondée, couvert de puces et de poux, échange, dans les bras d'une ribaude, quelques secondes de frisson contre une chaude-pisse magistrale dont il se souviendra longtemps, si par chance il réchappe de cet enfer.

C'est bien cela, n'est-ce pas, qu'on a appelé le repos du guerrier ? Intermède dérisoire dans la bataille, entre deux assauts meurtriers, à la veille du sacrifice aberrant d'un membre, d'un visage ou d'un sexe, voire, plus absurde encore, sous la grêle des tirs ennemis, le sacrifice d'une vie pour la défense de la patrie, et le sang inutilement répandu jusqu'à la dernière goutte, tout au fond d'un trou d'obus, au terme d'une agonie atroce et solitaire.

Le repos du guerrier, dernière étape avant le repos éternel.

**... C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés !**

**Dominique Grange,
chanteuse engagée à perpétuité**

Préface au vol. 4 de l'*Anthologie de la connerie
militariste d'expression française*
(voir page précédente).



Dominique Grange et Jacques Tardi

1. Extraits de *La Chanson de Craonne*, anonyme (1917).

Cabu Immortel

Que Véronique Brachet, qui a partagé sa vie, en soit certaine : Jean Cabut, né le 13 janvier 1938 à Châlons-sur-Marne, ne peut pas mourir. Il n'a pas besoin d'un habit vert à broderies dorées pour militer à jamais avec l'Union pacifiste. D'ailleurs, les uniformes, c'est pas notre tasse de thé : sans tenue et sans godillot, il n'y a plus de tueurs abrités par l'impunité de prétendues patries !

DEPUIS 1983, les jeudis à 18 heures a lieu, sur Radio libertaire, l'émission *Si Vis Pacem* (où «spontanait» le signataire, avant de battre en retraite à Limoges en 2009). Cabu y a donné de la voix et bombardé d'éclats de rire la bêtise insondable du général (au pluriel : des générés, selon Boris Vian). Les joueurs de jazz, qu'il aimait tant, trompeaient des hymnes à l'anarchie durant des plages musicales !

Thérèse Collet (héritière de la détermination infatigable du pacifiste Louis Lecoin) et inoubliable secrétaire de l'Union pacifiste de France, me demandait d'aller chercher au *Canard enchaîné* des dessins de Cabu pour le mensuel qui n'élabore pas de société humaine sur des montagnes de cadavres. J'étais fier de servir la cause du désarmement unilatéral total et immédiat. Comme coursier, j'arrivais juste en fin de bouclage. Cabu récupérait ses rares caricatures trop au vitriol pour être retenues. Il m'en confiait pour l'*Union pacifiste*, non sans partager de solides crises de fou rire avec les potes dessinateurs.

Nous bouffions du militaire et du religieux à en vomir, même les végétariens ! Notre joyeuse fraternité spirituelle sait qu'il ne pourra jamais y avoir de paix sans l'abolition de l'armée.

À mesure que je deviens vieux, j'ai le cerveau comme de la sauce blanche. Je vais donc sur le blog de Bernard Baissat, ce pilier de l'UPF et de la tendresse cinématographique, pour revoir Cabu.

Parcours de paix

Ce compagnon a chopé le virus antimilitariste après son incorporation forcée en mars 1958. Pendant vingt-sept mois, il a l'obligation de «pacifier» l'Algérie. En qualité de 2^e classe, au 9^e régiment de zouaves (des allumés à Bougie), il est confronté à la monstruosité cruelle. En août 1959, affecté à *Bled* (hebdomadaire militaire d'information), il crée *La Fille du colonel*. Le moral des appelés remonte.

Libéré, il soigne son traumatisme de guerre en croquant l'adjudant *Kronembourg*, stéréotype des sous-offis français et annonciateur du *Beauf*, phalocrate grossier.

Déjà, en décembre 1960, il participe à l'aventure d'*Hara-kiri* (ancêtre de *Charlie Hebdo*, sa famille éternelle). Le journal est interdit une première fois pour outrage aux bonnes mœurs [sic], puis, en 1969, pour sa légendaire couverture «Bal tragique à Colombey : 1 mort».

Parallèlement, Cabu connaît le succès en BD, avec *Le Grand Duduche* (ses souvenirs de lycéen), résultat de sa rencontre avec René Goscinny, l'animateur de *Pilote*.



Extrait de «NOTICE BEAUF», le petit d'armes de CABU (La Caricature-Midi - Estuaire)

En 1969, l'humoriste Pierre Dac lui remet le « Crayon d'or du meilleur dessinateur de presse ». Il a participé fidèlement au grand prix de l'humour vache à Saint-Just-le-Martel (près de Limoges).

Modeste et génial, il invente d'extraordinaires reportages graphiques, où tout est dit en une page.

Dès 1971, il participe à l'aventure de *La Gueule ouverte*, journal écolo créé par Pierre Fournier (un pacifiste qui nous a quittés en 1973, à 35 ans).

« Apprendre en s'amusant » telle est sa devise dans l'émission TV Récré A2 (1978-1988), où il jubile au côté de la présentatrice Dorothee. Il s'est aussi gondolé à FR3 et TF1 (avant la télé Bouygues de merde).

Condamné six fois pour « insultes à l'armée et atteintes à son moral », Cabu-la-terreur-des-gradés œuvre en continu avec l'UPF (cf. « Merci Cabu ! Les UNES du journal *Union Pacifiste* »).

En 1999, le service militaire est suspendu. L'actuel chef des armées impose aux jeunes, dès 15 ans, un Service national universel. D'où la campagne « Non au SNU », qui bouillonne dans les « casse-rôles » des objecteurs de conscience, insoumis et déserteurs, en tous genres !

Des Ayatollah persans, qui n'ont jamais pu lire Mahomet (analphabète, tout comme Jésus), ont lancé des fatwas contre les caricaturistes. Sectaires ridicules, de simples coups de crayon les apeurent ! L'attentat du 7 janvier 2015 prouve que l'imbécillité religieuse n'a pas de frontières et, si besoin, que l'armée n'a jamais protégé les populations.

À titre costume, Cabu se marre d'avoir reçu les insignes de chevalier de la Légion d'horreur. Pour lui, comme pour les membres de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), rien ne saurait remplacer l'épinglette du fusil brisé, chère à nos cœurs.

René Burget

Qui veut la paix prépare la PAIX !

L'article 3 de la Déclaration universelle des droits des humains (ONU, 1948) sacralise le droit à la vie : chacun-e a donc le devoir de refuser de tuer son semblable. Accepter de porter une arme, c'est accepter de devenir un assassin.

En 1961, Jean Gauchon, un instituteur, devenu avocat pour défendre gratuitement les objecteurs, fonde, avec une dizaine d'autres pionniers d'un monde sans guerre, l'Union pacifiste de France (UPF). Louis Lecoin lui avait demandé de créer cette association afin de diffuser sans cesse le pacifisme intégral.

En contact permanent avec les pacifistes du monde entier, l'UPF est la section française de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG, née en 1921).

Chaque membre signe la déclaration :

La guerre est un crime contre l'humanité et pour cela je suis résolu à n'aider aucune guerre et à agir contre toutes ses causes.

L'UPF regroupe les partisans d'une France sans armée, de toutes opinions philosophiques ou religieuses. Parfaitement cohérente entre la fin et les moyens, elle pratique, pour abolir le militarisme, les techniques de résistances non-violentes (cf. le *Manuel des campagnes non-violentes*). Elle veut supprimer les fabrications d'armes, abroger les ordonnances de 1959, annihiler

la pénétration de l'armée dans les écoles (actuel Service national universel), le culte de la patrie, les jouets qui apprennent à tuer, etc.

Devant la totale inefficacité des conférences internationales, l'UPF préconise le désarmement unilatéral immédiat. S'il est possible de militariser tout un pays d'un simple coup de clairon, pourquoi l'inverse, généraliser l'objection de conscience, serait-il utopique ?

L'idée, limpide comme l'œuf de Colomb, du désarmement unilatéral a été propagée par le brillant conférencier libertaire, de notoriété mondiale, Sébastien Faure (1858-1942). Avant lui, bien d'autres esprits clairvoyants proclamaient que le militarisme était la cause de toutes les guerres. D'ailleurs, pour tenter de légitimer leur existence, les chefs d'états-majors se condamnent à inventer de nouveaux ennemis. Quitte à ordonner aux services secrets de les susciter !

La guerre ne sert qu'à faire se massacrer des millions de pauvres gens, pour le plus grand profit d'oligarques. Ces milliardaires ne se cachent même plus pour faire des orgies entre eux.

Des chiromancien-nes de la politique croient qu'il faut détruire d'abord telle ou telle arme, comme dans une danse macabre, pas à pas. Or, ça n'a jamais marché, sauf sur des stocks périssants ?

Ruiner les fabricants et marchands d'une seule sorte d'armement peut, en théorie,

diminuer le nombre de morts. Mais, tempêtent des syndicats non anarchistes, des milliers d'ouvriers seront alors mis au chômage.

Un désarmement partiel ne règle rien. C'est continuer de manger au râtelier des producteurs d'armes tout en cautionnant les nouveaux conflits.

En Afghanistan, l'énorme déploiement d'engins de plus en plus puissants et sophistiqués, par l'armée américaine et ses alliés, a prouvé que ça ne sert à rien face à des patriotes fanatisés à mobylettes et kalachnikovs.

La France mène une guerre par procuration en Ukraine, contre l'agresseur Russe. Même un rapport impartial d'Amnesty International, peu flatteur pour les soldats de Kiev, fait hurler les médias des magnats français. Est-ce un hasard si le traitement des prisonniers de guerre et des réfractaires aux armées russes ou ukrainiennes n'apparaît pas dans leurs innombrables moyens de communication de masse ?

Survivre impose d'opérer à la racine même du mal. Le cancer de la guerre ne peut guérir que par une ablation totale et immédiate de l'armée.

Groupe Limousin de l'Union Pacifiste (GLUP), c/o Union Pacifiste de France,

BP 40 196, 75013 Paris
union.pacifiste@orange.fr
(Adhésion 25 €, abonnement 30 €)

LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Un dispositif radicalement opposé aux intérêts de la jeunesse

Réalisation d'une promesse de campagne d'Emmanuel Macron en 2017, le Service national universel (SNU) consiste à imposer, actuellement, à des adolescent·es – dont les parents sont volontaires –, puis, à terme, à l'ensemble d'une classe d'âge (filles et garçons de 15 à 17 ans), l'obligation d'accomplir, en premier lieu, un séjour dit de « cohésion » de deux semaines, en second lieu, une mission d'intérêt général d'une durée équivalente ou de quatre-vingt-quatre heures.

HÉBERGÉS EN INTERNAT, les jeunes recrues servent sous un uniforme, sont astreintes à la levée des couleurs et sont encadrées par du personnel civil, mais surtout militaire. Pendant cette période, elles et ils sont incités à s'engager ultérieurement dans des missions d'intérêt général de trois à douze mois avant leur 25^e anniversaire, notamment dans les domaines de la Défense et de la Sécurité, de la préservation du patrimoine et de l'environnement ou de l'aide à la personne. À cette fin, le SNU est notamment articulé avec le dispositif du Service civique. Les jeunes du SNU font également l'objet de sollicitations appuyées de la part des sergents recruteurs des armées.

Dépourvu de base légale, le SNU procède d'une inspiration autoritaire. Au-delà des sommes déjà dépensées inutilement depuis son lancement, s'il devient obligatoire ou s'il parvient à se développer, il absorbera à terme des ressources extrêmement importantes au détriment de l'instruction publique et de la satisfaction des besoins fondamentaux de la jeunesse.

Le SNU va au-delà d'une simple résurgence en miniature de la conscription, suspendue depuis 1997 : il constitue un élément d'un projet autoritaire global. Comme l'annonçait le gouvernement, le 12 septembre 2018 : « Le SNU est un projet de société visant à favoriser le sentiment d'unité nationale autour de valeurs communes. » Il s'agit d'« impliquer davantage la jeunesse française dans la vie de la nation », de lui « faire prendre conscience des enjeux de la Défense et de la sécurité nationale » et de développer chez elle « une culture de l'engagement ».

Ce projet exhale ainsi de discrets remugles de la période des chantiers de jeunesse, instruments de la Révolution nationale de Pétain, créés le 30 juillet 1940. S'il est exagéré de voir dans le SNU une pâle réplique de ces derniers, celui-ci partage néanmoins avec eux la vaste ambition d'inculquer à la jeunesse l'esprit de discipline, ainsi que le sens de l'autorité et de l'obéissance. Au fond, il épouse l'idéologie autoritaire qui infiltre la société par tous les pores, au moyen en particulier de la doxa officielle qui colonise les ondes, ou d'instruments tels que le Contrat d'engagement républicain imposé par la loi du 24 août 2021 confortant le respect des

principes de la République aux associations souhaitant bénéficier d'une subvention ou d'une aide en nature d'une collectivité publique ; l'actuelle République, celle mise en place par et pour la bourgeoisie, au service du capitalisme, inégalitaire, discriminante, etc.

Pour mener à bien ce projet tendant à emprisonner la jeunesse dans le filet de l'idéologie d'État et de l'embrigadement, il faudrait lui donner une assise juridique solide

Or, cinq ans après sa conception, celle-ci fait toujours défaut parce que de sérieux obstacles retardent, voire s'opposent, au vote d'une loi. D'une part, la conscription de mineurs paraît difficilement compatible avec l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958, qui donne au législateur uniquement la possibilité d'instaurer des « sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens [c'est-à-dire à des majeurs] en leur personne et en leurs biens ». D'autre part, la conformité d'une éventuelle loi relative au SNU avec l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, aux termes duquel, « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale », reste à démontrer.

D'essence autoritaire, le SNU est aussi coûteux, alors que demeurent insatisfaits des besoins criants de la jeunesse

Selon les chiffres rendus publics en décembre 2021 par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le coût moyen du séjour de cohésion de douze jours d'un jeune ayant participé à la campagne 2021 du SNU a atteint 2 200 euros. Pour les 18 000 participants enregistrés l'année dernière, contingent sensiblement inférieur à l'objectif initial de 25 000 (72 %), cela représente actuellement pour l'État une modeste dépense de l'ordre de 40 millions d'euros. Néanmoins, ce coût est incomplet. D'une part, il ne com-

prend pas les frais supportés par les collectivités territoriales ou les établissements de santé ayant mis à disposition des locaux pour accueillir les jeunes recrues, aucun texte ne fixant d'ailleurs leur obligation en la matière. D'autre part, la deuxième phase du SNU n'est pas financée comme l'a relevé le sénateur du Gers, Alain Duffourg : « Pour ce qui est de la deuxième phase, aucun financement n'est prévu. » Dans sa réponse, la secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'engagement, Sarah El Haïry, l'a confirmé : « Aucune contrepartie financière n'est accordée à la structure pour l'accueil de volontaires en mission d'intérêt général. En revanche, les structures associatives ou non bénéficient de l'accompagnement des Services départementaux de la jeunesse, de l'engagement et des sports sous l'autorité des services de l'Éducation nationale¹. »

Pour l'ensemble d'une classe d'âge (700 000 jeunes), l'État supporterait à terme une dépense de l'ordre d'1,5 milliard d'euros au titre du SNU, tandis que les collectivités territoriales et les organismes poursuivant des missions d'intérêt général seraient appelés à puiser dans leurs ressources pour parfaire le financement du dispositif d'embrigadement de la jeunesse qu'appelle de ses vœux Emmanuel Macron. Prélevée sur les moyens dévolus au ministère de l'Éducation nationale, cette somme représenterait 2,6 % des crédits ouverts dans la loi de finances initiale 2022, au titre de l'enseignement scolaire public des premier et second degrés. Alors que l'Éducation nationale connaît de graves difficultés – niveaux médiocres d'acquisition des connaissances par les élèves, professeurs mal payés, vacances de postes insuffisamment compensées –, tandis que les Services de la jeunesse et des sports restent démunis, le projet d'allouer à terme des moyens de cette ampleur à l'encasernement des jeunes, plutôt qu'à leur instruction et à leur épanouissement, est inacceptable dans son principe. Au regard des besoins des étudiants dont la pandémie a mis crûment au jour la pauvreté de la plupart d'entre eux, l'idée de détourner une partie aussi importante de l'impôt au profit d'une politique d'embrigadement de leurs jeunes frères et sœurs est insupportable.

Les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employés qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs.

Avec le SNU, chaque année, 700 000 jeunes seront exploités, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragés à poursuivre leur « engagement volontaire » par un Service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Le SNU, c'est une opération de soumission de la jeunesse, la remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses, des dépenses considérables, le renforcement de la militarisation.

Le gouvernement nous dit : « Il faut que les jeunes s'engagent. » Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit

à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager ! Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

**Juridiquement improbable,
économiquement déraisonnable,
politiquement inacceptable,
le SNU ne peut qu'appeler une entière
réprobation de notre part.
C'est pourquoi nous disons et dirons
inlassablement « Non au SNU »**

Campagne unitaire contre le SNU :

Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération nationale du travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération nationale du travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Les Jeunesses syndicalistes, Mouvement national Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de recherche, d'étude et de formation à l'animation et au développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des armes nucléaires – Maison de vigilance, Mouvement de l'objection de conscience Nancy, GRATLIB, Queer Éducation, Fédération nationale laïque des Amis des monuments pacifistes, Parti communiste des ouvriers de France, Europe écologie-Les Verts, Fédération anarchiste, Union communiste libertaire, *L'Insurgé*, Les Jeunes écologistes, Union des jeunes révolutionnaires, Union prolétarienne ML, Unité communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules-Durand, Pour une écologie populaire et sociale, Mouvement Résilience, Radio-Libertaire, Revue *Silence*, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-feu, Arc-en-ciel théâtre réseau coopératif, Collectifs locaux unitaires Non au SNU Loire-Atlantique, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée...

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net

1. Voir question écrite n° 23566 d'Alain Duffourg, *Journal Officiel du Sénat* des 1^{er} juillet (p. 4046) et 7 octobre 2021 (p. 5778).

PATRIOTISME...

De la défaite de 1870 à la guerre de 1914-1918, l'école française, qu'elle soit publique ou catholique, va rivaliser d'inventivité pour former, dès l'enfance, la jeunesse à un patriotisme malsain, une haine des Allemands et une joie du combat considéré comme héroïque.

LE DÉTOURNEMENT DE COMPTINES (comme celle-ci sur l'air du *Pont d'Avignon*, issue d'un recueil paru en 1915 sous le titre *Chants de guerre des enfants de France*, à destination des écoles catholiques) ou de chants glorifiant le combat et les armes était destiné aux élèves de maternelle.

Refrain

Sur le front, sur le front
Pour délivrer la Patrie
Sur le front, sur le front,
Tous les Français s'en iront

Les fantassins visent comme ça ;
et puis tirent comme ça
Sur le front, sur le front...

Refrain

Les canonniers pointent comme ça
et les mitrailleurs comme ça¹

Refrain

Les cuirassiers chargent comme ça ;
les beaux dragons sabrent comme ça

Refrain

Les sapeurs travaillent comme ça ;
et les pontonniers comme ça

Refrain

Les bicyclistes pédalent comme ça
et les chauffeurs conduisent comme ça

Refrain

Les brancardiers portent comme ça
les pov' blessés qui font comme ça

Refrain

Les aumôniers bénissent comme ça
et relèvent les courages comme ça²

Refrain

Bientôt le Boche se rendra comme ça³
ou déguerpira comme ça...⁴

Pour les plus grands, des chansons comme *Dieu garde l'Angleterre* enseigne clairement que les Allemands sont des « barbares germains » et que nous devons « mépriser la mort ». C'est dire si le virilisme guerrier est assumé et s'appuie aussi sur la religion.

1. On s'efforcera d'obtenir des enfants les gestes appropriés aux diverses actions de nos soldats.

2. En levant les bras au ciel.

3. En levant les deux mains.

4. À ces mots, la ronde se disloquant, les enfants s'enfuient à toutes jambes, comme s'ils étaient poursuivis par un ennemi invisible.

Projet militaire au Collège

La délégation militaire de Haute-Garonne propose aux élèves de troisième de décrire « l'enthousiasme » des soldats partant au combat à l'étranger.

LE PROJET CONSISTE EN UN CONCOURS pour les élèves des collèges publics et privés de l'académie. L'idée, c'est d'écrire un chant « en hommage aux combattants tombés en opérations extérieures », qui sera interprété lors des cérémonies du 11 novembre 2022. Le recteur de l'académie de Toulouse, Mostafa Fourar, a donné son accord à l'initiative, pour l'instant cantonnée au département de la Haute-Garonne. Un courrier a été adressé aux chefs d'établissements pour détailler les grandes lignes de ce chant.

Les élèves devront ainsi évoquer, dans le premier couplet « l'enthousiasme » du « voyage », du « dépaysement géographique et culturel ». Le second couplet devra, lui, parler des combats, « en référence au code du soldat ». Le refrain, enfin, devra mettre en valeur « amour du métier, valeurs militaires, mise en pratique des gestes appris en formation, code d'honneur du soldat, dépassement de soi, recherche d'excellence, fraternité d'armes, cohésion, acceptation du risque, maîtrise de ses peurs, sur les pas des anciens ».

Pour le recteur de l'académie de Toulouse, ce projet « artistique et citoyen » associe histoire, éducation morale et civique, français et éducation musicale, et vise à assurer la « promotion du chant choral », le « renforcement du lien armée-jeunesse » et le « développement de la connaissance et de la reconnaissance du sacrifice ultime des militaires pour les valeurs de notre nation ».

Le Snes-FSU, principal syndicat d'enseignants dans les collèges et les lycées, est, lui, très critique: le syndicat dénonce « une dérive militariste » et un projet « au service d'une glorification d'actions militaires ». De son côté, la Libre Pensée dénonce un « embrigadement » et un « endoctrinement » des élèves.

Source : *Ouest France*, 17 février 2022.

La pédagogie Freinet, une pédagogie de la paix

La pédagogie Freinet est née de la guerre, la Grande guerre, dans laquelle Célestin Freinet fut jeté, juste à la sortie de l'École normale, sans même avoir pu devenir instituteur une seule année.

BLESSÉ AU POUMON, tout ce qu'on lui a appris en termes de leçons expliquées de l'estrade, d'une voix forte pour couvrir le brouhaha de fond de classes de 30 à 40 élèves, s'effondre. Il n'a plus qu'un souffle faible. Il ne peut plus enseigner comme avant. Mais il ne veut plus non plus de cette « pédagogie de guerre » qui entraînait les enfants à des exercices militaires dans la cour sous couvert de gymnastique, qui faisait chanter des hymnes à la gloire des boucheries guerrières, pour faire détester par des enfants de paysans français, les enfants de paysans allemands qui leur ressemblaient tant.

Tout ce qui construit la paix sera présent dans la construction de la pédagogie coopérative, faite par des milliers de militants du mouvement autour de Célestin et Élise Freinet. Le travail d'équipe, la correspondance, l'audace d'écrire ses propres récits, le refus des « manuels » présentant le savoir comme une vérité révélée qu'il suffirait de mémoriser, les échanges internationaux, le combat syndical des instituteurs, l'attention aux enfants du peuple et à leurs parents...

Le mouvement Freinet a un secteur espérantiste, tant cette « nouvelle langue » apparaissait en Europe comme porteuse de capacité à construire la paix par l'échange. Élise Freinet est végétarienne, et pense que l'alimentation végétale permet une meilleure nourriture pour tous, loin des chasseurs et des viandards, mais aussi une nourriture qui apaise les enfants. Le mouvement Freinet réfléchit bien au-delà de simples techniques pédagogiques, car, dès le départ, ces techniques sont au service d'une nouvelle société, dont la guerre et ses horreurs seraient exclues.

La coopération s'oppose à la compétition, l'engagement dans des projets communs s'oppose à un déroulé de programme creux qui ne fait pas sens, une discipline de l'écoute et l'attention aux autres remplacent une autorité basée sur la violence et les sanctions.

De la Grande Guerre à la guerre d'Espagne, il n'y a qu'un pas, et le couple Freinet, qui a ouvert sa propre école suite à son exclusion de l'Éducation nationale, accueille des enfants réfugiés et des orphelins. Mais, de la guerre d'Espagne à une nouvelle guerre mondiale, le pas suivant va engager vers la construction d'un mouve-

ment pédagogique international, afin de préserver, par des échanges internationaux, la nouvelle paix si fragile devant la guerre froide.

Désormais, le mouvement Freinet reste le seul mouvement international hors des circuits commerciaux qui ouvrent à tour de bras des écoles « alternatives » réservées aux plus riches qui peuvent mettre leurs enfants à l'abri d'une école publique dégradée. Loin de la participation d'une école « à multiples vitesses », son combat dans l'école du peuple, pour la scolarisation de tous, pour une lutte commune avec les syndicats pour des conditions de vie et de travail correctes pour les élèves et les enseignants, reste le fondement d'une pédagogie de la paix, car c'est en élevant les enfants ensemble que nous apprenons à la construire.

V. D.



Le jour du 14 Juillet

Il est vrai que, du 14 Juillet, on retient surtout le défilé militaire qui fait grincer des anses les Casse-rôles antimilitaristes et non-violentes.

*Le jour du 14 Juillet
Je reste dans mon lit douillet
La musique qui marche au pas
Cela ne me regarde pas.*
Georges Brassens

QUE CÉLÈBRE-T-ON le 14 Juillet ? La prise de la Bastille le 14 juillet 1789 ? La fête de la Fédération un an plus tard, le 14 juillet 1790 ? En fait ces deux événements, que l'on considère fondateurs de la nation française ?

Le 6 juillet 1880, une nouvelle majorité républicaine vote une loi qui retient la date du 14 juillet comme fête nationale et décrète un ensemble de mesures symboliques : le siège du pouvoir est ramené de Versailles à Paris, les communards sont amnistiés, et *La Marseillaise* devient l'hymne national. Le 14 juillet célèbre les deux journées, celle de la révolte populaire de 1789 et celle de 1790 où, selon les paroles d'un député en 1880, « cent mille personnes venues de toute la France se réunissent à Paris pour célébrer les idées de la révolution, la fête d'un peuple libre, uni et fraternel ». Henri Martin, en 1880, qui défend au Sénat la proposition rajoutera : « Le 14 juillet est le symbole de l'union fraternelle de toutes les parties de la France et de tous les citoyens français dans la liberté et l'égalité. C'est en ce jour qu'a été enfin accomplie l'unité nationale, préparée par les efforts de tant de générations et tant de grands hommes, auxquels la postérité garde un souvenir reconnaissant. "Fédération", ce jour-là, a signifié unité volontaire. »

Mais pourquoi un défilé militaire ?

Le 14 juillet 1790, les gardes nationaux se mêlent aux ouvriers et bourgeois pour célébrer la révolution ; les gardes nationaux – élus par la population – sont une sorte de milice chargée d'assurer le maintien de l'ordre et la défense militaire du pays en temps de guerre en complément de l'armée régulière.

Le 14 juillet 1880, on imagine, en plus des célébrations populaires, concerts

dans les jardins, illuminations, feux d'artifice et distribution de secours aux indigents, une remise de drapeaux aux régiments à l'hippodrome de Longchamp, cérémonie qui se veut le symbole du renouveau de l'armée française après la guerre de 1870 : il faut entretenir dans la population un esprit revanchard pour la reconquête des provinces de l'Est perdues, en faisant étalage d'une puissance militaire retrouvée. Ainsi, vont se succéder les défilés militaires. Les lieux changent, cours de Vincennes, Longchamp. En 1919, les maréchaux Foch, Joffre et Pétain passent à cheval sous l'Arc de Triomphe ; en 1921, est inaugurée la tombe du Soldat inconnu consacrant définitivement la présence militaire dans la commémoration nationale.

Cette présence des engins de mort dans l'ambiance de fête est l'objet de critiques auxquelles bien sûr nous adhérons.

Le scientifique naturaliste biologiste Théodore Monod avait proposé de remplacer le défilé militaire par un défilé des forces vives de la société civile : enseignants, chercheurs, infirmières, etc. Proposition reprise par la candidate à la présidence, Eva Joly, en 2011 : « J'ai rêvé que nous puissions remplacer ce défilé par un défilé citoyen où nous verrions les enfants des écoles, où nous verrions les étudiants, où nous verrions les seniors défiler dans le bonheur d'être ensemble, de fêter les valeurs qui nous réunissent. »

Actuellement circule une pétition lancée par Alain Refalo, militant de la non-violence (ci-dessous) : « Le défilé militaire du 14 juillet demeure un symbole militariste totalement anachronique et pourtant il fait l'objet d'un culte médiatique absolument indécent eu égard aux enjeux de civilisation auxquels nous sommes confrontés. [...] Les derniers bijoux de la quincaillerie militaire sont



présentés au peuple dans l'ignorance totale des conséquences de leur utilisation sur les populations, principales victimes des conflits modernes. »

Nous pouvons rajouter que cet étalage d'engins de mort nous coûte cher : environ 3,5 millions d'euros, que son bilan carbone est désastreux, que beaucoup de pays d'Europe comme l'Allemagne ont cessé d'organiser des défilés qui restent toutefois très appréciés par les dictatures comme la Russie, la Chine ou la Corée du Nord !

Pour conclure, une citation d'Howard Zinn :

La guerre présente le triple avantage de souder une conscience nationale et de développer les sentiments patriotiques, de faire ainsi oublier les problèmes internes et les conflits de classe, et de permettre au marché de trouver de nouveaux territoires pour écouler des produits.

Sa.

On peut retrouver l'appel à supprimer le 14 Juillet ici :

<<https://www.change.org/p/pour-la-suppression-du-defile-militaire-du-14-juillet>>.

QUIZ DU JOUR... QUI A DIT...

Ben mon colon !

1. « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons y amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. [...] que là où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer, on la regrette; que partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. »

2. « Je suis convaincu que la France a au Maroc des intérêts de premier ordre. [...] Je suis convaincu que ses intérêts lui donnent une sorte de droit. »

3. « Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre une pareille tentative. »

4. « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa Constitution. Personne n'aime les missionnaires armés et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis. »

5. « La science militaire est une partie essentielle du savoir humain. Sa place est marquée dès maintenant dans les grandes universités. [...] L'armée a en France une admirable tradition intellectuelle. [...] L'action militaire est pleine de génie. L'organisation et le commandement des forces humaines en vue de la guerre et dans la guerre mettent en jeu les facultés les plus hautes de l'esprit et du caractère. Les hommes qui excellent dans cette science ou qui, de toute la force de leur pensée ou de leur âme, cherchent à y exceller, sont naturellement au niveau de ce qu'il y a de plus grand et de meilleur dans tous les ordres. »

Qu'il est beau mon militaire !

6. « Ce qui fait la beauté de la profession des armes, c'est qu'elle exige de l'homme qu'il soit toujours prêt à donner le plein effort, l'effort suprême. Il n'en est pas de plus grand que de donner sa vie, et de la donner, si je puis dire, avec réflexion et sagesse en obtenant du sacrifice consenti le plus d'effet possible pour la patrie. »

7. « Les guerres ont toutes sortes de prétextes, mais n'ont jamais qu'une cause: l'armée. Ôtez l'armée, vous ôtez la guerre. »

8. « La guerre serait un bienfait si elle ne tuait que les professionnels. »

9. « Combattre pour la paix, c'est comme niquer pour la chasteté. »

10. « Un militaire et une chope de bière ont ceci en commun qu'au-dessus du col ils sont vides. »

11. « Patriotes de tous les pays, égorgez-vous. »

Ces citations sont tirées du livre de Lucien Seroux. Voir p. 27 ci-dessus, S.

Barbara (1946)

Quelle connerie la guerre
Qu'es-tu devenue maintenant
Sous cette pluie de fer
De feu d'acier de sang
Et celui qui te serrait
[dans ses bras
Amoureusement
Est-il mort disparu
[ou bien encore vivant
Oh Barbara
Il pleut sans cesse sur Brest
Comme il pleuvait avant

Mais ce n'est plus pareil
[et tout est abîmé
C'est une pluie de deuil
[terrible et désolée
Ce n'est même plus l'orage
De fer d'acier de sang
Tout simplement des nuages
Qui crèvent comme des chiens
Des chiens qui disparaissent
Au fil de l'eau sur Brest
Et vont pourrir au loin
Au loin très loin de Brest
Dont il ne reste rien.



Poème le plus beau et le plus célèbre de Jacques Prévert. Publié dans le recueil *Paroles* (1946), ce poème de 58 vers aux rimes variées est sur le thème de l'amour et de la fraternité, et prend pour décor la ville de Brest suite aux bombardements des Alliés. <https://meyda.education.gov.il/files/Mazkirut_Pedagogit/Francais/barbara_texte.pdf>.

LES PROMOTEURS DE LA FOLIE DE LA GUERRE

Le 6 avril 1917, le Congrès américain votait «la reconnaissance de l'état de guerre entre les États-Unis et l'Allemagne». Après trois ans de «neutralité», les Américains prenaient à leur tour les armes. Le 6 avril 1917, ladite «Grande Guerre» devenait encore un peu plus mondiale avec l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de la Triple-Entente formée par la France, le Royaume-Uni et la Russie. Alors que, durant près de trois ans, les Américains ont voulu respecter une certaine neutralité, plusieurs événements ont précipité leur mobilisation.

EN CE MOMENT DES PLUS CRITIQUES, il devient impératif pour chaque amoureux de la liberté d'élever une vigoureuse protestation contre la participation de ce pays à la tuerie européenne. Si les opposants à la guerre, de l'Atlantique au Pacifique, unissaient leur voix dans un Non! tonitruant, alors l'horreur qui menace aujourd'hui l'Amérique pourrait encore être écartée [...]. Il est impensable que le peuple américain veuille réellement la guerre. Durant ces trente derniers mois, il a eu amplement l'occasion d'être le témoin de l'effroyable carnage dans les pays en guerre. [...] On nous dit que la «liberté des mers» est menacée et que «l'honneur américain» exige que nous protégeons cette précieuse liberté. Quelle farce! De quelles libertés des mers les masses de déshérités et de chômeurs ont-elles jamais profité? [...]

Demandez au jeune Morgan¹. Osera-t-il avouer ses énormes gains tirés de l'export de munitions et de ravitaillement? Non, bien sûr. Mais la vérité éclatera un jour. Un expert financier a récemment affirmé que même le vieux Pierpont Morgan serait abasourdi s'il voyait les impressionnants profits accumulés par son fils grâce à la spéculation sur la guerre. Et, incidemment, n'oublions pas que c'est cette spéculation sur le meurtre et la destruction qui est responsable de l'augmentation criminelle du coût de la vie dans notre propre pays. La guerre, la famine et la classe capitaliste sont les seules bénéficiaires du drame hideux, appelé nationalisme, patriotisme, honneur national et liberté des mers. [...]

Si ce commerce honteux mis en place par des meurtriers avait cessé dès le début de la guerre, les bénéfices pour la paix auraient été multiples. D'abord, la guerre en Europe aurait été asséchée par l'arrêt des exportations de ravitaillement. En fait, il n'est pas exagéré de dire que la guerre serait terminée depuis longtemps si l'on avait empêché les financiers américains d'investir des milliards de dollars dans des prêts de guerre² et si l'op-

portunité n'avait pas été donnée à la clique des spéculateurs de munitions et de ravitaillement d'approvisionner l'Europe afin de perpétrer le massacre. [...]

L'augmentation artificielle, éhontée, du coût de la vie qui condamne les masses laborieuses américaines à une semi-famine, aurait été évitée si ce n'était l'important volume de produits américains affrétés vers l'Europe pour nourrir les feux de la guerre. [...] Washington est capable de belles paroles, mais il n'a jamais fait un pas significatif vers la paix. Cela aidera à démontrer au peuple américain que le gouvernement ne représente que les capitalistes, le trust international de la Guerre et de la Préparation, et non les ouvriers. [...]

Qu'est-ce qu'ont à voir les Allemands et les Autrichiens d'Amérique – ou dans leur propre pays, d'ailleurs – avec la diplomatie et la politique de Berlin ou de Vienne? Partout, les gouvernements ont profité de la situation pour resserrer le nœud militaire autour du cou du peuple. Partout la discipline a été le knout pour plonger les masses dans l'esclavage et l'obéissance aveugle. Et le pathos dans tout cela, c'est que les peuples, dans leur ensemble, se sont soumis sans un murmure, même si chaque pays a connu son quota d'hommes courageux qui ne se sont pas laissés tromper.

La même chose aura inévitablement lieu en Amérique. [...] Toute la racaille réactionnaire, les propagandistes du chauvinisme et de la Préparation, tous les bénéficiaires de l'exploitation représentés dans la Merchants and Manufacturers' Association, les chambres de commerce, les cliques d'exportateurs de munitions, etc., sont montés aux créneaux avec toutes sortes de plans et de projets pour enchaîner et bâillonner le monde du travail, de le rendre plus impuissant et muet que jamais auparavant. [...]

Le porte-parole de Wall Street a exprimé assez cyniquement que, aujourd'hui, devant le risque de guerre, le temps est venu de demander l'introduction d'un militarisme obligatoire. Répétant servilement le mot d'ordre, les principaux et superintendants de nos écoles et

Merci à
Roselyne
pour avoir
proposé ce
texte d'une
brûlante
actualité.

universités s'empressent d'empoisonner les esprits de leurs élèves avec des « idéaux » nationaux et des contre-façons patriotiques de l'Histoire pour préparer la jeune génération à « protéger l'honneur national ». [...] M. Murray Butler, le lèche-cul de Wall Street, dirige la manœuvre et beaucoup d'autres comme lui rampent devant le veau d'or de leurs maîtres. [...]

Main dans la main avec cette préparation militaire et cette folie guerrière, il y a la persécution croissante des ouvriers et de leurs organisations. Le monde du travail a accueilli avec enthousiasme et gratitude, envers le président et son humanisme supposé, la loi instituant la journée de huit heures de travail et se rend compte aujourd'hui que la loi n'était qu'un appât pour le vote et une entrave pour les syndicats. Elle interdit le droit de grève et introduit la conciliation obligatoire [...]. Et puis il y a les persécutions barbares, systématiques des éléments radicaux et révolutionnaires à travers le pays. Les horreurs de Everett ³, la conspiration contre les syndicats à San Francisco, avec Billings et Mooney déjà sacrifiés – est-ce pures coïncidences? Ou faut-il plutôt y voir la vraie nature de la guerre que la classe dirigeante américaine mène contre le monde du travail?

Les ouvriers doivent apprendre qu'ils n'ont rien à attendre de leurs maîtres. [...]

L'antimilitariste déterminé est le seul pacifiste. Le pacifiste ordinaire n'est que moralisateur; l'antimilitariste agit; il refuse l'ordre de tuer ses frères. Son slogan est: « Je ne tuerai pas ni ne me laisserai faire tuer. » C'est ce slogan qui doit se répandre parmi les ouvriers et pénétrer les organisations ouvrières. [...] L'appel à la guerre vient des cliques militaires, des fabricants de munitions et de leur porte-parole, la presse. Ce criminel le plus dégénéré parmi tous les criminels. Ils brandissent tous le drapeau. Oh, oui, c'est un emblème profitable qui couvre une multitude de crimes.

Il est encore temps d'enrayer la montée sanguinaire de la guerre par les paroles, la plume et l'action. Les promoteurs de la guerre ont conscience que nous avons vu clairement leur jeu [...]. Nous savons qu'ils veulent la guerre pour accroître leurs profits. Très bien, laissons-les faire leur propre guerre. Nous, le peuple américain, ne la ferons pas pour eux.

Pour ma part, je parlerai contre la guerre jusqu'à mon dernier souffle, avant et pendant la guerre. Je mourrai un millier de fois en appelant le peuple d'Amérique à refuser d'obéir, à refuser le service militaire, à refuser d'assassiner leurs frères plutôt que de prêter ma voix pour justifier la guerre, excepté celle de tous les peuples contre leurs despotes et exploiters – la Révolution sociale.

Emma Goldman



Gravure de Karl Schmidt-Rottluff

Extraits tirés du texte original d'Emma Goldman, «The Promoters of the War Mania», *Mother Earth*, vol. 12, n° 1, mars 1917, in Peter Glassgold, *An Anthology of Emma Goldman's Mother Earth*, Counterpoint, New, Expanded ed. édition (2012), p. 392 à 397.

1. John « Jack » Pierpont Morgan Jr., dit J. P. Morgan Jr. (1867-1943) est le fils de John Pierpont Morgan, dont il a hérité la fortune à sa mort en 1913. Toutes les munitions achetées par la Grande-Bretagne aux États-Unis l'ont été via une de ses sociétés.

2. Ce même John Pierpont Morgan, grâce à son monopole de fourniture en munitions et équipement, a gagné 30 millions de dollars à travers une commission de 1 %. Il a prêté 12 millions de dollars à la Russie, 50 millions de dollars à la France en 1915.

En outre, il a mis en place un groupement d'environ 2 200 banques pour prêter 500 millions de dollars aux alliés.

3. Le 5 novembre 1916, environ 300 membres des Industrial Workers of the World s'embarquèrent à bord de deux bateaux au départ de Seattle pour Everett, afin de soutenir des ouvriers du shingle en grève depuis cinq mois. Ils furent reçus par 200 hommes recrutés par le shérif Donald McRae.

La fusillade qui s'ensuivit causa la mort de deux vigilants et cinq membres de l'IWW. Voir, par exemple, The Everett Massacre Walker C. Smith et Everett Massacre.

Pour consulter un grand nombre de textes d'Emma Goldman : <https://emmagoldmananthologie.wordpress.com/textes-et-documents-de-emma-goldman/>.

À lire d'Emma Goldman, *Vivre ma vie. Une anarchiste au temps des révolutions*, L'Échappée, 2018.

Awazek tê, un air du Rojava

En lisant le livre *Nous vous écrivons depuis la révolution. Récits de femmes internationalistes au Rojava*¹, nous découvrons quelques poèmes et chansons, notamment *Awazek tê*, chanson féministe du mouvement des femmes au Rojava.



C E MOUVEMENT S'EST DÉVELOPPÉ autour de plusieurs théories :

- celle de la « séparation », qui consiste, pour les femmes, à se séparer émotionnellement et mentalement du système patriarcal afin de retrouver leur volonté libre ;

- celle de « tuer l'homme », qui vise à amener les hommes à transformer leurs mentalités et subvertir leurs personnalités patriarcales ;

- et l'« idéologie de la libération des femmes, annoncée le 8 mars 1998, qui constitue la base du mouvement des femmes ; défendre la terre contre le colonialisme, penser librement et construire son libre arbitre en tant que femmes, s'organiser, lutter et construire sa vie sur des principes d'éthique et d'esthétique.

En 1999, naît le Parti des femmes, aujourd'hui nommé Parti de la liberté des femmes du Kurdistan (PAJK). Suite au *Manifeste pour une civilisation démocratique*, écrit par Abdullah Öcalan comme alternative au capitalisme, les militantes vont jouer un rôle primordial dans la défense des valeurs sociales fondées sur trois piliers fondamentaux : la démocratie, l'écologie et la libération des femmes.

Les femmes kurdes des quatre parties du Kurdistan et en exil s'organisent alors en une Confédération des commu-

nautés des femmes du Kurdistan (KJK). En 2008, naît la perspective de la *Jineoloji* – la science des femmes, de la vie et de la société –, qui cherche à redéfinir et rechercher les savoirs qui mèneront à la solution des problèmes sociaux du XXI^e siècle et à la création d'une *hevjiyana azad* (vie libre ensemble), à partir de l'histoire et du point de vue des femmes.

Le confédéralisme démocratique est structuré autour de communes, les plus petites unités démocratiques d'une centaine de personnes ; il permet aux différentes communautés sociales de prendre part à la vie politique. Les communes sont basées sur les trois principes d'éducation, d'autodéfense et de réconciliation et justice. L'économie communale et écologique, centrée autour d'un système de coopératives, est un autre pilier important de l'organisation sociale. Le confédéralisme démocratique met au centre la question de la libération des femmes et ne la cantonne pas à un élément secondaire. Le système de coprésidence de chaque institution par un homme et une femme, ainsi que le quota de 50 % de femmes dans chaque assemblée élue, sont aussi garants de leur représentation.

Parmi les chansons reprises par les femmes, voici celle que Léa, militante syndicaliste de Solidaires, et Mymytchell ont décidé d'interpréter, disponible sur Youtube : *Awazek tê ji Rojava*.

Awazek tê ji Rojava,
Şoreşa Kurdistanê ye,
Xemla wan bi torî e,
Cenga wan şewqa rojê ye.

Chante, danse, lutte, reprends espoir,
Entends les voix de la liberté.

Combattantes du Rojava,
Résistantes du Bakur.
Les premiers mots de l'Euphrate,
Azadî et amour.

Awazek tê ji Rojava,
Şoreşa Kurdistanê ye.

H. H.

1. Éditions Syllepse, 2021.

<<https://emission-femmeslibres.blogspot.com/2021/09/emission-du-22-septembre-2021-podcast.html>>.

FEMMES SOLDATES

Dans son magnifique livre, parfois insoutenable, *La guerre n'a pas un visage de femme*, Svetlana Alexievitch, procédant comme à son habitude, recueille des centaines de témoignages sur l'histoire occultée des combattantes soviétiques lors de la Seconde Guerre mondiale.

CES FEMMES, dont plusieurs racontent comment elles durent faire couper leurs tresses – symbole d'enfance –, avant d'endosser l'uniforme trop grand des soldats, furent ambulancières, mais aussi fantassines, pilotes, snipeuses. On évalue leur nombre dans l'Armée rouge à un million, soit 8 % des effectifs. Certaines étaient encore très jeunes, 15 ou 16 ans.

Ces femmes soldates ne sont pas une exception dans la longue histoire des guerres: il y a toujours eu, même si c'était en minorité ou parfois en dernier recours, des femmes combattantes.

Un siècle avant J.-C., durant la guerre des Cimbres, les armées germaniques comprenaient nombre de femmes qui se battaient, selon les chroniqueurs romains, avec plus de férocité que les hommes. On se souvient de César qui mentionne avec une certaine horreur dans *La Guerre des Gaules* l'impétuosité guerrière des Gauloises. Les Amazones du Dahomey, corps de 7 000 guerrières, soit le tiers de l'armée, en firent voir de vertes au colon avant que celui-ci ne finisse par régler le problème à la mitrailleuse, à la fin du XIX^e siècle. Les Tigres Tamouls étaient composés aussi d'un tiers de combattantes.

Les femmes ne sont certes pas à l'abri du sadisme inhérent à la guerre: ainsi, on relève des viols de femmes par des femmes, comme en Sierra Leone, en nombre important, et des comportements d'une cruauté sans frein, chez les combattantes de l'EI par exemple ou chez les soldates états-uniennes pratiquant la torture à Abu Ghraib. Les femmes au combat peuvent être d'une férocité plus débridée encore que les hommes. Selon l'anthropologue Margaret Mead, elles seraient plus enclines à tuer en situation de guerre que les hommes, en raison d'une carence culturelle: elles n'ont jamais appris, en pratiquant certains sports par exemple, à contrôler et canaliser leur agressivité. Il semble aussi qu'elles aient longtemps été davantage prises pour cible que les hommes: ainsi 25 % des soldates dans l'armée nationale de Tito furent tuées, contre 11 % des hommes.

C'est une telle hérésie de voir une femme armée qu'on a l'envie immédiate d'effacer ce tableau scandaleux.

En ce qui concerne les prisonnières, elles étaient si maltraitées en 1945 que les prisonniers polonais demandèrent à la Croix-Rouge de prendre leurs condisciples féminines sous sa protection, laquelle Croix-Rouge dut rappeler aux gouvernements allemand, états-unien, britannique et français que la convention de Genève s'appliquait aux prisonnières comme aux prisonniers.

Cette constatation nous ramène aux origines de la guerre, qui pourraient être celles de la sédentarisation, de l'apparition de la propriété... et du patriarcat, au chalcolithique.

En tout cas, les quatre phénomènes semblent concorder. Avant, il n'existe aucune trace de ces tueries de masse que l'on observera par la suite. Si la guerre naquit avec le patriarcat, il n'est pas étonnant que les femmes en soient écartées. En effet, si elles n'y prennent que peu de part, c'est qu'elles en sont systématiquement exclues par les hommes, qui, d'après l'espiègle Giraudoux, ont inventé cette activité pour rester entre hommes, sans les femmes.

Nombreuses dans certains types de guerre, comme les résistances armées, les femmes n'y sont jamais majoritaires. En revanche, elles sont au premier rang des victimes, avec les enfants

Selon un rapport de l'ONU datant de 2000, «*On estime que le nombre de pertes civiles dans les conflits actuels avoisine les 90 %. Elles concernent pour la plupart des femmes et des enfants. Il y a un siècle, 90 % de ceux qui mouraient à la guerre étaient des soldats ou faisaient partie du personnel militaire.*»

À cette charmante particularité des guerres devenues industrielles, où les bombardements, les tirs et les pilonnages sur des populations désarmées font plus de morts que les combats, il faut ajouter ces attributs classiques des guerres anciennes tels que la pratique systématique du viol (constatée sur tous les fronts et attestée depuis l'Antiquité dans tous les conflits armés), la prostitution et l'esclavage sexuel sont aussi imposés aux civiles par nombre d'armées pour les besoins de la soldatesque, sans parler de la situation des réfugiées de guerre (on estime que 75 à 90 % des personnes déplacées sont des femmes et des enfants). «*Les abus dont souffrent les femmes et les filles dans les situations de conflits armés sont variables et peuvent être perpétrés sous forme de viol, d'esclavage sexuel et de prostitution forcée. Les femmes réfugiées sont très exposées à la violence et à l'exploitation au cœur des troubles et le restent dans les pays d'asile et lors de leur rapatriement*» dit encore le rapport de l'ONU.

On a vu qu'en effet les Ukrainiennes ne se retrouvaient pas en sécurité en posant un pied hors de leur pays: nombreux sont les bons samaritains qui les attendent à l'Ouest, la bite à la main. Et c'est un fait que, dans cette guerre, l'écrasante majorité des déplacées sont les femmes et les enfants. La guerre ne se contente pas de les tuer, de les exiler, de les meurtrir, elle les efface impitoyablement. Est-ce une affaire d'hommes? C'est en tout cas, incontestablement, une affaire patriarcale et, comme toutes les affaires patriarcales, elle est de mauvais augure pour une majorité d'hommes, et la quasi-totalité des femmes et des enfants.

L. B.

Les Femmes en noir de Jérusalem

Au début des années 2000, quand a explosé le deuxième soulèvement palestinien (intifada), elles le croyaient encore, elles en étaient sûres : l'occupation des territoires palestiniens (Gaza et Cisjordanie) – qui durait depuis plus de trente ans, coûteuse en vies des deux côtés et, pour elles, immorale et illégale – était condamnée, elle ne pourrait pas durer.

MÊME SI LES ACCORDS D'OSLO avaient déjà été fort malmenés, même si Ehud Barak avait fait échouer les derniers pourparlers de paix, même si Sharon, se pavanant sur l'esplanade des mosquées, avait déclenché la foudre... même si Hagar Roublev, une de leur fondatrice et principale animatrice, était morte (22 août 2000), elles espéraient encore, bien que déjà la fatigue, le désabusement aient éclairci leurs rangs. Et que certaines d'entre elles aient rejoint d'autres formes d'action et de militantisme comme Makhsoum Watch, des femmes qui veillent sur les barrages tenus par l'armée pour documenter les violences des militaires. D'autres ont alors commencé à soutenir les mouvements de jeunes pacifistes refusant de faire leur service militaire en territoires occupés. Entre-temps, Women Wage Peace, organisatrice de grandes marches pour la paix, a vu le jour, en 2014, un mouvement non radical, très inclusif, qui accueille toutes les tendances politiques et religieuses, et ne parle que de paix et de négociations, mais jamais d'occupation militaire ni de colonisation (et, par là, « ratisse » large).

Elles, ce sont les Femmes en noir israéliennes, dont le mouvement a débuté en décembre 1987, peu après le déclenchement de la première intifada.

Quelques citoyennes israéliennes juives et non juives de Jérusalem, femmes de gauche et féministes, dont Hagar Roublev, décidèrent de se lancer dans une action pacifique, durable et radicale pour faire bouger la société et les politiques, et pour qu'enfin les deux peuples, israélien et palestinien, vivent en paix. Pour elles, une seule solution : la fin de l'occupation qui durait depuis vingt ans déjà. À partir de ce moment, chaque vendredi, habillées de noir, elles se regroupèrent, place de France, à Jérusalem, sans parole, sans bruit, sans slogan, se contentant pendant une demi-heure (parfois plus) de montrer aux passants des panneaux avec, écrit en trois langues, « Non à l'occupation » et pour seules armes de grandes mains noires pour l'arrêter. Leur action essaima dans quelques autres villes israéliennes. En France, des groupes de femmes en noir ont relayé leur combat ; elles se réunissaient autour de la Fontaine des Innocents, à Paris.

Durant les années 1990 et même 2000, elles furent plutôt nombreuses (il leur fallait du courage pour s'afficher ainsi), souvent rejointes par quelques hommes, eux aussi vêtus de noir, des soldats contre l'occupation qui pendant longtemps eurent leur propre rassemblement au même endroit, juste avant celui des femmes.

Place de France, les gens, les voitures passaient, certains leur souriaient, applaudissaient, s'arrêtaient un moment, mais beaucoup d'autres les injuriaient, les traitant de traîtres, de putains des Arabes et autres joyeusetés. Des colons étaient là aussi, en groupes, vociférant avec des drapeaux et parfois leurs armes. La consigne était de ne jamais répondre aux injures, questions et provocations, de garder le silence. Mains noires et pancartes. Rien d'autre. La situation était souvent tendue. Le mouvement a duré et sa force, c'est qu'il s'en est tenu à un slogan clair, toujours le même : « Non à l'occupation » et a pu ainsi être rejoint par de nombreuses

femmes très différentes – juives, musulmanes ou chrétiennes, féministes ou pas, laïques ou religieuses, LGBT, avec parfois la compagnie de militant-es étranger-es, solidaires.

En 2000, tout en continuant leur vigie hebdomadaire sous leur nom, les Femmes en noir ont rejoint huit autres organisations de femmes pour créer la Coalition des femmes pour une paix juste. Ensemble, elles ont mené de nombreuses actions, dont quelques-unes en lien avec des femmes palestiniennes de Jérusalem Est.

En 2007, pour les vingt ans de leur mouvement, leur vigie a réuni environ 500 personnes, prouvant le capital de sympathie et d'admiration que leur action capitalisait encore malgré les changements de mentalité dans le pays ; ce fait est unique car, au fur et à mesure que passent les années et que les militantes de ce mouvement vieillissent, les vigies sont moins fréquentées. La situation politique du pays a changé, la société a évolué vers une droitisation de plus en plus dure, de nombreux militants laïques ou très à gauche, ou différents ont quitté Jérusalem (et parfois le pays), devenue de plus en plus une ville où les ultra-religieux et nationalistes font la loi. De nombreux jeunes se tournent vers d'autres formes d'action et d'engagement.

Quant à l'occupation, qui aurait dû disparaître... Presque trente-cinq ans plus tard après la naissance du mouvement des Femmes en noir, il n'existe plus qu'une vaste prison ultra-contrôlée – la bande de Gaza – et des confettis de terre dite « palestinienne », où, là aussi, tout est contrôlé, surveillé, décidé par les autorités de l'État d'Israël.

Les opposants, qui injuriaient, menaçaient, provoquaient, depuis les trottoirs bordant la place, très nombreux autrefois, il n'en reste quasiment plus. Eux savent déjà qu'ils ont gagné, que l'occupation « n'existe plus », en effet, puisque peu à peu toutes les terres palestiniennes sont confisquées à leur profit... que l'annexion de fait est en cours et presque totalement achevée.

Colette Berthès



En automne 2018, une quinzaine de femmes en noir et quelques hommes, ont tenu fidèlement leur vigie, rejoints par une douzaine de militants internationaux.

Syrie, la Ghouta orientale

Le Journal d'une assiégée à Douma en Syrie, en 2013, est composé de textes publiés sur la page Facebook de Samira al-Khalil, une des figures des « quatre de Douma », enlevées et disparues en décembre 2013, les trois autres étant Razan Zaitouneh, Wael Hamada et Nazem al-Hamadi. Militante des droits humains, opposante au régime d'Assad père et fils, Samira passa quatre années et demie dans la prison pour femmes de Douma.

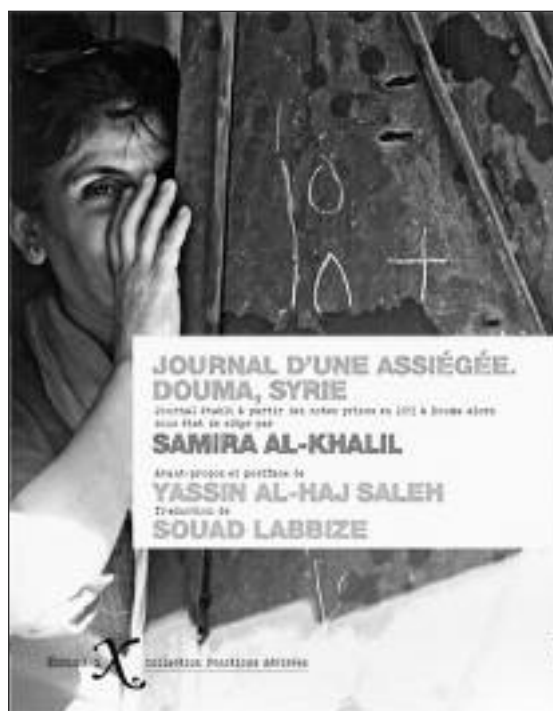
LE 21 AOÛT 2013, le massacre chimique de la Ghouta orientale¹ sur plusieurs villes, la nuit, entraîna la mort de 2000 personnes qui dormaient, sans savoir que ce serait leur dernière nuit. Outre les incessants bombardements aériens intenses, les tirs de roquettes étaient chargés de gaz sarin, pour cette deuxième attaque, qui ne fut pas la dernière.

Dans son journal, Samira al-Khalil relate combien les conditions de vie, dans la ville assiégée de Douma, étaient plus insupportables que celles des geôles du régime syrien, avec ses privations et ses tortures. Cela faisait

un an que l'électricité était coupée quand l'opération « La faim ou à genoux » débuta pour durcir le siège, fermant toutes les routes, le 11 octobre 2013. Plus d'eau, plus de nourriture, plus de médicaments, répète-t-elle, « ce que je vois actuellement dépasse en cruauté la somme de mes souvenirs de prison ».

D'octobre 2013 au printemps 2018, la Ghouta orientale fut la plus grande prison à ciel ouvert du monde, après Gaza. « Même dans la prison d'Adra, près de Douma, même dans la plus horrible du monde les gens ont droit à des visites. Oui, je suis sur un bout de terre hors des frontières. » La prison d'Adra est tristement célèbre car droits communs et politiques connaissent des conditions épouvantables. Jusqu'à cent personnes y sont entassées dans des cellules de 15 m² et la torture y est courante, y compris sur les femmes et les enfants. En juillet 2013, les prisonnières y avaient mené une grève de la faim pour protester contre leur détention arbitraire et les sévices qui leur étaient infligés.

Samira rapporte ce que vivent les assiégés – vieux, jeunes, enfants, femmes, hommes –, quelles que soient leurs convictions politiques: la faim, le froid, la maladie, la peur,



la vie, la mort. Elle partage le sort de toute cette communauté qui avait libéré la Ghouta orientale.

Le monde voit, entend et sait ce qui se passe, il est complice du criminel. Ils savent ce qui se passe sur les autres planètes... Nous, nous sommes sur la même planète qu'eux ! Ils savourent la vue du sang, les corps déchiquetés de nos enfants devant les caméras du monde, ces images passent et repassent dans leurs salons. Ils les voient et savourent la vue du sang et les exploits du meurtrier.

Et pourtant, la richesse des histoires « est dans la spontanéité de la larme qui accompagne la parole ».

Son récit s'arrête avec son enlèvement. Son compagnon, Yassin al-Haj Saleh, a pu récupérer des bribes de notes qu'il a mises en forme. C'est la chronique d'un désastre, avec une rage de vie par celle qui fut une figure emblématique du soulèvement du printemps 2011, qui travail-

lait au Centre de documentation des violations en Syrie et qui avait créé deux lieux d'accueil pour les femmes de Douma.

Ces images, la mémoire les conserve, impossible de les effacer. Pour les supprimer, il n'y a que la mort ou une victoire rapide, capable de sauver ce qui a échappé au désastre et de nous rendre un peu de vie méritée par une révolution qui a donné ce qu'elle a de plus cher: ses enfants.

H. H.

Samira al-Khalil, *Journal d'une assiégée, Douma, Syrie*, éditions iXe, 2022.

Avant-propos et postface d'Yassin Al-Haj Saleh, trad. Souad Labbize.

<https://emission-femmeslibres.blogspot.com/2022/03/journal-dune-assiegee-emission-du-23.html>

1. Plaines fertiles près de Damas.

«Les combattantes. L'histoire oubliée des miliciennes antifascistes dans la guerre d'Espagne»

DES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE et la guerre antifranquiste, nombre de textes ne retiennent que les noms de la ministre anarchiste Federica Montseny ou de la pasionaria stalinienne Dolorès Ibárruri; fort heureusement, plusieurs publications rappellent aussi l'existence des Mujeres libres¹. Mais elles furent également nombreuses, anonymes, à participer à la résistance armée au coup d'État contre-révolutionnaire de Franco et à la guerre antifasciste qui en résulta. Mais assez rapidement, et non sans lien avec la «normalisation» des milices et leur intégration dans l'armée «républicaine» – proie des staliens –, les femmes furent reléguées aux tâches honteusement appelées «féminines». La révolution espagnole laissa place à «la guerre d'Espagne», à «la guerre civile», on tenta de faire oublier les milices, on parvint à gommer l'existence des femmes aux premiers rangs dès le 18 juillet 1936.

Qui étaient ces combattantes? Sur quels fronts se sont-elles battues? Comment et pourquoi en ont-elles été retirées? Qu'ont-elles fait ensuite jusqu'à la défaite de 1939? Et ensuite? C'est un important travail de recherche pour reconstruire leurs biographies et retrouver le rôle de ces femmes dans ces événements historiques qui est au cœur de ce livre.

Au sommaire: Brises libertaires, J'ai décidé qui je voulais être, La bataille de Barcelone, Icônes d'une révolution, «Si tu y vas, moi, j'irai aussi», Le drapeau des ouvrières de Mataró, Les 160 femmes de la colonne

Durruti, N'oublie jamais que je suis une femme qui a combattu, La sous-lieutenant Domènech et les femmes de la Gauche républicaine de Catalogne, Les autres communistes, Le dernier contingent de volontaires, M^{me} Carrocera, du bassin minier de llangréu, «No pasarán», Au-delà de la frontière, Fusillée à Montjuïc, Elles franchirent l'Èbre, Le Perthus, Après tout, la guerre n'était pas finie, Un fer à repasser et des chaussures, Peu importe, jamais nous ne reviendrons, Les cinq de Majorque, Les fleurs du cimetière.

Christian Mahieux



1. Mary Nash, *Femmes libres (Mujeres libres) Espagne 1936-1939*, La pensée sauvage, 1977; Collectif, *Mujeres libres: Des femmes libertaires en lutte*, éditions du Monde libertaire, 2000. Hélène Finet (coord.), *Libertarias, Femmes anarchistes espagnoles*, éditions Nada, 2017.

[Extrait]

Les femmes combattantes n'étaient pas plus que les hommes, mais pas moins non plus. Elles étaient nombreuses. Des femmes venues de partout, de tous les âges et de toutes les classes sociales. Des femmes qui, avec l'élan que leur accordait une ferme conscience idéologique et politique, avaient choisi de défendre la démocratie et la liberté. Connaître le devenir de ces vies est plus que nécessaire pour arriver à compléter, si cela est possible, cet immense tapis qu'est notre histoire. Leurs vies sont des vies anonymes, des existences qui n'ont jamais prétendu être racontées ni documentées, mais qui cachent une certaine authenticité. Le défi est de transférer cette vérité dans le récit commun. Affronter la recherche de chacune de ces identités n'est pas facile, nous vivons dans un pays qui tourne le dos au passé. C'est pour cette raison que chaque fois que le nom d'une milicienne apparaît dans un bulletin de solde, dans un registre du personnel, dans une lettre ou dans un texte délavé, nous sommes pris par une certaine inquiétude. Nous ne savons jamais si nous n'arriverons pas en apprendre plus ou si ce sera le début d'une grande aventure. Nous répétons toujours le premier pas, introduire le nom dans une liste – Carme, María Teresa, Conchita, Margarita, Ramona... – fait partie désormais de nos habitudes: un prénom et, avec un peu de chance, deux noms de famille. À partir de ce moment-là, nous savons que, avec la caution que nous accorde la confiance d'années de travail minutieux et passionné, à n'importe quel moment il est probable que, peut-être par hasard, une donnée supplémentaire apparaisse, une information qui nous permettra d'avancer. Au fur et à mesure que nous avançons dans notre connaissance des faits survenus durant la guerre, nous avons une vision différente. Nous nous attardons sur de petites choses, sur des détails jusqu'ici flous. Nous nous proposons de documenter le simple passage d'une vie en un moment exceptionnel et, dès lors, d'établir un dialogue entre cette vie et le collectif dont faisaient partie les femmes de 1936.

La guerre d'Espagne a été un moment unique. Des femmes et des hommes ont été plongés dans une tragédie dont certains ne se remettraient jamais. Mais lorsque l'héroïsme a de nouveau changé de bord, quarante ans plus tard, pour devenir une référence, il ne l'a fait qu'habillé en chemise et pantalons. Peu d'entre elles ont voulu en parler. Peu d'entre eux les ont écoutées. Les femmes combattantes n'étaient pas plus que les hommes, mais pas moins non plus. Ils et elles avaient tous perdu la guerre et, en conséquence, la liberté individuelle et collective ainsi que la possibilité de vivre dans un pays plus juste. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que les femmes ont aussi perdu leur place dans l'Histoire. Il est vrai que cette place ne leur était pas réservée, mais c'est sûr qu'elles ont senti que, pour la première fois, elles agissaient en tant que sujets actifs et non passifs, face à des événements qui allaient changer le cours du monde. Et cela a été le cas, et nous leur devons cette reconnaissance.

Rarement la guerre a été expliquée à partir de l'action directe des femmes. Ce n'est pas étonnant, si l'on prend en compte l'androcentrisme sous lequel nous vivons encore. Pourtant, et heureusement, les vents sont en train de tourner, et il faut en profiter. Maintenant, c'est l'heure des femmes et de leur histoire. Mais cette histoire nous ne la trouverons pas dans les espaces communs, où elles n'ont jamais été. Nous devons les chercher dans des documents jaunies des archives publiques cachées, des albums de photos familiales, au fond des tiroirs des tables de nuit, sur la corniche des armoires ou dans des malles au grenier, sous les papiers importants de leurs maris, sous la robe de mariée à côté des chaussures à talons tachées de boue. Elles sont là-bas, et c'est de là-bas qu'elles nous parleront.

Éd. Syllepse, 2022

Chanson de Craonne

(Version d'Henry Poulaille)

Chanson contestataire, chantée par des soldats français durant la Première Guerre mondiale, entre 1915 et 1917. Elle est interdite par le commandement militaire pour ses paroles défaitistes, antimilitaristes et subversives...

Quand au bout d'huit jours le repos terminé
On va reprendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile
Mais c'est bien fini, on en a assez
Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot
On dit adieu aux civ'lots
Même sans tambours et sans trompettes
On s'en va là-bas en baissant la tête

Refrain

Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous des condamnés
C'est nous les sacrifiés

Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve
Soudain dans la nuit et le silence
On voit quelqu'un qui s'avance
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Nos pauvr' remplaçants vont chercher leurs tombes

C'est malheureux d'avoir sur les grands boulevards
Tous ces gros qui font la foire
Si pour eux la vie est rose
Pour nous c'est pas la même chose
Au lieu d'se cacher tous ces embusqués
F'raient mieux d'monter aux tranchées
Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien
Nous autres les pauvr' purotins
Et les camarades sont étendus là
Pour défendre les biens de ces messieurs-là

Refrain

Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, nous, les troufions
On va se mettre en grève
Ce sera vot' tour Messieurs les gros
De monter sur le plateau
Si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau.

Des monuments aux mort-es civiles?



Monument contre la guerre de Mahmmal Bittermark, Dortmund (Allemagne)

Pour l'anecdote (mais en est-ce bien une ?), on peut lire dans *La Montagne* du 4 septembre 2022 :

« Le monument aux morts de Gentioux, avec son écolier maudissant la guerre, poing dressé vers le ciel, est le plus connu de ceux de la Creuse.

Mais celui de La Forêt du Temple ne lui cède rien quant à la dénonciation du conflit de 1914-1918 qui coûta la vie à plus de 10 000 Creusois.

Gravé dans son granit bleu, le nom d'Emma Bujardet témoigne de la douleur d'une mère, morte de chagrin, après que la guerre lui a pris ses trois fils...

Le 21 janvier 1922, S. Peynin, le maire, reçut une lettre de Félix Dubreuil, président des Anciens Combattants de la Creuse, faisant part de "l'émoi causé dans le monde des anciens combattants par l'inscription du nom d'une femme sur un monument élevé à la mémoire des enfants morts pour la France (souligné trois fois). Je ne crois pas que, malgré tout le mérite qui peut être attribué à la dame en question, elle puisse mériter ce titre glorieux". »

Cet article soulève un autre lièvre bienvenu au sujet du patriotisme et des monuments afférents (ont-ils encore cours ?) : celui des victimes collatérales des guerres. Leurs évolutions font qu'il vaut mieux être soldat, dans les guerres industrielles contemporaines, que civil : 90% des victimes le sont, dont une nette majorité de femmes et d'enfants, comme le souligne l'ONU.

Verrons-nous des monuments aux morts à la gloire de ces obscures victimes ? Il existe déjà des murs de la Shoah, qui ont l'avantage de simplement rendre hommage aux morts et d'exposer la barbarie.

Des monuments aux morts de civils feraient de même, et il serait impossible d'y glisser le moindre « Mort pour tel ou tel pays », « Mort pour la férocité humaine », « Mort pour la cupidité des puissants » et un étalage de noms (principalement féminins du coup) et de dates de naissance (pour souligner la proportion d'enfants) feraient des monuments antimilitaristes édifiants...

M. G.

« Hiroshima, la véritable histoire »

La Britannique Lucy van Beek a réalisé un remarquable documentaire (diffusé sur Arte en 2014), qui reprend point par point les faits qui ont précédé, accompagné et suivi le premier bombardement atomique de l'Histoire, et le seul, avec Nagasaki, à ce jour.

E LLE SE CONCENTRE SUR HIROSHIMA; le sort de Nagasaki, en tous points comparable, est lui peu développé. Mais si les bombes sont différentes, l'effet, globalement, a été le même.

Ce film, qui utilise les images d'archives, les témoignages et les analyses de chercheurs, illustre de façon impitoyable la logique de la guerre. La folie militariste est superbement démontrée, tant chez les vainqueurs que chez les vaincus. D'un côté, un régime impérial rigide et enfermé dans sa grandeur passée, qui pourtant négocie, tout en tenant sa population sous le joug le plus féroce; de l'autre, un régime libéral belliciste ivre de puissance et muré dans sa folie mégalomane et meurtrière. Aucun des deux n'accorde à la vie humaine la moindre valeur.

Le film revient sur les fondamentaux qu'on a tendance à oublier : les bombes ont été larguées le 6 et le 9 août. Hitler est mort en avril et l'Allemagne a capitulé début mai. Après les bombardements incessants, qui ont fait au moins un demi-million de morts, le Japon est exsangue et n'a plus ni marine ni aviation. Le blocus impose à la population japonaise des privations sans fin.

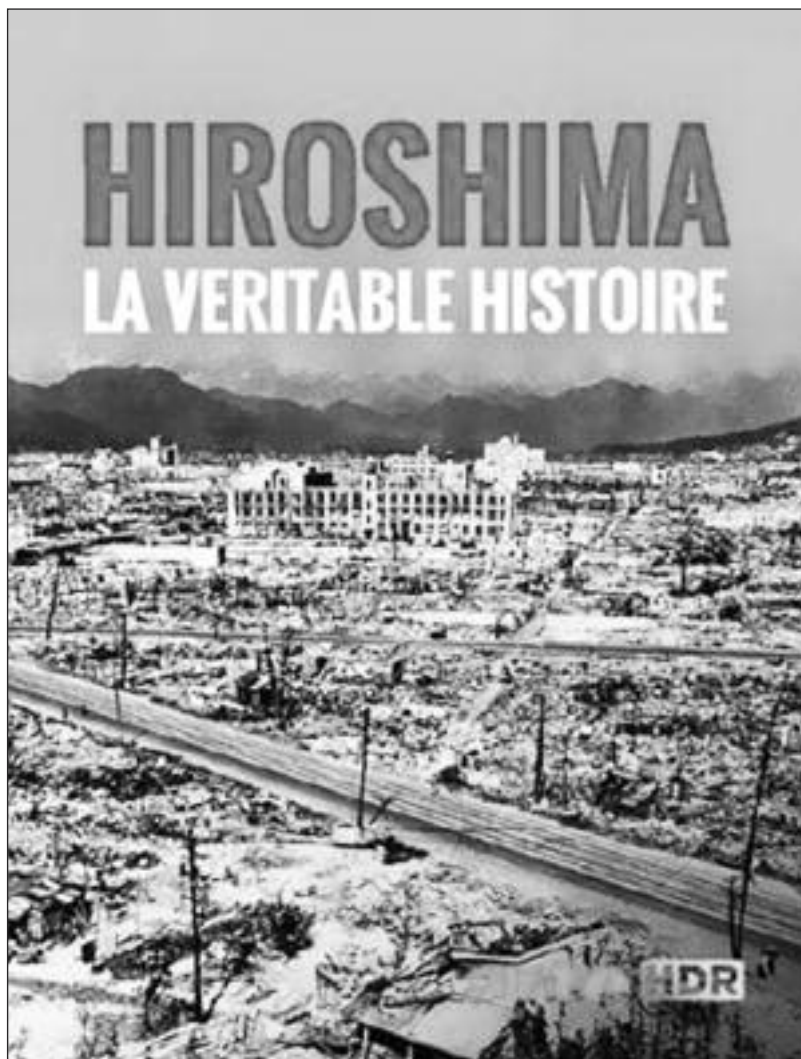
Il est particulièrement ignoble de la part du gouvernement des États-Unis de prétendre se soucier du sort d'un peuple qu'il vient de noyer sous le napalm des bombes incendiaires, comme à Tokyo où, en un seul raid, les bombardements ont fait 100 000 morts. Car l'ultimatum présenté aux Japonais stipule que l'Empereur devra être déposé et que le peuple pourra choisir la démocratie. Ce même peuple, d'ailleurs, majoritairement hostile à ses dirigeants mais sous le joug d'un régime militaire, aura donc l'honneur, en raison de la fin de non-recevoir donnée par ses tyrans, de voir s'ouvrir pour l'Humanité entière les portes de l'enfer nucléaire, qui ne sont à ce jour pas refermées. La propagande, qui suivra et sert encore aujourd'hui – sur le thème : « *On ne pouvait pas faire autrement que griller vivantes 70 000 personnes en quelques secondes (40 000 de plus pour Nagasaki) et en laisser crever à peu près le même nombre en quelques semaines sous l'effet des radiations, sinon la guerre allait durer beaucoup trop longtemps et tuer des citoyens américains* » – n'est fondée, on l'aura compris, sur aucune base

sérieuse. Des courriers attestent que le Japon s'appêtait à capituler. Aujourd'hui, on entend même dire, dans une confusion tant des dates que des enjeux, que Hitler était sur le point d'accéder à la puissance nucléaire. Si cela peut expliquer la course à la bombe, des bombardements aussi gratuits, aussi horribles, sur les populations civiles d'un pays déjà à genoux ne peuvent se comprendre que dans une optique purement terroriste : s'assurer une domination mondiale par la terreur. Le largage des bombes s'adressait moins au Japon déjà vaincu qu'à l'Union soviétique, et par extension à tout pays tenté de résister à la suprématie états-unienne.

Tout, dans ce documentaire, révolte, bouleverse et glace le sang. Parmi les sommets du cynisme et du sadisme humain figurera en bonne place l'état-major japonais, qui, quoiqu'averti du décollage des B-29 par les services secrets et ayant cinq heures pour envoyer les quelques pilotes de chasse restants tenter de les contrer, ou plus simplement avertir les autorités d'Hiroshima puis de Nagasaki assez tôt pour une évacuation et une mise à l'abri des habitants, ne donnera aucun ordre malgré les appels incessants de leurs services.

On trouvera aussi Russel Gackenbach, navigateur à bord du *Necessary Evil*¹, qui accompagnait l'*Enola Gay*², et trois jours plus tard fit partie de son équipage alors qu'il servait d'avion-guide du *Bockscar*³ cette fois. Il fut partie prenante dans les deux bombardements, et, à l'écouter, on a l'impression que ces quelques jours d'août sont restés les plus beaux de sa vie.

Dans le peloton de tête de la démence meurtrière, figure le général Leslie Groves, le chef de projet du programme Manhattan, promoteur déchaîné du bombardement de civils, qui voulait raser Tokyo sous le feu nucléaire. Hélas ! Il n'eut pas ce bonheur. Ce fut lui aussi qui orchestra la campagne publicitaire échevelée en faveur du nucléaire – civil comme militaire – sur fond de consommation déchaînée, tandis qu'au Japon les survivants irradiés devenaient des *hibakusha* (personne affectée par la bombe), des pestiférés. Ce fut le général Groves aussi qui bloqua la lettre à Truman des 70 scientifiques impliqués dans le projet Manhattan, demandant une démonstration de la bombe aux Japonais avant de la déchaîner sur les civils. Malheureusement, aucun de ces scientifiques n'eut assez de cran ou de réactivité pour saboter *Little Boy* ou *Fat Man*. Même Benjamin Bederson, physicien qui raconte comment il a dû vivre avec la culpabilité et signataire de la lettre à Truman, témoigne que cette idée était alors inconcevable. Truman, du reste, aurait-il tenu compte de l'avis des physiciens, lui qui, dans l'ultimatum adressé aux autorités japonaises, menaçait le Japon de « *destruction rapide et totale* » ? Et ce pilote de B-29 qui parlait de « *carboniser, ébouillanter et rôti les Japonais* » ? Comme l'explique un chercheur, la bombe larguée sur Hiroshima était conçue pour « *maximiser les effets destruc-*



teurs sur les constructions légères, les habitations, les gens. Les civils.» La quasi-totalité des survivants se trouvaient dans des bâtiments en dur et furent protégés par le béton, la pierre ou l'acier. Mais, à Hiroshima, la plupart des maisons d'habitation, comme un peu partout au Japon, étaient des structures légères en bois et en papier. À ce stade d'ivresse sanglante, que la guerre est jolie...

Tandis qu'aux USA Miss Atomic Bomb fait sauter les boutons de culotte des boutonneux, au Japon l'occupant s'installe et développe des programmes destinés à observer l'effet des radiations sur les humains.

«Ils n'essayaient pas de nous soigner, observe amèrement un survivant, ils nous étudiaient.»

Ce programme, qui durera soixante-dix ans, est le plus approfondi sur les effets de l'exposition aux rayons. Des générations d'enfants seront ainsi suivies... et traitées comme des cobayes. Une vieille dame raconte ainsi comment on lui a demandé de se déshabiller, à quatorze ans, sur une estrade, devant une salle pleine d'étudiants qui prenaient des notes. Cependant, ces effets, qui pourraient atténuer l'enthousiasme public pour le nucléaire, sont classés «secret-défense», et Hiroshima est enfouie sous une chape

de plomb à la fois par l'occupant et les autorités japonaises. L'occupant n'empêche pas non plus les Yakuzas de se substituer au pouvoir dans le chaos qui suit la défaite et la quasi-destruction du pays.

À l'envers de cette barbarie ordinaire, les témoignages des survivants sont bouleversants, tel celui de Sunao Tsuboi, qui avait juste échangé un baiser avec sa fiancée quand l'enfer fondit sur Hiroshima. Elle fut vaporisée dans l'explosion, tandis qu'il était gravement brûlé. Plus tard, il dut renoncer à épouser la femme dont il était épris, car il était devenu un *hibakusha* et ses parents s'y opposaient. Tel celui aussi de cet orphelin inconsolable, Maasaki Tanabé, qui était à la campagne chez sa grand-mère et perdit petit à petit toute sa famille.

Le contraste effroyable entre la liesse états-unienne et les enfants, dont la peau des bras, de l'échancrure des manches aux ongles, se détache et pend en haillons de chair brûlée, l'allégresse monstrueuse de la toute-puissance mise en regard avec les monceaux de cadavres, les agonisants, les brûlés, les irradiés, est particulièrement violente.

C'est aussi le début de la guerre froide et de la course aux armements, l'escalade démente qui s'est déversée d'une boîte de Pandore ouverte en août 1945 et désormais renversée, déchirée, béante.

Aujourd'hui on ne sait trop qui bombarde la centrale de Zaporijia, des Russes qui l'occupent ou des Ukrainiens dans le pays desquels elle se trouve. La guerre est fondée sur la folie suicidaire des hommes, et elle détruit dans sa folle croissance jusqu'aux moindres bribes de raison.

L. B.

1. *Necessary Evil* était le nom d'un des avions Boeing B-29 Superfortress qui a participé à la mission de largage de la bombe atomique *Little Boy* sur Hiroshima.
2. Avion bombardier Boeing B-29 Superfortress américain qui a largué une bombe atomique sur Hiroshima.
3. Le *Bockscar*, parfois appelé *Bock's Car*, est le Boeing qui a largué la bombe nucléaire *Fat Man* sur la ville japonaise de Nagasaki.

DÉCHETS NUCLÉAIRES POUR MILITAIRES

Les déchets de l'industrie nucléaire sont nombreux : 52 millions de tonnes en France, dont 30 en Limousin. Ces déchets perdent leur nom infamant dès lors qu'on peut envisager (un jour !) de leur trouver un emploi ; ces « matières » radioactives se transforment alors en « substances valorisables ». L'une des utilisations actuelles : les armes à uranium appauvri (UA).

L'URANIUM APPAUVRI résulte de l'enrichissement de l'uranium naturel pour les centrales électro-nucléaires, les moteurs nucléaires et pour les bombes atomiques. Il provient aussi du retraitement du combustible « brûlé » dans les centrales nucléaires.

Les stocks mondiaux sont très importants et le stockage est coûteux, car c'est une substance radioactive. En France, 1100 sites renferment des déchets nucléaires.

Parfois, l'UA est quand même « enrichi »... malencontreusement avec du plutonium et de l'uranium 236, et quelques radioéléments extrêmement toxiques (neptunium et technetium 99). Par erreur, et le Pentagone l'a reconnu : la société Nuclear metals Inc. (aujourd'hui Starmet) a bien vendu de l'UA quelque peu pollué ; en France, à Cern et SICN pour la fabrication de munitions (60 000 munitions de 120 mm pour le char Leclerc et autres 105 mm pour l'AMX B2).

Avantages pour l'industrie militaire

Moins dur que le tungstène, c'est un métal quand même très dense (un cube de 4 cm de côté pèse 1,2 kg). D'où l'idée de l'utiliser pour « améliorer » les performances des munitions. Il a un double avantage : il fait disparaître quantité de ces matières dont on ne sait que faire, et il est gratuit ! Ses « plus » : grande énergie cinétique (vitesse d'une flèche de l'ordre de Mach 6) ; effet perforateur très élevé : sur acier de blindage, sur béton ; pyrophorique : chaud, il s'enflamme spontanément au contact de l'air ; effet incendiaire après pénétration ; assez dur, fond à 1130 °C.

Finalement, des « simples » balles aux bombes « intelligentes » guidées par satellites, obus, missiles, ogives, pratiquement toutes les armes contiennent de l'UA.

Autres utilisations : blindage de chars, contrepoids stabilisateur (avions, missiles), mise au point des armes nucléaires (essais froids), lest (bateaux), combustible dans les surgénérateurs.

Première guerre nucléaire invisible : la guerre du Golfe

Nombreux militaires ayant participé à la guerre du Golfe (en 1991) sont atteints de graves pathologies : cancers, leucémies. Leurs enfants naissent avec d'affreuses malformations.

Les mensonges : l'uranium est appauvri, donc moins dangereux que l'uranium naturel. Il n'émet que des particules alpha qui sont arrêtées par la peau. Silence sur la contamination !

Au cours du tir d'un obus-flèche, il y a dissémination d'uranium (30%) sous forme de très fines poussières d'oxyde d'uranium quand il s'enflamme : sur la trajectoire (visible la nuit), à l'impact sur la cible et au cours de l'incendie qui suit. On parle de contamination humaine quand il y a absorption.

En Irak, les soldats ont absorbé des poussières d'oxyde d'uranium par les plaies, par voie digestive et par voie pulmonaire. Ils sont soumis à la double toxicité de l'uranium : toxicité chimique des métaux lourds et radiotoxicité : les émissions sont destructrices (les particules alpha émises par U238 ont un pouvoir destructeur élevé). Les dégâts dépendent de la quantité absorbée, de la voie d'absorption, de la durée de présence dans le corps humain.

Pays agressés = déchetteries radioactives !

Les soldats, bien sûr, sont atteints. Mais les populations locales vivent maintenant dans des zones polluées définitivement ; le nombre de cancers a explosé, les malformations congénitales créent des monstres plus ou moins viables. L'horreur absolue.

Reconnaissance des dangers ?

- Par l'ONU en 1996 : résolution d'une sous-commission ; en 1999, enquête (Serbie, Kosovo) : confirmation des dangers ; en 2007, résolution de l'assemblée générale : 4 pays ; contre : France, USA, G.-B., Israël (bizarre...).

- Par l'Union européenne : en 1999, prise de position du gouvernement italien ; en 2000, résolution refusée par le Parlement européen ; en 2008, résolution adoptée par le Parlement européen : vers une interdiction mondiale de l'usage de ces armes.

- Par la France : le danger est nié par les autorités militaires et civiles (réponse de janvier 2011 à la question écrite d'un député UMP).

- Enfin, comme d'habitude, les Belges sont moins cons que les Français : début 2010, a été inscrite dans la Constitution l'interdiction de la production et de l'usage des munitions à UA (évidemment, me direz-vous, ils n'en fabriquent pas, eux...).

• Malgré les demandes de nombreux scientifiques, les pays de l'Otan se sont abstenus ou ont voté contre la réalisation d'études approfondies pour disculper ou incriminer l'uranium appauvri.

Les usines de production françaises (Annecy, Romans) et les sites d'expérimentation (le causse Gramat, dans le Lot, et Bourges, dans le Cher) devraient bien faire l'objet de cette putain d'enquête. Donc pour l'instant, c'est *niet* !

À Bourges : le polygone d'enfer

Dans un vaste champ de tir (30 km x 4 km) entre Bourges et Nérondes, et entre Avord et Crosses, des essais sont faits avec les munitions à uranium appauvri. Il faudra attendre 1990 pour qu'il y ait confinement de la cible, afin de réduire l'impact sur les personnels, suite aux révélations sur la situation sanitaire des militaires (Irak, Balkans, Kosovo) et des populations du sud de l'Irak.

Donc, en 1990, construction d'une cible confinée : récupération des poussières par des rideaux d'eau et par aspiration ; distance de tir jusqu'à 3 km.

De 1990 à 2001 : 1400 tirs d'obus-flèches de 105 mm (char AMX) et de 120 mm (char Leclerc).

Pas d'information sur les essais réalisés avant 1990.

Depuis 2001 : silence.

Après une brève interruption pour enquête, les tirs ont repris, sur cible confinée.

À partir de 1994, l'ETBS¹ est recensé à l'inventaire de l'Andra².

En 1996, l'ETBS est classé ICPE³ relevant du ministère des Armées.

Même les questions du conseil général du Cher restent sans réponse...

Les demandes sont pourtant plus que justifiées :

• Au plan environnemental, dans et autour du champ de tir : recherche d'uranium dans les sols, les eaux (Craon, Airain, Yèvre et les nappes phréatiques), la flore et la faune. Au plan sanitaire : enquête épidémiologique dans les communes proches du polygone, mise en place d'un registre des cancers dans le Cher.

• Au plan national : mise en œuvre de la résolution du Parlement européen (mai 2008) par le gouvernement : imposer un moratoire sur l'emploi d'armes contenant de l'uranium appauvri, jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'un traité international sur l'interdiction...

Et qu'en est-il aujourd'hui ?

Solange

ET AUJOURD'HUI ?

Les armes à uranium appauvri n'ont pas bonne presse, mais elles sont toujours considérées comme des armes conventionnelles et, bien que théoriquement interdites, elles continuent à être produites.

En Russie, c'est le cas du nouveau projectile perforant Lekalo, conçu pour percer le blindage des chars. Bien que sa composition ne soit pas divulguée et classée « secret-défense », on peut aussi se poser de sérieuses questions sur les dernières productions de la firme française Nexter, dont on trouve en commentaire récent sur un forum d'émules de chars : « *Les Français ont leurs projectiles à l'uranium appauvri, les Allemands leurs projectiles au tungstène.* » Tous ces chars équipés de projectiles « secret-défense » sont évidemment livrés à l'Ukraine en guerre. Les chars Challenger de l'armée britannique sont équipés de système BOPS avec un noyau à l'uranium appauvri.

Toutes ces informations datent de moins de trois ans. Par ailleurs, d'autres informations arrivent : ô merveille, la veuve d'un gendarme mort des suites de son exposition à l'uranium appauvri en Bosnie est reconnue comme veuve de guerre et pourra toucher une pension. Le gendarme en question n'étant resté que quelques mois sur cette mission, on a froid dans le dos en pensant aux civils.

La France a été soupçonnée d'utiliser des armes à uranium appauvri au Mali, en 2013. Le ministère s'est mollement défendu en disant que l'armement de l'adversaire était tellement minable qu'il ne justifiait pas cette utilisation. Pourtant, récemment, en 2017, le major Josh Jacques a admis que plus de 5 000 obus à uranium appauvri avaient été tirés en novembre 2015 sur des camions-citernes de pétrole de contrebande de Daesh. L'armée américaine avait cependant certifié que ce genre de munition était réservé au blindage de chars ultra-performants et qu'elles ne seraient pas utilisées ni en Syrie ni en Irak. Les promesses n'engagent que les imbéciles qui y croient.

En 2020, un tribunal français a confirmé la causalité de l'uranium appauvri dans les cancers au Kosovo. RBC investi-clic¹ vous enseigne, depuis 2019, à spéculer responsable : ne placez pas votre pognon dans les producteurs des principaux composants d'armes chimiques, biologiques et à l'uranium appauvri. Ni dans les sociétés qui ont une participation de plus de 20 % dans ces saloperies (à 19 %, ça passe). Ni dans les financiers qui ont plus de 50 % d'investissement dans les deux dernières (ouf ! j'ai eu peur... j'avais mis mon blé dans une banque qui investissait 45 % de ma braise dans ces boîtes), etc.

Je viens de voir passer une note de recherche du ministère de la Défense sur la guerre écolo, je crois que je vais aller me coucher avant qu'ils ne nous trouvent une filière équitable et bio d'uranium appauvri... (« *Les futures victoires de l'armée de terre seront vertes, de "l'écologie de combat" au combat écologique* »).

L. B.

1. ETBS : Établissement d'expérimentation technique de Bourges, <<https://encyclopedie-bourges.com/etbs.html>>.

2. Andra : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

3. CPE : Installation classée pour la protection de l'environnement.

La Butte rouge

Texte de Montéhus (1872-1952)

Musique de Georges Krier (1872-1946),
écrite après la Première Guerre mondiale (1923)

Chanson anti-guerre qui fait référence à la « butte Bapaume », lieu-dit inhabité proche de Berzieux (Marne), et à un épisode particulièrement sanglant de la bataille de la Somme.

Sur c'te butt'-là, y'avait pas d'gigolettes
Pas de marlous ni de beaux muscalins.
Ah, c'était loin du Moulin d'la Galette,
Et de Panam' qu'est le roi des pat'lins.
C'qu'elle en a bu du beau sang cette terre,
Sang d'ouvriers et sang de paysans,
Car les bandits, qui sont cause des guerres,
N'en meurent jamais, on n'tue qu'les innocents !

Refrain

La Butt' Rouge, c'est son nom, l'baptême s'fit un matin,
Où tous ceux qui grimperent, roulèrent dans le ravin
Aujourd'hui y a des vignes, il y pousse du raisin
Qui boira ce vin-là, boira l'sang des copains.

Sur c'te butt'-là, on n'y f'sait pas la noce,
Comme à Montmartre où l'champagne coule à flots
Mais les pauvr' gars qu'avaient laissé des gosses
Y f'saient entendre de terribles sanglots !
C'qu'elle en a bu des larmes cette terre,
Larmes d'ouvriers, larmes de paysans,
Car les bandits qui sont cause des guerres
Ne pleurent jamais car ce sont des tyrans.

Refrain

Sur c'te butt'-là, on y r'fait des vendanges
On y entend des cris et des chansons
Filles et gars doucement y échangent
Des mots d'amour qui donnent le frisson.
Peuvent-ils songer dans leurs folles étreintes
Qu'à cet endroit où s'échangent leurs baisers,
J'ai entendu la nuit monter des plaintes
Et j'y ai vu des gars au crâne brisé ?

Refrain

Dessin Laurence Biberfeld



**Le 29 mars 1918, devant le
Conseil de guerre,
Hélène Brion¹ déclare :**

« Je suis ennemie de la guerre parce que féministe ; la guerre est le triomphe de la force brutale, le féminisme ne peut triompher que par la force morale et la valeur intellectuelle. Il y a antinomie entre les deux. »

1. Hélène Brion (1882-1962), institutrice, féministe, syndicaliste CGT et pacifiste, autrice de *La Voie féministe*. (Wikipédia)



« Je prends mes responsabilités »

**Le 7 mai 1956, il y a soixante ans,
des rappelés, en partance pour l'Algérie,
ont refusé de partir faire une guerre
coloniale.**

Un convoi militaire s'arrête à La Villedieu et les rappelés crient qu'ils refusent de partir. Les habitants les cachent dans les granges. La population locale du plateau de Millevaches les soutient, car elle est massivement opposée à la guerre d'Algérie.

Trois hommes sont arrêtés pendant la manifestation, qui seront incarcérés et sanctionnés.

René Romanet, ancien résistant et ami de Georges Guingouin, maire de La Villedieu, est révoqué et déchu de ses droits civiques pendant cinq ans.

Gaston Fanton, instituteur de Faux-la-Montagne, est incarcéré huit mois, puis interdit d'exercer son métier pendant cinq ans.

Seul **Antoine Meunier**, mutilé de guerre, est relâché.

Gaston Fanton deviendra bûcheron pour nourrir sa famille et ira travailler dans l'Allier.

On trouve une plaque sur la mairie de La Villedieu en hommage à René Romanet, une autre sur l'école de Faux-la-Montagne en hommage à Gaston Fanton et, jusque dans les années 2000, il y avait chaque année un rassemblement organisé par l'association Mémoire à vif. Bientôt, la rue de l'école de Faux s'appellera rue Gaston-Fanton, conformément à l'engagement pris lors du dépôt de la plaque.

V. D.

Vendetta

« Nos pères ont été fusillés parce qu'en 17, ils ont crié "non, y'en a marre" contre ceux qui faisaient "béé" sur le chemin de l'abattoir. »

CETTE ANNÉE-LÀ, en novembre, le père du petit Michou Lhozier, huit ans et demi, a refusé, avec ses camarades, de monter à l'assaut de Perthes Les Hurlus, où près de 14 000 poilus étaient morts pour rien. Bien sûr, ça s'est su dans le quartier où l'enfant vivait avec sa mère, et les quolibets ont plu : « salope, bolchevic, ordure » pour elle ; « enfant de lâche » pour lui.

Il faut dire qu'il n'était pas question pour la veuve de se désolidariser de son mari, « anarcho-syndico » dans le civil, et les voisins et voisins (surtout les planqués de l'arrière) avaient compris « qu'elle était une sale révoltée ». « Fiérote », elle rend coup pour coup jusqu'au jour où elle se fait embarquer par la maréchaussée.

Direction l'orphelinat pour le petit Michou, qui décide, avec ses potes, de lancer une expédition punitive contre le responsable de la mort de son père, à savoir le « Boucher des Hurlus », affectueux surnom donné au général Gringues par la *vox populi*, rebaptisé par Amila en « gueule de vache, sanguin d'abattoir, faux cul de sacristie ».



Jean Amila,
Le Boucher des Hurlus,
éd. Gallimard,
Folio Policier,
1982.

Écrite avec la gouaille du Parigot, cette fable intemporelle, antimilitariste et libre penseuse, dénonce avec justesse la violence subie par ceux qui refusent de se soumettre à la barbarie.

M. G.



CASSE-RÔLES

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre euros*

Frais postaux (1 euro par n°, soit)..... 4,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, les numéros ayant un nombre de pages très variable) tourne autour de 20-25 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**
Chez Annie Nicolaï, 54, avenue de la Révolution, 87000 Limoges

Contact casse-roles@outlook.fr
<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial-pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné : c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien donner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus : c'est la solidarité.

Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni les curés, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre !

Sinon, ça se saurait...

Les jolies colonies de vacances

Nos prisons ne sont pas des colonies de vacances

IL EST BON DE REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE et de répliquer à ceux qui croient dénoncer abus et scandales en leur démontrant où ils sont réellement.

Un exemple récent: une polémique a agité quelque temps l'espace médiatique à propos d'une initiative de la prison de Fresnes: l'organisation d'un jeu Kohlantess où détenus, surveillants et jeunes des cités s'affrontaient au cours de quiz et d'épreuves de kart.

Les critiques ont fusé: «*Nos prisons ne sont pas des colonies de vacances dans lesquelles détenus et gardiens tissent des liens d'amitié*», a déclaré Éric Ciotti, à qui nous nous empressons de répliquer, suivant en cela la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, que «*le vrai scandale ce n'est pas le karting mais l'état lamentable des prisons... la surpopulation carcérale à Fresnes, qui est l'un des établissements les plus vétustes, bourré de cafards, de punaises de lit, de rats, où la vie est lugubre pour les détenus comme pour les surveillants..., où les gens qui dorment par terre sont obligés de se mettre du papier toilette dans les narines pour ne pas respirer les petits cafards en même temps que la poussière quand ils dorment*».

Allons-y, enfonçons les clous: rappelons que la France a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour les conditions indignes de détention et que l'Observatoire international des prisons estimait les établissements carcéraux, en juin 2022, occupés à 117% de leur capacité (et le taux est bien supérieur à Fresnes).

Que sommes-nous devenus pour nous être habitués à cela ?

Rappelons que la loi pénitentiaire de 2009 soumet les détenus à une obligation d'activité: travail, formation professionnelle, insertion par l'activité économique, l'enseignement, les activités éducatives, culturelles, socioculturelles, sportives et physiques. La préparation à la réinsertion passe par les activités culturelles et sportives, trop peu pratiquées en prison faute de moyens, de lieux dédiés et de personnel. Kohlantess s'inscrit dans ce processus et n'a pas coûté un sou au contribuable.

Dominique Simonnot insiste sur l'ambiance bon enfant qui a permis de recréer du lien entre détenus et surveillants, et rajoute, ironique: «*C'est dommage qu'il n'y ait pas eu l'épreuve où il faut manger des vermines pour survivre, car les détenus ont l'habitude, ils en ont plein leurs cellules*».

Rappelons que le taux de récidive, pour les courtes peines principalement concernées par l'animation, est en France un des plus élevés d'Europe.

Le 29 juillet 2021, paraissait une étude publiée dans le journal *Le Monde*, portant sur 41500 sortants de prison et indiquant que 31% récidivent dans les douze mois et concluait: «*Pas besoin d'être criminologue pour voir dans ce tableau le manque de point d'appui aidant à la sortie d'un éventuel parcours délinquant*».

La France est également la mauvaise élève de l'Europe pour le nombre d'agents publics par prisonnier permettant de faciliter la réinsertion des condamnés.

Alors que sommes-nous devenus pour nous être habitués à cela et où est le scandale ?

On peut consulter les déclarations de Dominique Simonnot suite à la polémique sur le site du *Monde*, et pour aller plus loin, consulter le dossier « Prisons » de *Casse-rôles* n° 19.

Sagna

Les gares font l'actualité !

EN PLEINE POLÉMIQUE SUR LE NON-USAGE DU TRAIN par les footballeurs professionnels, qui préfèrent les jets privés au mépris de la sobriété qui s'impose à tout un chacun ou chacune, la gare de Lyon fait parler d'elle, mais pour une tout autre raison.

Dimanche 4 septembre, une publication a fait réagir les internautes. Une photo montre différents tarifs d'accès aux toilettes de la gare: tarif normal, tarif pour femmes enceintes, tarif pour policiers et même des cartes de fidélité !

Contactée par 20 Minutes, SNCF Gares & Connexions, filiale du groupe en charge de la gestion des gares, confirme la véracité de la publication: «*Cette note tarifaire était bien affichée à la gare de Lyon, mais nous l'avons fait retirer*». Il s'agirait d'une maladresse extérieure de l'entreprise néerlandaise 2theloo, spécialisée dans les espaces sanitaires publics, qui gère les toilettes des 31 plus grandes gares de France depuis 2015.

Pour l'heure, la SNCF rappelle que près de 80% des services toilettes de ses gares sont gratuits. Notamment dans certaines gares d'Île-de-France sur présentation du pass Navigo...

Source : 20 Minutes du 7 septembre 2022.



Comment tenir debout encore, par l'écriture

À propos d'Emma Santos et de *La Malcastrée*

MAL CONNUE, EMMA SANTOS (Marie-Anne Le Rozick) aura publié huit livres entre 1971 et 1978, autant de pages racontant son errance urbaine et solitaire, mais surtout : son **expérience psychiatrique**. Elle évoque sans fard son attachement à la mort et au négatif. À **la-mort-dans-la-vie**. Où il faudrait *dé-vivre* pour renaître. Comme pulsion de vie radicale. L'acte d'écrire, pour Emma Santos, incarne aussi et surtout une forme de résistance à l'égard des médicaments. L'écriture, en vérité, devient une sorte de ligne de crête : se tenir comme sujet toujours déjà enfermé, foutu, mais incroyablement vivant – à la limite du négatif sans sortie de secours.

Paru en 1973 aux éditions Maspero, puis aux éditions Des Femmes en 1976, *La Malcastrée* est un cri muet. Emma Santos y déploie littéralement une plainte liée au désamour, et la narratrice (mais dans quel but, si ce n'est pas la poursuite de l'amour?) accueillera un enfant trisomique «*définitivement rejeté du monde des vivants*». La vie en commun est décrite à fleur de peau, espiègle, quasi enfantine : «*On aimait jouer aux révolutionnaires, aux maquisards [...] on aimait être tristes, on aimait pleurer.*»

Mais la seconde rupture arrive vite, et brutalement. Les flics lui enlèvent le gosse. C'est un extrême désœuvrement : «*Tu n'es qu'une petite solitude entre des millions de petites solitudes*», écrit-elle.



S'ensuivent de longues marches le long des boulevards, en pleine nuit, à se demander pourquoi ce monde est si laid, injuste. On enrage, noyé dans la cendre, en lisant l'épreuve jusqu'à l'internement de l'écrivaine.

Expérience de la séparation, donc. Les pages se suivent et creusent, par la lecture, un fossé, un écart entre l'autrice et les autres. Seule au monde et contre tout, Emma Santos, est ingouvernable de par son cœur et son mode d'être difficile à vivre peu.

Elle en devient ainsi une figure féminine à deux têtes : sorcière et impossible mère.

Tentée d'être réduite au silence durant tout l'ouvrage – les hommes, le travail, l'hôpital, ce monde et les structures le constituant –, Emma Santos use des mots comme d'une fonction vitale. Écrire encore pour résister à une

emprise chimique, pour exprimer sa subjectivité d'anormale. Pour tenir debout, à sa façon.

La Malcastrée est en cela un livre cathartique et exemplaire. L'acte de création permet de résister à ce que l'on voudrait faire taire : la folie. Il s'agit d'un livre comme d'un refuge pour la souffrance.

Finalement, l'œuvre d'Emma Santos prouve que la littérature épuise et rend palpable un certain tabou de la mort et renverse l'injonction au « bien-être » désormais partout présente comme une nouvelle discipline des corps.

Julien

À l'invitation du Cercle Gramsci, rencontre avec Laurence Biberfeld

7 décembre, 20 h 30, EAGR, 64, avenue de la Révolution, 87000 Limoges



La prostitution est à la croisée de plusieurs oppressions liées aux inégalités de genre, de sexe, de classe, de race. C'est un sujet on ne peut plus intersectionnel et qui permet de traiter des champs beaucoup plus larges. Ce n'est pas qu'un régime sexuel qui traverse les siècles en société patriarcale. La prostitution pose aussi, à travers les âges, la question du rapport au corps. Le système prostitutionnel est un de ceux où il est le plus capital de séparer le corps de la personne, et c'est aussi le cas de la GPA. De la dissociation religieuse entre l'âme immortelle et le corps mortel au rationalisme qui fait du corps une simple machine au service de l'esprit, cette dissociation entre le corps et la personne permet, de fait, l'exploitation des corps pour lesquels on ne ressent ni empathie ni altérité. Des esclaves,

Le corps des femmes, objet marchand ?

Aristote dit que ce sont des outils animés. Il en est de même des bêtes, des végétaux, mais aussi des femmes, versées dans la réserve générale des êtres dont on peut disposer. Elles sont réduites à leur corps, et leur corps est de ces outils animés dont on dispose.

Le rapport que l'humanité patriarcale entretient avec le reste du vivant n'est pas différent. Le vivant, comme le corps qui représente le vivant en nous, est avant tout une ressource à disposition, qu'on jugera non sur la valeur absolue de son existence, et donc de son expérience singulière, mais en fonction de l'usage qu'on peut en faire et des profits qu'on peut en tirer. A contrario, rendre une épaisseur existentielle tant au corps humain, au corps des femmes, qu'au reste du vivant, serait peut-être un premier pas hors du patriarcat.

(Avec Casse-rôles)

Petites et grandes reines

Le Tour de France des femmes a remis à l'honneur non seulement le cyclisme féminin, mais le prurit misogyne que déclenche encore chez certains la vision horripilante d'une femme qui pédale. Pour être juste, il a aussi marqué une évolution plutôt satisfaisante des mentalités, puisqu'il a été extrêmement suivi et apprécié par un public presque aussi nombreux que celui du Tour masculin, tant sur route que sur écran, sachant qu'il renaissait après une interruption de trente ans.

LE SPORT, SANCTUAIRE VIRIL et refuge d'une masculinité ultrasensible, voire écorchée vive, a toujours été l'un des espaces les plus fanatiquement sexistes dans les sociétés de structure patriarcale, avec la police et l'armée. Le dimorphisme sexuel fait que les femmes sont plus légères, plus petites et ont plus de tissus graisseux que les hommes. On a donc considéré que ces douces créatures, plaisir des yeux et repos du guerrier, ne pouvaient pas être faites pour la compétition. Cependant, les statistiques sont trompeuses. S'il existe effectivement des différences de performances dans les sports qui nécessitent une importante dépense musculaire (elles flottent aux alentours de 10 à 15 % entre athlètes, en raison d'un cœur plus petit, d'une oxygénation inférieure, d'une masse musculaire moindre chez les femmes), ces différences n'ont pas cours de la même façon dans la population moyenne et, comme le dit Aïna Chalabaev, il n'y a pas lieu de trier les enfants et les adolescents par exemple, population où les chevauchements sont importants, tant il est évident qu'un geek nourri de chips sera beaucoup moins physique qu'une gamine qui pratique la randonnée. Or, ces tris ont une tendance lourde à se faire même dans des contextes généraux où ils n'ont aucune raison d'être. Dans la population moyenne, certaines femmes sont plus vigoureuses et performantes que certains hommes. Et même en compétition, il s'avère que le taux

d'oxygénation, si on le ramène à la masse musculaire et non au poids général, n'est pas à 22 % de différence entre hommes et femmes, mais entre 10 et 12 %. D'autre part, les femmes ont un fonctionnement cardiaque plus économe et, dans l'effort, elles brûlent préférentiellement les lipides plutôt que les glucides, ce qui les rend plus endurantes, moins fatigables et moins sujettes aux courbatures. De plus, les œstrogènes sont favorables au développement et au renforcement musculaire. Pour des raisons inexplicables, les femmes sont aussi moins sensibles aux dommages musculaires.

Les différences existent donc, mais elles sont plus relatives que la caricature qu'on a tendance à en donner. C'est pourtant sur la base de cette caricature qu'on a longtemps voulu réserver aux hommes des sports tels que le football, le rugby ou le cyclisme. Que ces sports ne soient pas mixtes est une chose bien compréhensible au vu des différences de performances ; en revanche, qu'ils soient réservés aux hommes n'a aucune justification. Marc Madiot, en 1987, s'énervait devant la très calme Jeannie Longo, une des plus grandes athlètes que ce sport ait connues, lui faisant agressivement remarquer qu'elle était moche, et qu'une joueuse de foot c'était moche, et qu'une cycliste c'était moche.

Le sport cycliste, c'est un sport extrêmement difficile. Moi j'aime trop les femmes pour les voir souffrir. . .

... s'hystérisait-il, avant d'aborder le côté esthétique – 50 % de l'intérêt du sport selon lui – et de réitérer sur le fait que les femmes cyclistes sont moches.

À ce moment de l'entretien, Jacques Chancel s'énerva à son tour. Jeannie Longo parla alors de la beauté de ses records du monde sur piste et de ce qu'elle avait apporté au cyclisme, et Chancel appuya en faisant remarquer qu'elle détenait déjà trois records mondiaux (elle en collectionnera 10 de plus par la suite). Laurent Fignon en rajouta une louche sur l'esthétique dans les sports féminins et Jeannie lui rappela qu'il n'était pas beau non plus quand il pédalait. Chancel, manifestement choqué par la réaction des deux cyclistes, fit remarquer à Fignon que Jeannie Longo avait le maillot jaune, ce qui n'était pas son cas.

On peut se demander pourquoi les sports les plus privilégiés sont fondés sur la puissance musculaire et non sur l'adresse, l'intelligence tactique ou la créativité artistique, comme le patinage, le golf, la navigation, l'escrime, le tir ou l'équitation. C'est ainsi, et ça en dit long sur nos sociétés : peu de sports sont mixtes quand ils pourraient l'être, et les sports mixtes n'attirent pas les foules.

Et l'identité masculine à vif, où irait-elle se réfugier si la plupart des sports devenaient mixtes ?

Cette filiosité des sportifs, ulcérés de voir envahir chacun de leur pré carré par des hordes de femmes, ne date pas d'hier. L'opiniâtreté de celles-ci à passer outre non plus. En 1908 déjà, Marie Marvingt, s'étant vu refuser l'inscription au Tour de France avec les hommes, prit le parti de démar-





Sorigny (Indre-et-Loire), 1943. « Courses de filles »
Un des coureurs du VCT (Véloce club de Tours, fondé en 1881) s'est mis des seins et un bandeau, il montre sa jambe... et se veut aguicheur... comme les femmes ?



rer quelques minutes après eux et termina l'épreuve, comme 36 des 114 cyclistes. À 33 ans, cette trublionne avait déjà traversé la Manche en avion, participé à quelques courses automobiles et pratiqué l'escalade, sans préjudice d'avoir ramé en canoë de Nancy à Coblenze. Il est impossible de citer toutes ses autres performances, qui vont de l'alpinisme à l'aéronautique en passant par l'équitation et l'escrime. Elle était surnommée la Fiancée du danger. Ce numéro porte sur la guerre, Marie n'attendait pas qu'on la recrute, malgré son ardent désir de combattre: elle remplaça un pilote blessé sur un bombardier par deux fois avant qu'on lui refuse l'embauche en raison de son sexe. Infirmière-major, elle s'improvisa correspondante de guerre et alla jusqu'à se faire recruter comme chasseur à pied sous un faux nom. Cet étrange poilu passa inaperçu pendant quelques mois, dont 47 jours en première ligne, avant d'être démasqué par l'un de ses cousins, colonel de son état. Mais cette extraordinaire athlète ne fut jamais jugée digne de participer aux compétitions masculines. Trop féminine sans doute, trop faible, trop délicate.

En fait, si les femmes ont tant de mal à défendre leur place dans quelque sport que ce soit, c'est en vertu d'une inégalité celle-là abyssale. Inégalité de traitement, inégalité de genre, inégalité d'investissement. Si le sport, tel qu'il se pratique, est une métaphore policée de la guerre, on peut dire que le nerf manque aux femmes: elles ont beau être de plus en plus présentes dans tous les sports, le sponsoring tarde à suivre: 80 % des investissements concernent le sport masculin, et seuls 3 % visent exclusivement les sportives, qui sont sous-médiatisées, sous-exposées et sous-payées. Cela n'est pas anecdotique, car ce manque de crédits empêche un tissu de clubs, de sociétés sportives et de compétitions locales de se mettre en place, qui assureraient des effectifs plus importants et mieux suivis. Les compétitions féminines sont la plupart du temps moins diffusées. En ce qui concerne les dotations des champions, la gagnante du Tour de France féminin, la remarquable Annemiek Van Vleuten, palpera 50 000 euros, là où Jonas Vingegaard, champion du Tour masculin, en touchera 500 000. Certes le Tour féminin fait le tiers en distance parcourue, mais la dotation, elle, est de l'ordre du dixième. Quant à la dotation globale, elle est de 250 000 euros pour les femmes, 2,3 millions pour les hommes. Un cinquième, donc.

On a pu récolter tout de même, malgré une considérable estime envers les sportives chez nombre de commentateurs, quelques perles sexistes. Les femmes tombent, ça par exemple, c'est un travers féminin ça, de tomber. Après les commentaires ayant accompagné la chute spectaculaire d'une trentaine de cyclistes lors de la 5^e étape, la Néerlandaise Christine Majerus s'est plu à diffuser des chutes non moins spectaculaires et dangereuses ayant émaillé le Tour masculin, tandis que Marion Rousse, la directrice, s'agaçait qu'on considère les femmes qui tombent comme des incapables, tandis que les hommes qui tombent (nombreux cette année, dont Vingegaard) prouvent dans l'adversité leur héroïsme.

Mais comme le pérorait notre cher baron Pierre de Coubertin:

Une olympiade femelle serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte. Les JO doivent être réservés aux hommes, le rôle des femmes devrait être avant tout de couronner les vainqueurs.

C'était en 1912, et on ne peut pas empêcher l'eau de couler sous les ponts. Pauvres, pauvres nostalgiques du passé, avec leurs couilles de cristal...

L. B.

Marie Marvingt
(deux ans avant
sa mort, en
1961) faisait
Paris-Nancy à
vélo, pédalant
dix heures par
jour, à l'âge
vénérable de
86 ans...



«Notre part de plaisir au banquet de la vie»

Dans le dernier numéro de Casse-Rôles, André Bernard citait le numéro 1 de *La Voz de la mujer*, paru en Argentine en 1896. Des femmes y écrivaient: «Nous avons décidé de faire entendre notre voix dans le concert social et d'exiger notre part de plaisir au banquet de la vie...»

CETTE MÊME REVENDICATION est celle des héroïnes du récit de l'écrivain suisse Daniel de Roulet, *Dix Petites Anarchistes*.

Sur une trame historique et avec un clin d'œil à Agatha Christie, l'auteur mêle fiction et réalité pour nous raconter l'histoire tragique, mais jubilatoire, de 10 jeunes femmes qui quittent la Suisse pour réinventer le monde en Amérique du Sud, sans dieu, sans maître et sans mari.

On était dix et à la fin on n'est plus qu'une...

La dernière de 10 – car elles vont disparaître ou mourir les unes après les autres comme les dix petits Nègres de la romancière anglaise – nous raconte leurs aventures, de Suisse en Patagonie et jusqu'à Buenos Aires, en passant par l'île de Robinson Crusoe. Elles ont soif de liberté et d'expériences nouvelles, elles veulent être délivrées du carcan du mariage, de la soumission à un patron et des salaires de misère.

Elles quittent la Suisse, où elles travaillaient comme ouvrières en horlogerie dans le lieu-dit de Longines, ou sous la direction de Léon Breitling. Abusées par la propagande gouvernementale qui incite les pauvres à émigrer, elles partent sur le bateau qui embarque les communards et, parmi eux, Louise Michel.

Dans une interview d'octobre 2018, donnée au journal suisse *Le Temps*, Daniel de Roulet explique:

Dès 1850, des milliers de Suisses se transforment en migrants pour échapper à la pauvreté; ces terribles échecs

migratoires sont rarement documentés par ceux qui les ont vécus. Ceux qui ont échoué sont morts de maladie, de faim ou assassinés, et sont à peine mentionnés. Je voulais leur rendre hommage.

Né à Saint-Imier, en Suisse, l'auteur se souvient aussi de ce lieu qui a vu la naissance, en 1872, de l'Internationale antiautoritaire, marquant la fin du conflit entre les socialistes, conduits par Karl Marx, et la tendance libertaire incarnée par Bakounine. Dans son interview au *Temps*, l'auteur parle d'une époque où les anarchistes étaient expérimentaux, leurs communautés s'appelant souvent «l'expérience» ou «l'expérimentation». Contrairement aux marxistes, qui prévoient de mettre le parti au pouvoir, une fois la révolution faite, ils se posent des questions:

- Qu'allons-nous faire une fois au pouvoir?
- Faudra-t-il changer l'école?
- Faut-il voter?
- Et l'égalité entre hommes et femmes?

Ainsi, les petites anarchistes, qui ont écouté Bakounine et Malatesta, se posent des questions moins en théoriciennes qu'en rebelles, ayant en commun leur besoin de liberté. Elles veulent faire bouger les choses, elles sont pour l'amour libre et rejettent la soumission des femmes aux hommes. Elles font preuve d'une belle énergie communicative répétant «pas besoin de réussir pour garder espoir».

Nous les suivons de la Suisse à la Patagonie; elles tentent des expériences diverses qui se terminent souvent mal: l'ouverture d'une coopérative «La brebis noire», boulangerie, horlogerie, et magasin d'accueil pour Européens débarquant aux Amériques; elles participent avec des camarades italiens et français à une communauté: «Une zone autonome temporaire, comme une société de pirates»; elles élèvent leurs enfants en commun.

Elles laissent derrière elles des blessures et des morts, mais aussi des graines de liberté.

Valentine, la survivante des 10, nous interpelle:

Et maintenant on fait quoi? On prend d'assaut les casernes? On demande le droit de vote? On émigre une fois de plus? On fait le point: on a conquis des moments de liberté qui en valaient la peine. Ce qui compte, ce n'est pas de réaliser l'utopie de l'anarchie, c'est d'être anarchiste. Pour les siècles à venir, on n'envisage ni un monde débarrassé de tout pouvoir ni éclairé enfin par l'anarchie universelle. On les imagine plutôt peuplés d'anarchistes. La révolte donnera sens à leur vie, comme elle a donné sens à la nôtre.

Cette fiction romanesque est un bel hommage aux femmes qui veulent changer la vie et ne se découragent pas, en dépit des obstacles et des coups durs.

Annie



Daniel de Roulet, *Dix petites anarchistes*, Libretto, 2018.

Margaret Maruani

J'AI CONNU MARGARET MARUANI en 1986, au CNAM, lorsqu'elle me donna un exemplaire d'un travail qu'elle venait d'achever avec Chantal Nicole, *Voyages à l'ombre d'un doute. Recherche sur l'évolution de la mixité dans le travail et l'emploi*¹, je venais la voir pour discuter avec elle sur syndicalisme et féminisme. Je l'ai ensuite invitée à l'Union départementale CFDT du Val-de-Marne pour un 8 Mars afin qu'elle partage ses travaux sur le même thème. Nos chemins se sont souvent croisés dans le mouvement féministe ou à l'antenne de Femmes libres, sur Radio libertaire. La dernière fois que je l'ai invitée à l'émission, en 2013, c'était avec Monique Méron pour *Un siècle du travail des femmes en France*. Nous nous étions revues lors de l'hommage à Chantal Rogerat, le 3 mars 2020². J'ai participé à plusieurs Amphi du Mage, comme «Le genre au travail. Recherches féministes et luttes de femmes», «Les sales boulots» ou «Le harcèlement au travail», et l'ai revue aussi une toute dernière fois lors d'un Amphi du MAGE, en visioconférence.

Née le 25 février 1954 à Tunis, Margaret Maruani est décédée à l'hôpital de Valencia en Espagne, le 4 août 2022, des suites d'une longue maladie.

Margaret Maruani a soutenu, en 1978, une thèse de sociologie, *L'Expression des problèmes féminins dans les syndicats et à travers les conflits sociaux*, à l'IEP de Paris. Ce travail a donné lieu à un livre édité en 1979 par Syros, sous le titre *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*. Elle fut recrutée au CNRS en 1983, au laboratoire de sociologie du travail au CNAM. Puis elle a intégré le Centre de sociologie urbaine (CSU-CNRS) comme directrice de recherche, avant de rejoindre, en 2010, le Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS), laboratoire CNRS-Université Paris Descartes jusqu'à sa retraite. C'est en 1995 qu'elle fonde le groupement de recherche «Marché du travail et genre en Europe» (MAGE), premier groupement de recherche sur le genre au CNRS, qui deviendra, en 2011, un réseau de recherche international et pluridisciplinaire rassemblant 30 universités et centres de recherche dans 13 pays. En 1999, elle fonde la revue *Travail, genre et sociétés*, qu'elle dirige ensuite, avant d'en devenir conseillère éditoriale. Enseignante à l'université de Genève depuis 2002, elle y a créé le master en Études de genre en 2006.

Mais qui a peur du travail des femmes ?

Elle fut pionnière des recherches sur les relations entre marché du travail et genre, en France et à l'échelle internationale. «Son entrée par l'activité des femmes sur le marché du travail lui a permis de théoriser la différence entre travail et emploi, en pointant la centralité des logiques de genre dans l'étude de l'évolution du monde du travail tant du côté des inégalités de genre en matière d'emploi que des "mécomptes" du chômage. En prenant pour objet les femmes, catégorie oubliée ou invisibilisée des recherches en sociologie du travail et de l'emploi au début des années 1980, elle a mis en exergue combien la dynamique de genre était structurante des marchés de travail et de l'emploi en France comme dans de nombreux pays³.»



Dès le début de sa carrière, Margaret Maruani a articulé recherche et engagement féministe. Elle est aussi l'une des pionnières de l'institutionnalisation du champ des études de genre. Ses travaux, tant individuels que collectifs, ont été traduits dans de nombreuses langues.

En tant que féministe, elle avait à cœur d'accompagner nombre de jeunes collègues

en les associant aux ouvrages de synthèse qu'elle dirigeait, leur confiant des chapitres, mais aussi en ouvrant la voie à des recherches novatrices. Pour beaucoup de celles et ceux qui l'ont approchée, Margaret Maruani a été une passeuse travaillant à la circulation des savoirs, non seulement en publiant, mais aussi par l'organisation annuelle de colloques internationaux, de journées d'études, de débats en sciences sociales sur le genre.

H. H.

Quelques-uns de ses ouvrages :

- *Travail et Genre dans le monde. L'état des savoirs* (dir.), La Découverte, 2013.
- Avec Monique Méron, *Un siècle de travail des femmes en France 1901-2011*, La Découverte, 2012.
- Avec Helena Hirata et Maria Rosa Lombardi (dir.), *Travail et Genre. Regards croisés France, Europe, Amérique latine*, La Découverte, 2008.
- *Femmes, Genre et Sociétés. L'état des savoirs* (dir.), La Découverte, 2005.
- Avec Jacqueline Laufer et Catherine Marry (dir.), *Le Travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, La Découverte, 2003.
- *Les Mécomptes du chômage*, Bayard, 2002.
- *Travail et emploi des femmes*, La Découverte, 2000.
- *Les Nouvelles Frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail* (dir.), La Découverte, 1998.
- Avec Emmanuèle Reynaud, *Sociologie de l'emploi*, La Découverte, 1993.
- Avec Chantal Nicole, *Au labeur des dames, métiers masculins, emplois féminins*, Syros, 1989.
- *Mais qui a peur du travail des femmes ?*, Syros, 1985.
- Avec Annie Borzeix, *Le Temps des chemises. La grève qu'elles gardent au cœur*, Syros, 1982.
- *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Syros, 1979.

1. Margaret Maruani et Chantal Nicole, *Voyages à l'ombre d'un doute. Recherche sur l'évolution de la mixité dans le travail et l'emploi*, CFDT-IRES, mars 1986, avec la contribution juridique de Dominique Rossi.

2. Chantal Rogerat Apostolo (1931-2018) a dirigé la rédaction d'*Antoinette*, journal syndical féminin de la CGT. Ouvrière par choix, intellectuelle, elle fut une figure atypique des luttes syndicales. Esprit libre, engagée pour l'égalité femmes-hommes, elle devint ingénieure de recherches sur le travail et le genre au CNRS (texte de la plaque apposée au 50, rue Édouard-Pailleron, Paris 19^e).

3. L'équipe du CSU-Cresppa, 11 août 2022. <<https://www.cresppa.cnrs.fr/csu/page-une/decès-de-notre-colleegue-margaret-maruani>>.

Prochain dossier

FÉMINISME ET ÉCOLOGIE



« On ne peut pas agir de manière durable sur l'environnement si on ne prend pas en compte les inégalités, notamment les inégalités entre femmes et hommes » écrit Élise Thiébaud.

Au XIX^e siècle, féminisme et écologie commencent à se développer et à s'articuler, du fait de la critique des inégalités et des injustices liées au capitalisme, au patriarcat et aux religions. La tradition et la bourgeoisie capitaliste renvoyaient la femme au foyer et à ses rôles d'épouse et de mère. En parallèle la « nature » commençait à être durement exploitée de manière industrielle et de plus en plus dominée. C'était le « progrès ».

En 1974, paraît le livre de Françoise d'Eaubonne, *Le Féminisme ou la Mort*. Elle utilise, pour la première fois en France, le terme d'« écoféminisme ». Militante féministe et écrivaine, elle démontre que la domination des femmes et la destruction de la nature ont des origines communes et suivent les mêmes processus.

Depuis, et ailleurs qu'en Europe, dans les régions les plus dévastées et les plus exploitées du monde, des femmes se battent associant leur combat féministe à la défense du vivant. L'écoféminisme est un mouvement multiforme et mondial qui se décline différemment suivant les pays et les situations.

Dans ce dossier, nous évoquerons les luttes et les initiatives menées par les femmes, durant la seconde moitié du XX^e siècle et actuellement, comme l'action au Pentagone des Women

and Life on Earth à la suite de l'accident nucléaire de Three Miles Island (mars 1979, États-Unis), l'occupation pacifiste par des milliers de femmes contre l'installation de missiles nucléaires sur la base de Greenham Common qui a duré dix-neuf ans (1981-2000, Angleterre), l'enlacement des arbres par les femmes du mouvement Chipco pour empêcher leur abattage (Inde), les coopératives de mères Teikei, précurseuses des Amap (Japon) et la vigoureuse opposition des femmes à la construction de la centrale de Plogoff (France). Et d'autres encore...

CASSE-RÔLES

SOMMAIRE

Édito **2**

#MahsaAmini / Écouter le cœur du fœtus avant d'avorter **3**

N'oublions pas les Afghanes / Avorter au Kenya **4**

Barbaque, bidoche et barbecue / #BalanceTonPorc **5**

Féminisme, *ma non troppo* / Assemblée nationale **6**

Féminicides en hausse **7**

Prostitution et société marchande **8-9**

Bulletin d'abonnement **49**

DOSSIER

Maudite soit la guerre

Sommaire **10** / Dossier **11-49**

Les jolies colonies de vacances / Les gares font l'actu **50**

Comment tenir debout encore, par l'écriture / Limoges : rencontre autour du Corps, avec Laurence Biberfeld **51**

Petites et grandes reines **52-53**

« Notre part de plaisir au banquet de la vie » **54**

Margaret Maruani s'en est allée **55**